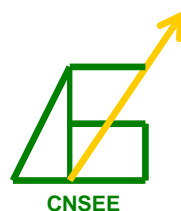


MINISTERE DU PLAN, DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE ET DE L'INTEGRATION
ECONOMIQUE

CENTRE NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES



REPUBLIQUE DU CONGO

Unité * Travail * Progrès

DIRECTION GENERALE

ENQUETE CONGOLAISE AUPRES DES MENAGES
pour l'évaluation de la pauvreté
(ECOM 2005)

PROFIL DE LA PAUVRETE AU CONGO EN 2005

RAPPORT FINAL D'ANALYSE

Avril 2006

SOMMAIRE

SOMMAIRE	II
SIGLES ET ABREVIATIONS	III
PREFACE	IV
AVANT PROPOS	VI
RESUME ANALYTIQUE	VII
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : APERÇU METHODOLOGIQUE DE L'ENQUETE	5
CHAPITRE II : AMPLEUR ET PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE LA PAUVRETE	15
CHAPITRE III : CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DE LA POPULATION ET DES MENAGES	32
CHAPITRE IV : CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DE LA POPULATION ET DES MENAGES	60
CHAPITRE V : ACCES AUX AUTRES SERVICES SOCIAUX DE BASE ET CADRE DE VIE DES MENAGES	76
CHAPITRE VI : AVOIRS ET PATRIMOINE DES MENAGES	82
CHAPITRE VII : ANALYSE DES DETERMINANTS DE LA PAUVRETE	86
CHAPITRE VIII : PAUVRETE NON MONETAIRE	90
CHAPITRE IX : CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	103
ANNEXES	108
TABLE DES MATIERES	108

SIGLES ET ABREVIATIONS

Sigles	Libellés
AFRISTAT	: Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
CE1	: Cours Elémentaire 1 ^{ère} année
CE2	: Cours Elémentaire 2 ^{ème} année
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CM	: Chef de ménage
CM1	: Cours Moyen 1 ^{ère} année
CM2	: Cours Moyen 2 ^{ème} année
CNLP	: Comité National de Lutte contre la Pauvreté
CNSEE	: Centre National de la Statistique et des Etudes Economiques
CP1	: Cours Préparatoire 1 ^{ère} année
CP2	: Cours Préparatoire 2 ^{ème} année
CSP	: Catégorie socio professionnelle
DSRP	: Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
DSRP - I	: Document de stratégie de réduction de la pauvreté intérimaire
ECOM	: Enquête Congolaise auprès des Ménages pour l'Evaluation de la Pauvreté
EDS	: Enquête démographique et de santé
ETP	: Equipe Technique Permanente
Fcfa	: Franc de la Coopération Financière Africaine
GSE	: Groupe Socio-économique
Kcal	: kilocalorie
Kg	: Kilogramme
Km	: Kilomètre
Km ²	: Kilomètre carré
NEPAD	: Nouveau partenariat économique pour le développement en Afrique
OIT	: Organisation Internationale du Travail
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	: Organisations non gouvernementales
P0	: Ratio de pauvreté
P1	: Gap de pauvreté
P2	: Sévérité de la pauvreté
PIB	: Produit intérieur brut
PIPC	: Programme intérimaire post-conflit
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le développement
PURAC	: Projet d'urgence pour la relance des actions communautaires
QUIBB	: Questionnaire des Indicateurs de Base du Bien-être
RGPH	: Recensement Général de la Population et de l'Habitation
SNDE	: Société Nationale de Distribution d'Eau
SNE	: Société Nationale d'Electricité
STP	: Secrétariat Technique Permanent
TBS	: Taux Brut de Scolarisation
TNS	: Taux Net de Scolarisation
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
ZD	: Zone de Dénombrement

PREFACE

Depuis plus d'une décennie, la lutte contre la pauvreté figure au centre des politiques de développement économique et social des pouvoirs publics dans la plupart des pays en voie de développement en général et dans les pays d'Afrique au sud du Sahara en particulier.

Au Congo, des plans et programmes de développement ont été mis en place (plan intérimaire de développement économique et social, plan quinquennal de développement, programme d'action et de relance économique et social, etc.) pour tenter entre autres, d'atteindre cet objectif.

Malheureusement, les actions entreprises dans le cadre de la mise en œuvre de ces plans et programmes n'ont pas été, pour la plupart, conduites à terme. Elles ont été interrompues ou déclassées, soit du fait des événements socio-politiques, soit pour insuffisance de financement. Par ailleurs, les troubles socio-politiques qu'a connus la République du Congo pendant les années 1993, 1997 et 1998 ont contribué à aggraver la situation économique et sociale caractérisée par :

- le gel des recrutements et le licenciement des agents dans la fonction publique ;
- la restructuration des entreprises publiques et les contre performances de celles du secteur privé ;
- la destruction des biens publics, notamment dans le secteur social (éducation, santé) et celui des infrastructures routières.

Pour permettre la reconstruction du pays, un Programme intérimaire post-conflit (PIPC) couvrant la période 2000-2002 a été élaboré et adopté en juin 2000. Parmi les objectifs visés par ce programme, on relève entre autres, la réhabilitation des infrastructures de base, le renforcement des capacités d'investissement dans les secteurs sociaux, la création des emplois et l'amorce d'une politique volontariste de lutte contre la pauvreté.

Parallèlement à la mise en œuvre de ce programme, le pays s'est engagé dans l'exercice de l'élaboration d'un document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP). Ce nouveau programme devait donc se situer dans la continuité du PIPC dès l'année 2003. En s'attendant à l'exercice d'élaboration du DSRP, le Congo s'engageait en même temps à atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Cependant, l'élaboration du DSRP intérimaire (DSRP-I) a révélé un déficit important en informations statistiques. En effet, il n'existait pas de données récentes permettant d'appréhender clairement la situation présente, le pays n'ayant jamais réalisé d'enquête d'envergure nationale sur les conditions de vie des ménages et la pauvreté. Les statistiques qui ont permis d'établir le diagnostic de la situation sur les conditions de vie des populations dans le DSRP-I proviennent de sources disparates et pas nécessairement cohérentes. Pour cette raison, une enquête qualitative sur la perception de la pauvreté par les populations et deux enquêtes statistiques classiques, à savoir une enquête démographique et de santé (EDS) et une enquête sur l'évaluation de la pauvreté ont été retenues dans le cadre de la finalisation du DSRP.

Aussi, le Gouvernement congolais a-t-il enjoint le Centre national de la Statistique et des Etudes Economiques (CNSEE) de réaliser une enquête portant essentiellement sur les conditions de vie des ménages en vue de l'évaluation de la pauvreté. Cette enquête dénommée, Enquête Congolaise auprès des Ménages pour l'évaluation de la pauvreté (ECOM) a été réalisée entre juin et août 2005 sur l'ensemble du territoire national.

En effet, pour mesurer dans le futur les efforts accomplis dans différents domaines (emplois et revenus, éducation, santé maternelle, santé de l'enfant, etc.), il est impératif de disposer d'une situation de départ basée sur des données fiables et actualisées.

Ces informations sont désormais disponibles et devraient permettre à tous les utilisateurs d'en faire un bon usage.

Je voudrais ici rendre un vibrant hommage à la Banque mondiale par l'entremise du Projet d'Urgence pour la Relance des Actions Communautaires (PURAC) pour son soutien technique et financier.

J'exprime également toute ma reconnaissance au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour sa contribution à la réussite de ce projet.

Je ne saurais oublier l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT) qui a déployé sans réserve ses experts pour soutenir techniquement l'équipe des cadres nationaux.

Que toute la population congolaise trouve ici, l'expression de ma profonde gratitude, pour sa participation à la réalisation de cette importante enquête.

Enfin, j'adresse mes remerciements à toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué au succès de cette opération, et plus particulièrement aux membres de l'équipe technique permanente de l'ECOM.

Le Ministre d'Etat, Ministre du Plan, de
l'Aménagement du Territoire, de
l'Intégration Economique et du NEPAD,
Président du Comité National de Lutte
contre la Pauvreté,

- **Pierre MOUSSA** -

AVANT PROPOS

Le processus d'élaboration du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) comporte entre autres la réalisation d'une Enquête sur les conditions de vie des ménages.

Cette enquête, dénommée Enquête Congolaise auprès des Ménages pour l'évaluation de la pauvreté en sigle ECOM, a été réalisée en 2005 par le Centre National de la statistique et des Etudes Economiques (CNSEE), avec l'appui technique de la Banque Mondiale et d'AFRISTAT, grâce au soutien financier de l'Etat Congolais, de la Banque Mondiale et du PNUD, suivant la répartition ci- après :

▪ Etat Congolais :	149.379.000 Fcfa (29,64%)
▪ PNUD :	80.873.000 Fcfa (16,05%)
▪ Banque Mondiale :	273.642.000 Fcfa (54,31%)

Soit un total de cinq cent trois millions huit cent quatre vingt quatorze mille **(503.894.000)** francs CFA.

Le présent document établit le profil de pauvreté au Congo à partir des résultats de cette enquête. D'autres analyses approfondies suivront selon les secteurs prioritaires du DSRP.

Nous espérons que les résultats de cette enquête permettront de satisfaire les besoins des utilisateurs dans le domaine de la pauvreté, de ses manifestations et de ses déterminants.

Le Directeur Général du Centre
National de la Statistique et des
Etudes Economiques,
Directeur national de l'ECOM,

- **Samuel AMBAPOUR** -

RESUME ANALYTIQUE

1- Contexte et justification

En vue de la finalisation du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté et du suivi de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, le Gouvernement de la République par l'entremise du Comité National de Lutte contre la Pauvreté (CNLP), a enjoint le Centre National de la Statistique et des Etudes Economiques (CNSEE), de réaliser une enquête sur les conditions de vie des ménages.

Cette enquête dénommée Enquête Congolaise auprès des Ménages pour l'évaluation de la pauvreté (ECOM) avait pour objectifs, de collecter et d'analyser les informations sur les conditions de vie des populations, d'établir un profil de pauvreté pour le Congo et aussi de contribuer au renforcement des capacités techniques des cadres du CNSEE dans le domaine de l'analyse de la pauvreté.

2- Indicateur de niveau de vie des ménages et détermination du seuil de pauvreté

L'**indicateur de niveau de vie des ménages** a été approché par les dépenses annuelles de consommation finale des ménages qui reflètent mieux le bien être des individus. Les informations relatives aux revenus, ne sont pas toujours fiables du fait de leur sous estimation par les enquêtes.

Cette consommation comprend les consommations monétaires (alimentaires et non alimentaires), l'autoconsommation, les transferts en nature reçus des autres ménages, le loyer fictif imputé pour les ménages non locataires des logements qu'ils occupent.

Le **seuil de pauvreté** a été déterminé par la méthode du coût des besoins essentiels, sur la base d'un seuil calorique normatif de **2450 Kcal** par jour et par *équivalent adulte*¹. Il s'est agi de calculer d'abord un seuil de pauvreté alimentaire et d'y ajouter ensuite un montant correspondant aux besoins non alimentaires.

Sur cette base, le niveau de dépenses alimentaires annuelles au dessous duquel un individu ne satisfait pas ses besoins énergétiques élémentaires, est de **203 852 FCFA**, soit **558 Fcfa** par jour

Pour la détermination du seuil total, un seuil de pauvreté non alimentaire a été calculé. Il s'élève à **102 548 FCFA** par an, soit **281 Fcfa** par jour.

Ainsi, dans le cadre de la présente étude, le seuil de pauvreté total a été estimé à **306 400 CFA** par an et par équivalent adulte, soit, **839 FCFA** par jour.

¹ Cf. annexe 1 pour une justification du choix du seuil normatif de 2450 Kcal par jour et par équivalent adulte

3- Pauvreté monétaire

3.1 Présentation générale

Actuellement, dans les pays en voie de développement, les analyses de pauvreté portent essentiellement sur la pauvreté monétaire, souvent mesurée par la consommation finale des ménages.

L'enquête révèle que la pauvreté monétaire touche 42,3% de ménages congolais. Son ampleur est plus marquée dans le milieu semi urbain (55,1%) et dans le milieu rural pur (49,2%). Le niveau de la pauvreté est assez élevé en milieu urbain (Pointe-Noire avec 23,5%, Autres communes avec 41,5% et à Brazzaville où il atteint tout de même 45%).

Au niveau des individus, on note que sur une population totale estimée à **3 551 500** habitants en 2005, **1 779 300** personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté soit un ratio de pauvreté de 50,1%, c'est-à-dire que la moitié de la population congolaise vit dans la pauvreté.

L'examen des indices de l'intensité de la pauvreté indique que le revenu moyen qu'il faudrait donner aux pauvres pour les amener au niveau du seuil de pauvreté est plus important dans le milieu semi urbain (26%), relativement moindre à Brazzaville et dans le milieu rural (17%), assez faible à Pointe-Noire (15%).

Globalement, il ressort que les femmes chefs de ménage sont relativement plus pauvres (45,3%) que les hommes (41,5%) et vivent dans une situation un peu plus précaire. Les pauvres sont identifiés principalement dans le groupe des chefs de ménages ne justifiant d'aucun niveau d'instruction ou d'un niveau d'études primaires. L'on constate par ailleurs que le niveau de vie des ménages s'améliore avec leur niveau d'instruction. Au contraire, le niveau de vie des ménages baisse avec l'augmentation de la taille du ménage.

La situation dans l'activité permet de se rendre compte que la pauvreté est plus accentuée dans le groupe des inactifs, beaucoup plus faible dans celui des actifs occupés. Ce résultat témoigne bien l'importance de l'accès à l'emploi comme stratégie de lutte contre la pauvreté. Dans le domaine de l'emploi, les ménages les plus pauvres sont identifiés dans les activités informelles (surtout agricoles, du BTP, des mines et des petites industries de transformation), peu rentables et qui contribuent à 77% de la pauvreté nationale. Les analyses se rapportant aux actifs occupés ont mis en évidence une nette hiérarchisation du niveau de vie suivant le secteur institutionnel du chef de ménage. En effet, les chefs de ménages travaillant dans le secteur public semblent mieux vivre que ceux qui exercent leurs activités dans le secteur privé formel, ces derniers étant mieux lotis que les actifs du secteur informel. Pourtant, ce dernier secteur accueille le gros de la main d'œuvre occupée de 15 ans et plus (78%) et 83% de l'ensemble des pauvres (6% dans le secteur public contre 11% dans le secteur privé formel). Suivant la catégorie socio-professionnelle, on constate que les travailleurs pour compte propre qui représentent 70% des actifs occupés ont aussi une très forte proportion de pauvres (75%).

Enfin, du point de vue des strates, on note que la distribution des revenus est légèrement inégalitaire à Pointe-Noire (22% des chefs de ménages cumulent 31% du revenu total), un peu plus dans le milieu semi urbain (7% des chefs de ménages détiennent 6% du revenu total) et la plus inégalitaire dans le milieu rural où 36% des chefs de ménages se partagent seulement 28% du revenu national. La distribution des revenus à Brazzaville et dans les autres communes semble la moins inégalitaire. Cependant, l'inégalité est très marquée dans les classes extrêmes du revenu. Elle l'est moins dans les tranches intermédiaires de revenus.

3.2 Pauvreté et mouvements migratoires

Les mouvements migratoires concernent près de 20% de l'ensemble des ménages congolais (19,9% chez les ménages pauvres contre 18,9% chez les non pauvres). Ce groupe de migrants comporte environ 56% d'individus issus de ménages pauvres. Cette migration est essentiellement interne et touche en priorité les communes (52,1%) et les districts (37%). Les migrations internationales ne représentent que 13,5% de l'ensemble des personnes ayant migré.

De façon générale, les ménages migrent pour des raisons de santé (31,5%), d'affectation ou de recherche d'emploi (11,6%), d'insécurité dans leur milieu habituel (6,4%) pour occuper leur propre logement (4,4%). L'analyse de la situation par rapport au statut de pauvreté permet de constater que les pauvres migrent principalement pour rejoindre un poste de travail (24,8%), vont se faire soigner en ville (21,3%) ou fuient un climat d'insécurité (17,3%). Les ménages non pauvres migrent principalement pour des problèmes de santé (37,6%).

Par rapport à la catégorie socio-professionnelle, on constate que les travailleurs pour compte propre sont les plus sujets aux migrations (68,4%) et dans une moindre mesure, les cadres et les employés (respectivement 15% et 11%), essentiellement pour des raisons professionnelles.

Suite aux violences socio-politiques qu'a connues le pays dans les années 90, les ménages ont surtout été affectés par le pillage de leurs biens (32,1%), très marqué à Brazzaville (52,4%) qui a été le principal théâtre des affrontements, dans les autres communes (45,6%) et dans le milieu semi urbain (36,5%). Pointe-Noire se distingue comme la strate qui a le moins subi les effets de la guerre avec à peine 13% des ménages pillés. Cette situation, conjuguée à la prospérité relative de la strate contribue certainement à expliquer son rang de strate la moins pauvre du pays.

3.3 Pauvreté et éducation

Au Congo, l'instruction semble quasi universelle d'autant que près de 97% de la population ont franchi au moins le cycle primaire. L'on remarque que la discrimination suivant le sexe ne met pas en évidence de grands écarts au sein des principaux indicateurs d'éducation. Il en est de même de la discrimination entre pauvres et non pauvres.

L'analyse de la matrice âge/niveau montre toutefois que de gros efforts sont à mettre en œuvre pour améliorer le rendement interne du système éducatif congolais au niveau de l'enseignement primaire. Le taux brut de scolarisation au primaire, estimé à 128,3% s'explique par un pourcentage d'éloignement par rapport à la norme âge/niveau d'études relativement élevé (77% dont 38% sont imputables à des scolarisations précoces et 39% à des retards de scolarisation). On constate ainsi que seulement 23% des enfants devant être inscrits à un niveau d'études primaire évoluent normalement par rapport à la norme âge/niveau. Suivant les strates, ce dernier indicateur est estimé à 32% à Brazzaville, 28% à Pointe-Noire, 22% dans les autres communes, 18% dans le milieu semi urbain et 16% en milieu rural. On comprend donc que le niveau assez acceptable du taux net de scolarisation (86,8% au niveau national, 84,6% chez les pauvres et 89,3% chez les non pauvres) ne donne pas plus d'informations sur la qualité du système par rapport à la norme âge/niveau. Ces résultats trouvent en partie leur explication dans les conséquences de l'instabilité socio-politique qu'a connue le pays dans la décennie 90, marquée actuellement par des effets de rattrapage.

Au niveau de l'enseignement secondaire, le taux brut de scolarisation est estimé à 65,3% au niveau national (53,4% chez les pauvres contre 79,7% chez les non pauvres). Quant au taux net de scolarisation, il est estimé à 44,4% (35,9% chez les pauvres contre 54,6% chez les non pauvres).

Autrement dit, à partir du niveau d'enseignement secondaire, les disparités se font plus nettes entre les ménages pauvres et les ménages non pauvres.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, les taux brut et net de scolarisation sont respectivement de 10,1% et 2,3%. Selon le statut de pauvreté, les taux brut de scolarisation sont respectivement de 5,6% chez les pauvres et 14,3% chez les non pauvres. Les taux nets représentent 0,8% chez les pauvres et 3,8% chez les non pauvres.

L'abandon scolaire est relativement faible aussi bien dans le primaire que dans le secondaire, bien qu'il soit environ trois fois plus élevé dans le second cycle d'enseignement (7,5%).

L'on constate que les taux d'abandon au cycle secondaire observés à Pointe-Noire et en milieux semi urbain et rural sont beaucoup plus élevés que la moyenne nationale (plus de 8%). Cela peut s'expliquer par l'entrée précoce dans la vie active dans ces trois milieux. Le fossé de scolarisation se creuse entre pauvres et non pauvres à partir du secondaire où on enregistre un important abandon dans la première catégorie de population.

La principale raison de non scolarisation des enfants, aussi bien au cycle primaire qu'au secondaire et ce, quel que soit le statut de pauvreté des ménages, est le coût élevé d'accès à l'école.

Si l'on considère qu'une école située à moins de 30 minutes de marche est accessible, on peut relever que, d'une manière générale, les écoles sont largement accessibles aux ménages. Cependant, ce niveau d'accès est plus élevé pour le primaire que pour le secondaire, quel que soit le statut de pauvreté.

Les non pauvres bénéficient d'un accès plus élevé aussi bien dans le primaire que dans le secondaire dans toutes les zones de résidence du pays. Par rapport au milieu de résidence, le taux d'accès aux écoles est plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural quel que soit le niveau d'étude ou le statut de pauvreté des ménages.

En ce qui concerne la satisfaction des élèves/parents, par rapport aux services de l'éducation, on note que son niveau paraît relativement faible. En effet, de manière générale, le taux de satisfaction est de 27,3% dans le primaire et 28,3% dans le secondaire.

Si l'on tient compte du statut de pauvreté, il apparaît sans équivoque que, quelle que soit la strate ou le cycle d'études, les non pauvres expriment un taux de satisfaction plus élevé que les pauvres.

Par rapport à l'alphabétisation, on note dans l'ensemble, que le taux d'alphabétisation des adultes est de 80,4%. Il s'agit là d'une bonne performance, pour un pays situé en Afrique Subsaharienne où ce taux se situe généralement en deçà de 50%.

Il existe cependant un grand écart de niveau d'alphabétisation entre hommes et femmes tant chez les pauvres que chez les non pauvres. Dans la première catégorie de ménages, les taux sont respectivement de 86,3% et 68,2%, tandis que chez les non pauvres, ces taux sont estimés à 91,7% chez les hommes contre 76,6% chez les femmes.

3.4 Pauvreté et santé

Le taux de morbidité a été estimé à 39,3% au cours de la période de référence. Même s'il est plus important dans les zones rurales, il n'atteint pas le seuil des 50% dans une strate donnée. Suivant le statut de pauvreté, la morbidité touche au plus 40% de la population congolaise. Par contre, il

importe d'accorder un intérêt tout particulier à la situation des personnes âgées, d'autant que cet indicateur croît de façon très sensible avec l'âge. Les écarts observés dans l'évolution de cet indicateur selon la strate s'expliquent par la différence de perception de la maladie et la manière de la soigner.

Par rapport à la consultation, on constate que le taux de consultation est estimé à 65,5% au niveau national (63,3% dans les ménages pauvres contre 67,8% dans les ménages non pauvres). Dans les milieux urbains, il oscille entre 60% (Brazzaville) et 66% (Pointe-Noire) mais dépasse le seuil de 68% dans les milieux ruraux. Les consultations sont plus fréquentes dans les formations sanitaires publiques que dans les autres structures. L'accessibilité physique aux services de santé n'est pas du tout problématique au Congo puisque 75% des ménages y ont accès en moins de 30 minutes. En effet, l'examen des motifs de non consultation a montré que c'est la contrainte financière qui justifie la réticence de 56% des ménages par rapport à ces services (62% chez les pauvres contre 48% chez les non pauvres), mais aussi la qualité insuffisante des services (longue attente, inefficacité du traitement, manque de médicaments dans les formations sanitaires, etc.).

La situation des naissances vivantes des femmes de 15-49 ans, montre non seulement que la fécondité est précoce chez les femmes pauvres, mais elle est plus étalée dans le temps. Dans le groupe des femmes non pauvres, la fécondité est concentrée entre 20 et 39 ans et baisse de façon notable au-delà de cette tranche d'âges.

3.5 Pauvreté et emploi

En 2005, le Congo a enregistré 2 160 670 individus de 15 ans et plus dont 1 210 147, soit 56% exercent un emploi. Les femmes représentent 51,1% des actifs occupés contre 48,9% d'hommes. L'effectif des actifs occupés est composé de 48% de pauvres. La population active a été estimée à 1 500 625 individus.

Le taux d'activité des individus de 15 ans et plus a été estimé à 69,4% au moment de l'enquête et se situe à 86,8% chez les chefs de ménages. Ces taux d'activité sont plus élevés en milieu rural qu'en milieu urbain (93,8% et 81,4% respectivement) car les populations ne s'insèrent pas dans le marché de l'emploi avec la même facilité suivant le milieu. Dans le milieu rural, l'emploi est moins formel et donc plus flexible contrairement au milieu urbain.

La pauvreté est plus accentuée dans les ménages dont le chef est inactif (46,1%). Elle est moindre (42,3%) quand le chef de ménage est chômeur et relativement faible quand il exerce un emploi (41,7%).

Suivant le secteur institutionnel, on constate que les actifs occupés du secteur public sont les moins exposés à la pauvreté par rapport à ceux du secteur privé formel, eux mêmes dans une position plus enviable que ceux du secteur informel. Cette situation est semblable à celle observée dans un certain nombre de pays africains. Elle peut s'expliquer par la possibilité qu'ont les agents de l'Etat de pratiquer la pluriactivité et/ou de diversifier leurs sources de revenus parallèlement à leur emploi principal. Le secteur informel est celui qui concentre le plus grand nombre de pauvres (cinq actifs sur six). La pauvreté dans le secteur public est plutôt urbaine puisque ce secteur institutionnel est faiblement représenté en milieu rural.

La situation dans l'emploi est préoccupante dans la mesure où l'essentiel des actifs occupés (70%) travaillent pour leur propre compte, autrement dit, ils ne sont pas salariés. Cette inquiétude est fondée dans la mesure où 75% des actifs identifiés comme pauvres travaillent pour leur compte propre.

En milieu rural, les pauvres se trouvent majoritairement dans le secteur agricole (55,9%) et le secteur secondaire (33,0%) alors que dans les principales agglomérations du pays la pauvreté est concentrée dans le secteur tertiaire.

La situation concernant le chômage est assez préoccupante d'autant que le taux de chômage a été estimé à 19,4%. Ce taux qui a été évalué à 32,6% à Brazzaville et à 31,5% à Pointe-Noire, est très faible en milieu rural (5,8%). Le chômage frappe beaucoup plus les jeunes : en effet, il est estimé à plus de 40% dans le groupe d'âges de 15-19 ans et varie entre 20 et 40% avant 30 ans pour baisser de façon assez nette après cet âge.

3.6 Pauvreté, dépenses de consommation et revenus des ménages

La dépense moyenne annuelle par équivalent adulte est estimée à 403 000 F CFA. Ce revenu qui est supérieur de 32% au seuil de pauvreté monétaire, représente une dépense journalière par équivalent adulte d'environ 1 100 FCFA.

Les ménages pauvres et non pauvres dépensent en moyenne par an, respectivement 191 000 et 615 000 Fcfa par équivalent adulte, ce qui correspond à des dépenses journalières respectives de 523 et 1 685 FCFA. On constate ainsi que les ménages non pauvres dépensent en moyenne quotidiennement 3 fois plus que les ménages pauvres !

L'examen de la structure des dépenses suivant les principales fonctions de consommation montre que l'essentiel du revenu des ménages est affecté à l'alimentation (49%), aux frais liés au logement, eau et électricité (16%), aux dépenses de transport (7%) et aux dépenses d'habillement (5%). Ces données montrent tout l'intérêt que les pouvoirs publics devront accorder à la maîtrise des variations des prix des produits de première nécessité et à l'amélioration de l'accès au logement, à l'eau et à l'électricité.

L'analyse des sources de revenus des ménages congolais a permis de montrer que ces derniers tirent peu profit aussi bien des activités agricoles que des activités individuelles non agricoles. En effet, l'on constate que 40% des ménages congolais exercent des activités agricoles dont 21% proviennent des ménages pauvres. Seulement 1,5% des ménages pratiquent la pisciculture, 4,2% la pêche, 5,5% sont des exploitants forestiers et 26% sont des éleveurs. Ces résultats mettent en évidence une faible valorisation des ressources naturelles dont le pays dispose (terres, eau, forêt, etc.).

La majorité des ménages congolais s'investissent plutôt dans des activités non agricoles qui occupent 53,7% des ménages. On constate que 58,2% des ménages pauvres possèdent des entreprises individuelles non agricoles contre 50% pour les ménages non pauvres.

Malheureusement, toutes ces activités, quelles soient agricoles ou non, ne sont pratiquées que pour assurer la survie des populations. Ce constat est validé par le faible niveau des revenus générés par chacune de ses différentes activités même si dans le milieu urbain, ces revenus semblent relativement plus conséquents, surtout quand leurs promoteurs sont issus de ménages non pauvres.

3.7 Pauvreté, Accès aux autres services sociaux de base et cadre de vie des ménages

La principale source d'eau potable est constituée par l'eau courante de la Société Nationale de Distribution d'Eau (SNDE) ainsi que les puits protégés. Les données de l'enquête montrent que 68,5% des ménages congolais ont accès à une source d'eau potable. Cela témoigne que l'accès à cette infrastructure est acceptable aussi bien chez les pauvres (59,0%) que chez les non pauvres (75,5%), même si la fourniture en eau courante n'est pas permanente dans les grandes villes.

S'agissant de l'accès au marché des produits alimentaires, on constate que 74% des ménages congolais y ont accès en moins d'une demi heure. La proportion des ménages non pauvres qui y ont accès est plus importante (78%) que celle des ménages pauvres (63%).

Quant à l'accès aux moyens de transport public, les données de l'enquête montrent que 91% des ménages y ont accès en moins de 30 minutes de marche soit 89% des pauvres, contre 92% des non pauvres.

Notons toutefois que ces tendances globales masquent une situation assez préoccupante dans le milieu rural non seulement par rapport à l'accès au marché de produits alimentaires, mais aussi par rapport au moyen de transport en commun. En effet, en milieu rural, on constate que dans le premier cas plus de 50% des ménages ont accès à ce service social au moins en une heure. Dans le second cas, on note tout de même au moins 15% des ménages qui accèdent au moyen de transport public au terme d'une heure.

L'accès au logement révèle que près de 59% des ménages sont propriétaires de leur logement. Tenant compte du statut de pauvreté, il ressort que la proportion des ménages pauvres propriétaires de leur logement est nettement plus importante (65%) que celle des ménages non pauvres (54%).

Enfin sur la qualité du cadre de vie des ménages, il se trouve qu'à peine 28% des ménages congolais disposent de l'électricité (dont 27% par abonnement à la SNE). L'accès à l'électricité montre une nette discrimination entre les ménages pauvres et les ménages non pauvres (16,7% contre 35,8%).

Tenant compte des autres caractéristiques de confort (qualité des murs ; du sol et du toit) du logement occupé, on constate que la qualité des matériaux du logement baisse selon que l'on se trouve en milieu urbanisé ou non. En milieu urbain 5% des ménages n'ont pas de wc dans la parcelle qu'ils occupent contre 18% en milieu rural et 9% en milieu semi urbain. Dans l'ensemble, 89% des ménages pauvres en disposent contre 95% chez les ménages non pauvres.

S'agissant du mode de cuisson des aliments, il apparaît que 55% des ménages utilisent le bois de chauffe comme combustible. Cette proportion est de 70% chez les pauvres contre 44,1% chez les non pauvres.

Le ramassage des ordures ménagères qui demeure principalement un service urbain, est très marginal et n'est le fait que d'initiatives privées (ONG, individualités).

3.8 Pauvreté, avoirs et patrimoine des ménages

Les équipements de communication ne sont pas à la portée de tous les ménages congolais. Ainsi, 57% des ménages disposent d'un poste de radio, 23% d'un poste téléviseur (30% dans le groupe de

non pauvres contre 13% dans celui des pauvres). Les milieux semi urbain et rural sont les plus défavorisés à cause de la faiblesse de leur électrification.

Le téléphone (fixe ou mobile) rentre peu à peu dans les habitudes de consommation des congolais (32% des ménages en possèdent). La possession des appareils de la téléphonie paraît relativement élevée à Pointe-Noire où 67% des ménages de ce milieu en disposent.

Très peu de ménages, qu'ils soient pauvres ou non, possèdent des moyens de déplacement. Le moyen de déplacement que les ménages possèdent le plus est la bicyclette (6,2%) surtout dans les milieux semi urbain (12%) et rural (11%).

De même, les appareils électroménagers sont faiblement possédés par les ménages congolais. En dehors du fer à repasser électrique qui est possédé par 16,8% des ménages, le réfrigérateur et la machine à coudre sont respectivement possédés par 8,1% et 8,9% des ménages, avec une prédominance dans les ménages non pauvres (11,6% et 10,1%) contre seulement 3,4% et 7,3% dans les ménages pauvres.

Seulement 27% des ménages possèdent des terres. Cet indicateur est plus important dans le rang des ménages pauvres (32%) que dans celui des non pauvres (23%).

3.9 Pauvreté non monétaire

L'analyse de la pauvreté non monétaire a permis d'évaluer l'ampleur de la pauvreté subjective et de la corruption. Il ressort que le manque de travail, la mauvaise gestion des biens publics et l'insuffisance ou la baisse des revenus notamment les salaires et les prix des produits agricoles représentent les principales causes de la pauvreté selon les ménages. Ces résultats mettent en évidence que l'accès à l'emploi, la bonne gouvernance et la création des emplois sont des pistes à exploiter pour améliorer les conditions de vie des ménages.

L'évaluation de la pauvreté subjective a permis de constater que les ménages congolais s'estiment plus pauvres qu'ils ne le sont en réalité. Ce sentiment est le plus fortement exprimé à Pointe-Noire et dans les autres communes, qui semblent être d'importants foyers de concentration économique. Dans les autres strates, les ménages ont une bien meilleure appréciation de leur niveau de vie réel.

Pour améliorer leurs conditions de vie, les ménages adoptent en général trois principales stratégies à savoir : la multiplication des activités rémunératrices, la recherche d'un travail plus rémunérateur et le changement de leurs habitudes de consommation. En outre, les ménages ont fortement présent à l'esprit d'être pauvres dans un pays qui dispose pourtant d'importantes ressources pour se développer. Mais les analyses des sections précédentes permettent d'indexer aussi le fait que l'environnement infrastructurel actuel n'est pas vraiment propice à la valorisation des ressources naturelles.

Enfin, il est peu pertinent d'évaluer la corruption sur la base des données de la présente enquête qui en sous estiment en réalité l'ampleur. Pour autant, ces résultats donnent une idée du niveau de la corruption dans les principaux services administratifs du pays. Il apparaît ainsi que les ménages sont le plus exposés au paiement de frais non réglementaires dans le cadre des soins médicaux. Dans les autres administrations, une faible proportion des ménages ont eu à payer des frais non réglementaires.

En analysant les actions prioritaires que les ménages espèrent voir être mis en œuvre par les autorités politiques, on retient deux enseignements majeurs par rapport à l'orientation de la politique socio-

économique : pour les ménages pauvres, les principales priorités des actions du Gouvernement, doivent aller dans le sens du développement des investissements structurants (développer des infrastructures, construire des routes, des points d'eau, etc.). Quant aux ménages non pauvres, la nature de leurs attentes les plus fréquentes traduit leur volonté de voir les autorités politiques s'engager dans la mise en place d'un cadre plus sain, moins inégalitaire et favorable au développement économique et social du pays. Tous ces ménages attendent aussi que l'Etat facilite l'accès aux services médicaux et de santé, garantisse la sécurité des personnes et des biens mais surtout qu'il crée des emplois.

INTRODUCTION

1. Présentation générale du pays

Situé en Afrique centrale à cheval sur l'équateur, la République du Congo s'étend sur une superficie de 342 000 Km². Elle est limitée au nord par le Cameroun et la République centrafricaine, au sud par l'Angola (enclave du Cabinda), à l'Est par la République Démocratique du Congo dont elle est séparée par le fleuve Congo et son affluent l'Oubangui, et à l'Ouest par la République du Gabon et l'Océan atlantique (176 Km de côte). Sa population, au titre de cette enquête est estimée à 3 551 500 habitants, avec 51,7% de femmes et 48,3% d'hommes, dont 58,4% vivent dans les principales villes du pays et 41,6% en milieu rural. La densité moyenne de la population est estimée à 10,4 habitants au Km² et le taux annuel de croissance démographique à 3,2% au cours des années 1990.

Le territoire Congolais est couvert à 60% environ par la forêt. Du fait de sa situation géographique, la République du Congo est naturellement un pays de transit qui a toujours joué un rôle géographique important en Afrique Centrale depuis la période coloniale.

Au cours de la décennie 1990, le pays a été marqué par une instabilité politique qui a accentué la dégradation de la situation économique et sociale, amorcée depuis le milieu des années 1980. Après une transition politique marquant la fin du monopartisme en 1991, la République du Congo a connu une série de guerres successives dévastatrices. Mais depuis la signature du cessez-le feu et de la cessation des hostilités en fin 1999 la paix est globalement revenue. Des élections présidentielles, législatives et locales ont eu lieu au cours du premier semestre de 2002. Toutes les institutions de la République prévues par la constitution ont été mises en place. Le Gouvernement de la République du Congo s'est résolument engagé à consolider la paix, la stabilité et la sécurité, facteurs indispensables à la bonne marche du pays et à la prise en charge des situations des populations. Il vient de renouer sa coopération avec la communauté financière.

L'économie congolaise, faiblement structurée et peu diversifiée, est basée essentiellement sur l'exploitation du pétrole et du bois, exportés principalement à l'état brut. Les autres richesses sont le cuivre, le diamant, le fer et les ressources énergétiques avec un potentiel hydroélectrique encore insuffisamment exploité.

La structure de cette économie s'est profondément modifiée depuis 1960. Ainsi, la part de l'agriculture dans le PIB a baissé continûment pour être divisée par 5 et ne représenter en 2004 que 19,5% de celle de 1960 : 27,1% en 1960, 22,2% en 1970, 11,7% en 1980, 12,9% en 1990, 4,4% en 2000. La production agricole est loin de couvrir les besoins domestiques et le pays importe pour près de 100 milliards de FCFA d'aliments chaque année.

Au cours de la même période, la part de l'industrie manufacturière a été respectivement de 9,2%, 1,2%, 7,5%, 8,4% et 3,5% ; celle de l'industrie extractive (essentiellement le pétrole aujourd'hui) de 0,7% en 1960, 1,2% en 1970, 33,6% en 1980, 28,9% en 1990 et 65,5% en 2000. L'exploitation forestière a été la première ressource d'exportation du pays jusqu'en 1973, année à partir de laquelle le pétrole deviendra la principale industrie extractive et le premier poste d'exportation du pays. Le secteur pétrolier représente 51,6% du PIB et contribue à hauteur de 69,5% aux recettes publiques en 2004. La production pétrolière connaît toutefois une évolution décroissante depuis la fin des années 90 : 4,9% en 1999, -1% en 2000, -7,5% en 2001, -1,5% en 2002, -4,9% en 2003 et 0,4% en 2004.

On relève une amélioration du taux de croissance du PIB réel à partir de 2000, du fait en bonne partie de la hausse des cours du pétrole et/ou de l'appréciation du dollar américain : 7,6% en 2000 ; 3,8% en 2001 ; 4,6% en 2002 ; 1,0% en 2003 et 3,7% prévu en 2004. Toutefois, les performances structurelles

de l'économie ne se sont pas fondamentalement améliorées car celle-ci reste tributaire de quelques produits de rente (pétrole brut et bois) dont la vente, essentiellement à l'état brut procure la quasi-totalité des ressources publiques.

Le pays reste lourdement endetté, avec un encours total de la dette évalué à 3 856,3 milliards de FCFA au 31 décembre 2004. Toutefois des efforts importants sont faits par le gouvernement pour réduire cette dette qui était de 4 322,4 milliards de FCFA en 2000. Le poids du service de la dette a considérablement diminué entre 1990 et 2002 passant de 19% à 10,8% du PIB et de 35,3% à 14,1% des exportations des biens et services.

Les infrastructures économiques de base qui touchent directement les conditions de vie des populations et les infrastructures collectives sont très faiblement développées et surtout en forte dégradation. Ainsi, le réseau routier, long de 17 300 Km environ, qui ne comprend que 1 235 Km de routes bitumées, s'est dégradé et souffre de l'absence d'entretien. Les pistes rurales qui servent de voie d'écoulement des produits ruraux sont pour la plupart impraticables et concourent ainsi à la forte baisse du pouvoir d'achat des populations et à l'amplification de la pauvreté. Le réseau ferroviaire congolais (795 Km) a connu une baisse considérable du trafic, du fait de la dégradation avancée des équipements et de l'insécurité sur ses lignes. Les installations portuaires, maritimes et fluviales ne sont pas épargnées de cette dégradation. Les transports aériens, très peu développés et centrés sur les deux principaux aéroports internationaux de Brazzaville et de Pointe-Noire, restent à leur tour à développer pour affronter efficacement la concurrence sous-régionale. La plupart des aéroports secondaires, qui auraient permis la desserte des populations des zones reculées, sont en mauvais état et posent des problèmes de sécurité de navigation.

Le système financier et bancaire se trouve dans l'incapacité de satisfaire la demande de crédit, du fait de ses faibles capacités en ressources humaines et financières ou de l'inadéquation des produits proposés à la clientèle. Mais il sied de reconnaître que des efforts importants de restructuration et de privatisations ont été entrepris depuis plusieurs années. L'investissement reste dans l'ensemble limité et le crédit à l'économie faible et pratiquement inexistant pour les populations pauvres, qui sont obligées de recourir aux structures de la micro finance, elles mêmes peu développées et assez récentes. De même, le secteur privé éprouve d'énormes difficultés à se développer et les textes réglementaires qui régissent son fonctionnement sont aujourd'hui caducs par rapport aux exigences d'une économie moderne et compétitive.

2. Justification de l'enquête

Les troubles socio-politiques qu'a connus la République du Congo pendant les années 1993, 1997 et 1998 ont contribué à détériorer la situation économique et sociale des populations qui a commencé à se dégrader depuis 1985. Parmi les éléments qui ont concouru à cet état de fait, on peut relever :

- le gel des recrutements et le licenciement des agents dans la fonction publique ;
- la restructuration des entreprises publiques et les contre performances de celles du secteur privé ;
- la destruction des biens publics, notamment dans le secteur social (éducation, santé) et celui des infrastructures routières ;
- la mauvaise gouvernance.

Au regard de toutes ces situations, il est évident que les conditions de vie des populations se sont gravement dégradées. Pour permettre au pays de se reconstruire, un Programme intérimaire post-conflit (PIPC) avait été élaboré et adopté en juin 2000 et mis en œuvre de 2000 à 2002. Parmi les objectifs visés par ce programme, on relevait entre autres, la réhabilitation des infrastructures de base, le renforcement des capacités d'investissement dans les secteurs sociaux, la création des emplois et l'amorce d'une politique volontariste de lutte contre la pauvreté.

Parallèlement à la mise en œuvre de ce programme, le pays s'était aussi engagé dans l'exercice de l'élaboration d'un document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP). Ce nouveau programme devrait donc se situer dans la continuité du PIPC dès l'année 2003. En même temps, le Congo s'était engagé à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Ainsi, les objectifs ci-après, à atteindre pour l'essentiel à l'horizon 2015 ont été repris dans le document intérimaire :

- réduire de moitié l'incidence de la pauvreté monétaire ;
- diminuer de deux tiers la mortalité infantile et juvénile ;
- réduire de trois quart la mortalité maternelle ;
- réaliser la scolarisation universelle au niveau de l'enseignement primaire ;
- éliminer la disparité entre les garçons et les filles dans l'éducation.

Pour mesurer dans le futur les efforts accomplis dans les différents domaines socio économiques (emplois et revenus, éducation, santé maternelle, santé de l'enfant, etc.), il est indispensable de disposer d'une situation de départ. Ainsi, face à l'absence et/ou l'insuffisance des données, le pays a été conduit à décider de réaliser une enquête d'envergure nationale sur les conditions de vie des ménages et la pauvreté. Les quelques statistiques ayant permis d'établir le diagnostic de la situation des conditions de vie des populations dans le DSRP-I proviennent de sources disparates et pas nécessairement cohérentes. Pour cette raison, une enquête qualitative sur la perception de la pauvreté par les populations et deux enquêtes statistiques classiques, une enquête démographique et de santé (EDS) et une autre sur l'évaluation de la pauvreté avaient été retenues dans le DSRP-I.

Les utilisateurs prioritaires des données de l'ECOM sont : les administrations publiques et notamment le secrétariat technique permanent du comité national de lutte contre la pauvreté et le Centre national de la statistique et des études économiques.

Les résultats de l'ECOM seront aussi mis à la disposition des partenaires au développement, des autres administrations, de la société civile et des dans le but notamment de réaliser les études sectorielles prévues pour la finalisation du DSRP.

3. Objectifs de l'enquête congolaise auprès des ménages

L'objectif général de l'ECOM est de permettre de disposer de données actuelles, fiables et pertinentes sur les conditions de vie des ménages en vue de finaliser le DSRP et de suivre la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- construire une ligne de pauvreté monétaire devant servir à des comparaisons futures ;
- produire un profil de pauvreté monétaire ;
- produire un certain nombre d'indicateurs retenus dans le DSRP-I et du suivi des objectifs du millénaire pour le développement ;
- réaliser certaines études sectorielles en vue de la finalisation du DSRP ;
- fournir des statistiques de base pour aider à l'élaboration des comptes nationaux (consommation des ménages au niveau fin pour la réalisation des équilibres ressources emplois, etc.) ;
- fournir des pondérations pour le calcul d'un nouvel indice des prix à la consommation finale des ménages dans le cadre du projet harmonisation des prix CEMAC.

La présente étude sur le profil de pauvreté tente de manière prioritaire de répondre aux questions fondamentales suivantes :

- Combien y a-t-il de pauvres au Congo ?
- Où habitent-ils (lieu de résidence et zone de résidence des pauvres) ?
- Qui sont-ils (caractéristiques principales du ménage : sexe du chef de ménage, niveau d'instruction, l'âge, situation d'activité, taille du ménage) ?
- Que font-ils (activités exercées) ?
- De quoi sont-ils victimes ?
- Quelle appréciation font-ils de leur situation ?

CHAPITRE I : APERÇU METHODOLOGIQUE DE L'ENQUETE

1.1 Présentation de l'enquête

L'Enquête Congolaise auprès des Ménages (ECOM) est une opération d'envergure nationale. Elle a couvert l'ensemble des dix départements que compte le pays et les deux principales villes : Brazzaville et Pointe-Noire. C'est une enquête par sondage qui a été réalisée auprès des ménages ordinaires résidant sur le territoire national. Les ménages collectifs (internats, casernes, malades de longue durée dans les hôpitaux, etc.) ont été exclus du champ de l'enquête, de même que les ménages ordinaires extra territoriaux (diplomates et assimilés). Par contre, les ménages des congolais travaillant dans les ambassades et les organisations internationales accréditées au Congo ont fait partie du champ de l'enquête.

Elle a comporté deux modules principaux et un volet secondaire :

- Un module relatif à la consommation des ménages qui a permis d'analyser la pauvreté monétaire, de réaliser d'autres études approfondies et de fournir des statistiques de base au CNSEE (nouvelles pondérations pour l'indice de prix, données de base pour les comptes nationaux) ;
- Un module relatif aux indicateurs de Base du Bien-être (Questionnaire QUIBB) qui est un outil développé par la Banque Mondiale, en collaboration étroite avec le PNUD, l'UNICEF et l'OIT, pour fournir au pays un moyen de produire très rapidement des indicateurs statistiques essentiels. Il permet la production des indicateurs de base du bien être des populations qui se rapportent à leurs conditions de vie actuelles et identifie les bénéficiaires des divers programmes de développement.
- Un volet spécifique sur la collecte des prix a complété le dispositif. En effet, en l'absence d'un indice des prix à la consommation au niveau national, il a fallu disposer d'un outil devant servir comme déflateur aux dépenses de consommation, afin de tenir compte des différences de prix entre les départements. Cet outil est un indice spatial du coût de la vie avec comme ville de référence Pointe-Noire.

1.2 Organisation de l'enquête

L'organisation administrative de l'Enquête Congolaise auprès des Ménages (ECOM) a été placée sous la responsabilité d'une équipe de coordination composée de :

- un Directeur National ;
- un Directeur Technique ;
- un Gestionnaire Administratif et Financier ;
- trois chefs de section (méthodologie et collecte, exploitation, analyse) ;
- six (6) membres.

L'exécution pratique de l'enquête sur le terrain a fait appel à trois catégories de personnel : les superviseurs, les contrôleurs, et les enquêteurs.

Pour des raisons pratiques d'organisation une subdivision du territoire en zones de supervision avait été faite en vue d'une répartition équitable du personnel de terrain.

1.3 Préparation technique

Après sa mise en place au mois de juillet 2003, l'équipe technique permanente de l'ECOM s'est investie rapidement dans la conception et dans l'élaboration des documents techniques de l'enquête.

Sur recommandation de la Banque Mondiale et pour permettre l'accélération de la conception technique de cette enquête, le Gouvernement de la République du Congo, à travers le Comité National de Lutte contre la Pauvreté, a recommandé aux responsables congolais de ce projet de réaliser une mission d'échange d'expérience. Cette mission s'est déroulée du 29 août au 10 septembre 2003 à Yaoundé au Cameroun, auprès de la Direction de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DSCN) du Cameroun qui a déjà réalisé avec succès deux enquêtes similaires.

Au terme de cette mission, l'équipe technique de l'ECOM a pu :

- s'informer de la méthodologie générale adoptée dans le cadre des deux enquêtes camerounaises auprès des ménages (ECAM) ;
- rassembler toute la documentation technique produite à cet effet ;
- prendre connaissance des principales difficultés et des solutions apportées pendant l'exécution des deux enquêtes ;
- finaliser avec l'appui technique d'AFRISTAT et de la Banque mondiale, tous les projets de documents techniques nécessaires au lancement de l'enquête au Congo.

1.4 Plan de sondage

1.4.1 Mise à jour de la base de sondage

Après la conception et l'adoption des documents de travail par l'équipe technique permanente en collaboration avec AFRISTAT, la mise à jour de la base de sondage a été la première activité de terrain de l'ECOM. Elle a permis de :

- actualiser les cartes administratives des districts et des milieux urbain et semi urbain ;
- découper le pays en zones de dénombrement de tailles relativement homogènes pour servir au tirage de l'échantillon ;
- dénombrier les ménages dans les milieux urbain et semi urbain ;
- dresser le répertoire des points de vente parmi lesquels ont été sélectionnés les points de relevés des prix pendant la collecte.

La mise à jour de la base de sondage a duré environ quarante cinq jours.

1.4.2 Taille de l'échantillon

En tenant compte de l'objectif principal de l'enquête qui est d'analyser la pauvreté de la population, la stratification du pays s'est basée sur deux critères :

- le pouvoir économique des zones en considérant les principales activités économiques ;
- le classement des milieux selon le poids démographique et le degré d'urbanisation.

Ces critères ont conduit à découper le pays en 5 strates :

- Brazzaville ;
- Pointe-Noire ;
- Autres communes ;
- Milieu Semi urbain comprenant les localités d'au moins 10 000 habitants et qui ne sont pas des communes ;
- Milieu rural formé par les localités peuplées de moins de 10 000 habitants.

Le volet QUIBB exige un échantillon de 300 ménages au moins pour avoir des résultats significatifs. Par contre, les enquêtes sur la consommation des ménages réalisées dans les principales agglomérations de l'Afrique de l'Ouest ont montré qu'il faut un échantillon minimum de 1000 ménages pour obtenir une bonne précision des résultats.

Au vu de ces analyses, des objectifs poursuivis et des contraintes budgétaires, la taille de l'échantillon avait été fixée à **5 256** ménages représentatifs de l'ensemble du territoire national.

1.4.3 Tirage de l'échantillon

Le tirage de l'échantillon s'est effectué à deux degrés dans les strates urbaines : Brazzaville, Pointe-Noire et Autres communes. Il a été tiré :

- au premier degré les zones de dénombrement proportionnellement à leurs effectifs de ménages (tirage à probabilités inégales) ;
- au second degré, à l'intérieur de chaque zone de dénombrement (ZD) douze (12) ménages (tirage à probabilités égales).

Le tirage au second degré pour ces strates s'est fait avant le début de la collecte, étant donné que le dénombrement des ZD s'est déroulé lors de la mise à jour de la base de sondage.

Dans les deux dernières strates (semi urbaine et rurale), le tirage de l'échantillon s'est fait à trois degrés :

- au premier degré, concernant la strate semi urbaine 10 centres semi urbains ont été tirés proportionnellement à leur taille exprimée en nombre de ménages ; Quant à la strate rurale, 10 districts ont été sélectionnés proportionnellement aux effectifs des ménages ;
- 108 ZD et 120 ZD ont été tirées proportionnellement à leurs effectifs de ménages respectivement dans les strates Semi urbaine et rurale au second degré ;
- le troisième degré a consisté à tirer au hasard 9 ménages dans chaque zone de dénombrement échantillon (tirage à probabilités égales).

Tableau 1.1 : Répartition de l'échantillon selon les strates

Strates	Nombre de ménages sélectionnés	Nombre de Ménages Enquêtés	Taux de réponse en%
Brazzaville	1 188	1 165	98,1
Pointe-Noire	1 008	999	99,1
Autres Communes ²	1 008	995	98,7
Milieu semi urbain ³	972	918	94,4
Milieu rural ⁴	1 080	1 069	99,0
Ensemble	5 256	5 146	97,9

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

² Dolisie, Mossendjo, Nkayi, Ouesso

³ Loudima, Madingou, Loutété, Sibiti, Mindouli, Kinkala, Gamboma, Makoua, Etoumbi, Impfondo

⁴ Kakamoeka, Louvakou, Mfouati, Zanaga, Mbandza-Ndouna, Ignié, Ngo, Abala, Oyo, Bétou

Des 5 256 ménages tirés, seuls 5 146 ont pu être enquêtés totalement ou partiellement, soit un taux global de réponse de 97,9%. Après apurement des données, et pour préserver l'harmonie dans les deux principaux volets de l'enquête, 5 002 ménages ont été entièrement traités, soit un taux de réalisation de 95,2%.

1.5 Collecte des données

1.5.1 Méthodologie de la collecte des données sur la consommation et les prix

La méthode de collecte des données a consisté à administrer le questionnaire QUIBB le premier jour, suivi du questionnaire principal, ensuite le questionnaire des dépenses quotidiennes (alimentaires et non alimentaires) du ménage sur une période de 15 jours et enfin à relever les dépenses non alimentaires de manière rétrospective. D'autres modules spécifiques tels que les dépenses relatives aux événements exceptionnels comme les fêtes et cérémonies (mariage, baptême, funérailles, etc.) ont complété le relevé des dépenses.

Simultanément avec la collecte des données auprès des ménages, il a été organisé dans chaque localité sélectionnée, des relevés de prix des biens et services. Ces relevés ont servi au calcul des indices spatiaux de prix à la consommation, indicateurs utiles pour la comparaison de revenus des ménages résidant dans des départements différents. Les prix ont également été utilisés pour déterminer les quantités de produits alimentaires consommés par les ménages après estimation des dépenses annuelles. La nomenclature des biens et services utilisée est la COICOP (classification of individual consumption purpose) à 12 fonctions de consommation finale des ménages, subdivisées en groupes, sous-groupes et postes à l'intérieur desquels des variétés sont distinguées. Au total 1036 articles ont été suivis pendant l'enquête.

1.5.2 Organisation de la collecte

L'exécution pratique de la collecte sur le terrain a été coordonnée et assurée par trois (3) catégories de personnel : les Superviseurs, les Contrôleurs et les Enquêteurs.

La collecte des données a été organisée par équipes. Chacune d'elle était composée d'un contrôleur et de trois agents enquêteurs. La charge de travail d'un enquêteur est évaluée à 9 ménages dans tous les milieux (urbain et rural) pour une période de 21 jours appelée vague.

Au terme de 19 jours de collecte, un repos de deux jours était accordé aux agents de terrain. En milieu rural, ces deux jours ont souvent été mis à profit pour permettre à l'équipe de se déplacer éventuellement vers un autre village.

1.5.3 Supports de collecte

La collecte des données a été réalisée au moyen de questionnaires. Quatre types de questionnaires ont été administrés auprès des ménages échantillons en tenant compte des deux volets principaux de l'enquête et des relevés des prix.

a- Volet QUIBB

Pour ce volet, c'est le questionnaire QUIBB qui a été utilisé. Ce questionnaire de 8 pages se compose de 7 sections couvrant les thèmes suivants :

- **Section A : Identification du ménage.**

Cette section donne des informations relatives à la localisation géographique du ménage ;

- **Section B : Liste des membres du ménage.**

Elle renseigne sur les caractéristiques des membres du ménage ;

- **Section C : Education.**

Cette section traite des problèmes de l'éducation et de l'alphabétisation des membres du ménage ;

- **Section D : Santé**

Cette section renseigne sur la santé de tous les membres du ménage ;

- **Section E : Emploi.**

Cette section se rapporte à l'activité économique des membres du ménage âgés de 10 ans ou plus ;

- **Section F : Possessions du ménage.**

Cette section collecte les informations sur les terres possédées ou utilisées, le bétail, les biens et équipements électroménagers possédés par les ménages, ainsi que de la perception par les ménages de l'évolution récente de leur situation économique ;

- **Section G : Caractéristiques du logement.**

Cette section renseigne sur les logements des ménages, et le confort dans lequel ils vivent (eau, électricité, etc.). Elle traite également du temps mis par les membres des ménages pour atteindre les services sociaux (établissements scolaires, structures de santé, marchés de produits alimentaires, transport en commun, source d'eau potable) et de la distance qui les sépare de ces infrastructures.

b- Volet consommation

Ce volet de l'enquête porte sur la consommation finale des ménages. Les informations ont été collectées sur la base d'une nomenclature à 12 fonctions à l'aide des supports ci après :

- un questionnaire principal qui permet de relever les informations sur la pauvreté subjective (appréciation des ménages de leurs propres conditions de vie), les revenus des ménages, migrations, accès aux services publics, *sections 1 à 8* ;
- un questionnaire dépenses et acquisitions quotidiennes sur les 15 jours (nom du produit, quantité, prix, valeur, lieu d'achat, mode d'acquisition, cadeaux en nature reçus etc..) *sections 9 et 10* ;
- des questionnaires de dépenses et acquisitions rétrospectives sur 3, 6 ou 12 derniers mois (nom du produit, quantité, prix, valeur, lieu d'achat, mode d'acquisition) *sections 11 à 32* ;

c- Relevés des prix

Dix cahiers comprenant des fiches de relevés ont permis de collecter les prix dans les différents types de points de vente à savoir : les commerces modernes, les épiceries (boutiques de type mauritanien), les magasins spécialisés, les pharmacies, les marchés, auprès des marchands ambulants, des prestataires de services individuels et publics, des transporteurs, dans les écoles, cliniques et laboratoires médicaux.

1.5.4 Déroulement des opérations

1.5.4.1 Sensibilisation

La toute première campagne de sensibilisation avait été organisée avant le lancement des missions de mise à jour de la base de sondage. Avant la première visite, l'enquêteur a eu avec chacun des ménages échantillons, un premier contact qui lui a permis de les repérer et de les sensibiliser sur les objectifs et les procédures de l'enquête.

D'autres actions de sensibilisation ont été menées tant dans les médias qu'auprès des autorités administratives locales (Maires d'arrondissements, chefs de districts, de quartiers/zones/blocs) ou directement auprès des ménages. Cette activité a été menée par la coordination nationale, les superviseurs et les contrôleurs.

1.5.4.2 Recrutement et formation du personnel de terrain

La réalisation de l'enquête sur le terrain a mobilisé au total **216** personnes (14 superviseurs, 51 contrôleurs et 151 enquêteurs).

En raison du caractère novateur de l'enquête, il a été mis sur pied un dispositif de supervision et de contrôle très rapprochés. La constitution des équipes a tenu compte de la complexité de la tâche et surtout des spécificités de l'enquête. La sélection de chaque catégorie de personnel a aussi obéi à cette logique.

- **Recrutement et formation des superviseurs**

En dehors des membres de l'équipe technique permanente, la priorité a été accordée, dans un premier temps, aux personnes ayant pris part aux travaux de la mise à jour de la base de sondage et à l'enquête pilote du volet QUIBB. Au total 14 superviseurs, dont 5 membres de l'équipe technique permanente, ont été recrutés et formés pendant 21 jours par la coordination de l'ECOM avec l'appui d'un expert d'AFRISTAT.

- **Recrutement et formation des enquêteurs et des contrôleurs**

Le recrutement des enquêteurs s'est fait sur la base des fiches de renseignements préparées par l'équipe technique permanente, déposées aux chefs lieux de districts/arrondissements pendant les missions de sensibilisation et remplies par les différents candidats.

La formation sur le volet QUIBB était centralisée à Brazzaville et a été assurée par les membres de l'équipe technique permanente (ETP), appuyés par un Expert de la Banque Mondiale. La formation sur le volet consommation a été assurée par les superviseurs dans les différents centres d'enquête.

1.5.4.3 Missions de coordination

Dans le cadre du suivi des travaux sur le terrain, des missions de supervision et de coordination ont été organisées régulièrement par les membres de la coordination technique pour apprécier les conditions de travail de chaque équipe, contrôler la qualité du travail et résoudre les problèmes éventuels rencontrés par les équipes.

1.5.4.4 Collecte des données

La collecte des données de l'enquête a eu lieu de juin à Août 2005. Elle a donc duré trois mois, comme prévu dans le calendrier de l'enquête.

En milieu urbain, pendant une vague, chaque enquêteur a assuré la collecte dans trois grappes relativement voisines en même temps. Neuf (09) ménages ont été enquêtés dans chaque grappe. Chaque enquêteur a reçu un formulaire de répartition des tâches qui lui a permis d'identifier les ménages dont il avait la charge.

Chaque jour, l'enquêteur s'est acquitté des tâches suivantes :

- visite des 3 ménages prévus pour ce jour ;
- remplissage des sections des questionnaires qui sont au programme pour chaque ménage ;
- vérification des renseignements recueillis et traitements des données (codification, calcul de totaux) ;
- vérification ou correction des données obtenues lors des visites précédentes surtout si le contrôleur le lui a demandé.

En milieu rural, pendant une vague, chaque enquêteur a assuré la collecte dans une grappe et une seule. Neuf (9) ménages ont été enquêtés dans chaque grappe. Chaque enquêteur a également reçu un formulaire de répartition des tâches qui lui a permis, après identification des ménages dont il avait la charge d'exécuter de manière ordonnée, les tâches quotidiennes à réaliser dans chaque ménage et à chaque passage.

1.6 Organisation du traitement informatique des données

L'exploitation informatique de l'enquête englobe la saisie, le contrôle des données, leur correction et enfin l'organisation et l'extraction des fichiers destinés à la production des tableaux et à l'analyse.

La saisie et le contrôle des données du volet consommation de l'ECOM ont été effectués à l'aide du logiciel CPro, sur la base des spécifications établies à partir des différents questionnaires.

La phase d'apurement a duré au total trois mois. Elle a été réalisée à l'aide du logiciel SPSS et a permis grâce à un contrôle de cohérence très minutieux, de détecter et de corriger les erreurs de collecte, de saisie et de cohérence dans les fichiers des données.

L'équipe informatique du volet consommation de l'ECOM était constituée de 49 personnes dont 36 agents de saisie, 11 vérificateurs et contrôleurs et 2 superviseurs.

En ce qui concerne le traitement du QUIBB, la composition a été la suivante :

- Deux personnes chargées de la réception, de la préparation et de la vérification des questionnaires ;
- Deux autres personnes à la numérisation (conversion des bulles en caractères lisibles) ;
- Quatre personnes à l'apurement des données contenues dans les questionnaires numérisés.

Le traitement du volet QUIBB s'est étalé du 7 Octobre au 9 Novembre 2005, soit une durée d'un mois environ tandis que celui du volet consommation a duré plus de trois mois.

1.7 Analyse des résultats

Le plan d'analyse de l'ECOM a prévu une analyse suivant les niveaux ci-après : national ou d'ensemble, milieu de résidence, zone de résidence, groupe socio économique, sexe, enfin, discrimination entre pauvres et non pauvres.

Les premiers résultats de l'enquête ont été produits en janvier 2006, soit cinq mois après la fin de la collecte.

Sept thèmes d'analyse ont été retenus et répartis entre les cadres du projet :

1. Ampleur et principales caractéristiques de la pauvreté au Congo ;
2. Caractéristiques socio démographiques de la population et des ménages ;
3. Caractéristiques socio économiques de la population et des ménages ;
4. Accès aux autres infrastructures sociales de base et cadre de vie des ménages ;
5. Avoirs et patrimoine des ménages ;
6. Analyse des déterminants de la pauvreté ;
7. Pauvreté non monétaire.

1.8 Difficultés rencontrées

La mise en oeuvre d'une enquête de grande envergure comporte toujours des difficultés. Pour ce qui est de l'Enquête Congolaise auprès des Ménages, les difficultés rencontrées sont de trois ordres à savoir, logistique, organisationnel et technique.

1.8.1 Difficultés d'ordre logistique

La principale difficulté rencontrée à ce niveau est le décaissement tardif des fonds alloués par les partenaires impliqués dans le projet.

Ces retards fréquents dans le déblocage des fonds ont été à l'origine de plusieurs reports enregistrés dans le lancement de certaines activités principales telles que la mise à jour de la base de sondage, la collecte et l'exploitation des données.

En effet, programmée en décembre 2003, la mise à jour de la base de sondage n'a pu avoir lieu qu'en juin 2004 après le déblocage des contributions financières des bailleurs. Pour les mêmes raisons, le lancement de la collecte des données a été plusieurs fois reportée. Ceci a eu pour conséquence, la prolongation de la durée d'exécution de l'enquête.

En deuxième lieu, on note que les moyens de transport ont largement fait défaut au cours de cette enquête. En effet, sur quatorze zones de supervisions, moins de quatre superviseurs étaient dotés de moyens de locomotion lors de la collecte des données, et les autres assuraient la supervision avec les moyens de bord. Les contrôleurs de terrain ont beaucoup souffert de ce manque surtout en milieu rural, où ils étaient amenés à suivre de près l'activité de trois ou quatre enquêteurs par jour.

1.8.2 Difficultés d'ordre organisationnel

A ce niveau, les difficultés ont été aussi perceptibles. Au plan du recrutement et de la formation du personnel de terrain, la méthodologie initiale de l'enquête prévoyait le recrutement et la formation du personnel dans chaque zone de supervision.

Mais les exigences du QUIBB ont conduit à l'organisation à Brazzaville d'une formation regroupée ou centralisée sur ce volet. De même, l'organisation d'une enquête pilote non programmée a eu lieu à Brazzaville, Nkayi, Djambala et Ignyé. Toutes ces activités non programmées ont été fort heureusement financées par le Don QUIBB de la Banque Mondiale.

L'organisation de la collecte en quatre vagues prévoyait le regroupement à Brazzaville des superviseurs à la fin de chaque vague pour faire le point des activités réalisées avant de lancer la vague suivante. Malheureusement, ces déplacements (allées et retours) n'étaient pas automatiques du fait du déblocage tardif des fonds.

D'autres difficultés ont été aussi rencontrées à savoir :

- problème de repérage des ménages dû à la vétusté de la base de sondage (logements dénaturés ou transformés, adresses incorrectes, noms des chefs de ménages incomplets ou inexacts,...) ;
- réticences ou même refus de certains enquêtés de répondre aux questions ;
- absence de certains ménages pendant la journée pour des contraintes de travail et rendez vous souvent relégués aux heures tardives ;
- certaines informations obligent les enquêtés à fournir un effort de mémoire très important.

1.8.3 Difficultés d'ordre technique

Les difficultés d'ordre technique sont soit le fait des enquêtés, soit imputables aux comportements des enquêteurs. Les résultats de l'enquête mettent en exergue quelques unes d'elles à savoir :

- absence de certains produits dans la nomenclature utilisée ;
- sensibilisation insuffisante (souvent par manque de moyens financiers, car les chefs de quartiers exigeaient d'être payés pour accompagner les équipes) ;
- décès du chef de ménage ou d'un des membres entre les visites ;
- refus de remplir les carnets de comptes ;
- temps de repos insuffisant entre les deux vagues ;
- certains contrôleurs n'ont pas pris à cœur leurs responsabilités ;
- non respect par les enquêteurs du programme des visites et non observation à la lettre des instructions de remplissage ;
- lourdeur des questionnaires qui occasionne une lassitude auprès des enquêtés ;
- confusion chez les enquêtés des dates ou périodes d'acquisition des biens de plus de six mois.

CHAPITRE II : AMPLEUR ET PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE LA PAUVRETE

2.1 Approche méthodologique de la mesure de la pauvreté

La consommation totale des ménages

L'enquête a certes collecté des informations sur le revenu des ménages mais, dans le cadre de l'analyse de la pauvreté, ce sont les informations sur les dépenses de consommation courantes des ménages qui seront valorisées. En effet, les analyses qui suivent vont considérer cette information comme l'approximation la plus vraisemblable du revenu des ménages. Elle permet donc de mesurer le niveau de vie du ménage et prend en compte les éléments suivants :

- Les consommations monétaires (alimentaires et non alimentaires) ;
- L'autoconsommation ;
- Les transferts en nature reçus ;
- Le loyer imputé aux ménages non locataires des logements qu'ils occupent.

La consommation monétaire alimentaire concerne l'ensemble des produits alimentaires acquis sur le marché en échange d'une sortie d'argent. Au contraire, les dépenses monétaires non alimentaires sont destinées à d'autres types de consommations (habillement, logement, soins corporels, soins sanitaires, etc.).

Le champ de la consommation courante des ménages

La définition du champ de la dépense de consommation courante des ménages nécessite de s'accorder sur les principales sources de dépenses à prendre en compte : les dépenses alimentaires et les dépenses non alimentaires.

Les dépenses alimentaires : Ces dépenses sont constituées de celles effectuées pour les besoins de la consommation alimentaire et des transferts en nature entre ménages ou destinés aux autres secteurs de l'économie. L'autoconsommation alimentaire a été valorisée à partir des données collectées dans le questionnaire quotidien et incluses dans les dépenses de consommation totale.

A partir des informations sur la fréquence de consommation de ces produits ou services, les dépenses effectuées par les ménages ont été annualisées.

Les dépenses non alimentaires : sont pris en compte au titre de dépenses courantes non alimentaires des ménages, les éléments suivants :

- 1 Les autres dépenses quotidiennes non alimentaires ;
- 2 Les dépenses d'habillement ;
- 3 Les dépenses de logement (y compris estimation du loyer imputé) ;
- 4 Les dépenses d'ameublement ;
- 5 Les dépenses de santé ;
- 6 Les dépenses de transport ;
- 7 Les dépenses de communication ;
- 8 Les dépenses de loisirs ;
- 9 Les dépenses d'éducation ;
- 10 Les dépenses d'hôtels ;
- 11 Les dépenses en biens et services divers ;
- 12 Les cadeaux reçus en nature.

Certaines dépenses ont toutefois été exclues du champ de la consommation courante du ménage pour les raisons suivantes :

- **elles sont difficilement désagrégeables au niveau du ménage (du fait de la présence parfois importante de personnes extérieures au ménage) :** les dépenses effectuées à l'occasion des fêtes ou de cérémonies au cours des 12 derniers mois ;
- **elles constituent en réalité des dépenses d'investissement dans le logement du ménage :** les dépenses de biens et services de construction au cours des 12 derniers mois.

Précisions sur le mode de traitement de certaines dépenses

La prise en compte de certaines dépenses nécessite de procéder à des traitements particuliers qu'il importe de préciser. L'ensemble de ces préoccupations est examiné à ce niveau.

Traitement des loyers imputés

La grande majorité des ménages est propriétaire du logement qu'elle habite tandis qu'une proportion non négligeable est logée gratuitement. Dans tous les cas, ces deux catégories de ménages jouissent des services de logement même s'ils n'en supportent pas effectivement les charges. Il importe donc d'estimer pour cette catégorie de ménages, un montant de revenu qu'ils se seraient versés s'ils étaient eux mêmes locataires de leur logement. Ce montant de loyer fictif n'est donc estimé que pour les ménages non locataires, sur la base des déclarations de loyers payés par les ménages locataires.

Les loyers fictifs imputés aux ménages non locataires de leurs logements ou logés gratuitement ont été estimés à partir d'un modèle économétrique. Les étapes de la démarche sont résumées comme suit :

- Procéder à un tri à plat sur les variables susceptibles d'expliquer le montant du loyer. Ce traitement est fait par strate pour les ménages locataires. Il a été ainsi possible de se rendre compte que le phénomène de la location est relativement marginal en milieu rural et que les montants moyens des loyers sont assez comparables entre les milieux semi urbain et rural. Ce constat a justifié l'estimation d'un même modèle pour ces deux strates ;
- S'assurer de la cohérence entre les déclarations de dépenses en loyers et les informations fournies par l'enquête QUIBB sur le statut d'occupation du logement. Dans ce cadre, on procède à l'identification des ménages locataires et des ménages non locataires du logement habité. Pour ces derniers, l'on estime un loyer fictif ;
- Sur la base des constats faits au point précédent, un certain nombre de variables (les mêmes pour tous les modèles) ont été retenues dans le modèle après avoir été retraitées. Ce sont : le type d'habitat, le principal matériau du toit, des murs et du sol de la maison, le principal combustible utilisé comme source d'éclairage du logement, la principale source d'approvisionnement en eau pour boire, le mode d'évacuation des ordures ménagères, le mode d'évacuation des eaux usées et le nombre de pièces du logement. Ainsi, on convient que trois types de facteurs déterminent le montant du loyer fixé. Il s'agit des *caractéristiques du logement* (type de logement, du toit, du mur, du sol, toilette, principale source d'éclairage, mode d'approvisionnement en eau pour boire, le nombre de pièces), les *caractéristiques du cadre de vie du ménage* (mode d'évacuation des ordures ménagères et des eaux usées) ainsi que le *milieu de résidence* (Brazzaville, Pointe-Noire, Autres communes, semi urbains et ruraux). Les caractéristiques du ménage déterminent le choix du type de logement mais pas forcément le montant du loyer à payer ;
- En nous assurant de la pertinence des traitements préliminaires, les coefficients du modèle économétrique ont été estimés dans chacune des strates retenues et appliqués aux caractéristiques des ménages non locataires.

Traitement des transferts en nature reçus

Pour le traitement des transferts reçus, on distinguera le fait que le transfert est réalisé en nature ou en espèces : ne sont pris en compte dans la consommation courante des ménages que **les transferts reçus en nature**.

Harmonisation spatiale des dépenses des ménages

Ce processus consiste à prendre en compte les différenciations du coût de la vie d'une strate à l'autre du pays. Pour cela, il a été déterminé des indices de parité de pouvoirs d'achat. Ces indices ont été calculés à partir des informations sur les prix et les dépenses totales fournis directement par l'enquête. Les différentes étapes de la démarche sont les suivantes :

- Retenir une liste de biens et services qui sont effectivement consommés dans toutes les strates du pays. Cette liste constitue le contenu du panier national commun pour toutes les strates du pays ;
- A partir des informations disponibles sur ces biens et services, deux indices de prix ont été calculés dans chaque strate du pays, à savoir un indice de Paasche en pondérant les indices élémentaires (prix de la strate rapporté aux prix de Pointe-Noire) par les coefficients budgétaires issus de la structure de consommation de la strate et un indice de Laspeyres en pondérant les indices élémentaires (prix de la strate/prix de Pointe-Noire) par les coefficients budgétaires issus de la structure de consommation de Pointe-Noire retenue comme localité bénéficiant d'une stabilité des prix, comparativement à Brazzaville où les prix sont sensibles ;
- Enfin, l'indice de Fisher qui est la moyenne géométrique simple des indices de Paasche et de Laspeyres a été calculé ;
- Les dépenses totales par équivalent adulte estimées dans chacune des strates ont par la suite été divisées par un déflateur du coût de la vie, correspondant au rapport de l'indice de la strate sur l'indice de la strate de référence (Pointe-Noire).

Les expressions analytiques des principaux indices à calculer sont précisées ci-dessous :

Pour l'indice de Laspeyres des prix :

$$L_{\text{Strate}}(\text{Prix}) = \frac{\sum_i \text{Pond}_{\text{Pointe Noire}} \left(\frac{\text{Pr ix}_{\text{Strate}}}{\text{Pr ix}_{\text{Pointe Noire}}} \right)}{\sum_i \text{Pond}_{\text{Pointe Noire}}}$$

Pour l'indice de Paasche des prix :

$$P_{\text{Strate}}(\text{Prix}) = \frac{\sum_i \text{Pond}_{\text{Strate}}}{\sum_i \text{Pond}_{\text{Strate}} \left(\frac{\text{Pr ix}_{\text{Pointe Noire}}}{\text{Pr ix}_{\text{Strate}}} \right)}$$

Pour l'indice de Fischer des prix :

$$F_{\text{Strate}} = \sqrt{L_{\text{Strate}}(\text{Prix}) \times P_{\text{Strate}}(\text{Prix})}$$

Les équivalents caloriques

Le CNSEE ne disposant pas d'une table de composition des aliments, il a été retenu pour la plupart des produits, les valeurs caloriques fournies par une étude réalisée au Togo en 1989. Cette étude, adaptée au contexte africain, fournit l'équivalent calorique de la plupart des produits consommés par les ménages congolais. Ces équivalents caloriques traduisent la valeur calorique pour 100 grammes ou 100 millilitres de produits en partie comestibles.

Les échelles d'équivalence

En lieu et place de l'échelle d'Oxford qui est souvent retenue lorsque le pays n'a aucune information sur la structure et la composition du ménage, il a été préféré l'échelle des équivalents adultes recommandée par les services de la FAO qui semble la plus proche des réalités africaines. En effet, cette échelle ne diffère pas fondamentalement de l'échelle que le Cameroun a adopté en 2001 (adaptation aux réalités du pays de l'échelle proposée par la 10^{ème} édition du RDA, National Academy Press de 1989 – NAC 89, W.D.C) pour l'élaboration de son seuil de pauvreté.

Tableau 2 : Echelle des équivalents adultes

	Échelle Équivalence adulte	
	Homme	Femme
0 – 1 an	0,27	0,27
1 – 3 ans	0,45	0,45
4 – 6 ans	0,61	0,61
7 – 9 ans	0,73	0,73
10 – 12 ans	0,86	0,73
13 – 15 ans	0,96	0,83
16 – 19 ans	1,02	0,77
20 – 50 ans	1,00	0,77
51 ans et plus	0,86	0,79

Source : FAO

Méthode de détermination du seuil de pauvreté

Le profil de pauvreté se base sur les données de l'enquête congolaise auprès des ménages qui a été réalisée de juin à août 2005. Le seuil de pauvreté a été déterminé par la **méthode du coût des besoins essentiels**, sur la base d'un **seuil calorique normatif de 2450 Kcal par jour et par équivalent adulte**⁵.

Le principe de la détermination du seuil de pauvreté consiste à estimer le montant des ressources financières nécessaires pour acheter le panier de biens alimentaires fournissant cet apport calorique. A cette fin, les étapes de la démarche se présentent comme suit :

1. Déterminer le panier des biens alimentaires couramment consommés (y compris l'autoconsommation alimentaire) dans tout le pays. Ce panier doit être représentatif de la consommation alimentaire de la majorité des ménages. Le panier de biens alimentaires retenu est représentatif des dépenses totales des 51 produits alimentaires les plus souvent consommés. Ces produits représentent 90% des dépenses alimentaires totales des ménages dans le pays et au moins 89% dans chacune des strates du pays (cf. tableau 2.1 et annexe 2).

⁵ Le choix de ce seuil calorique, conformément aux indications de l'annexe 1, tient compte des besoins énergétiques journaliers moyens nécessaires pour bien vivre (2070 Kcal) auxquels s'ajoutent les besoins caloriques moyens d'un niveau d'activité modérée (+360 Kcal) dans un pays dont la température journalière moyenne est supérieure à 20°Celsius (+0 Kcal). Sur la base de ces considérations, l'apport calorique total moyen a été estimé à 2 430 Kcal par jour et par individu. Mais pour des raisons de commodité, ce seuil a été arrondi à 2 450 Kcal par jour et par personne au Congo.

Tableau 2.1 : Part budgétaire des produits alimentaires retenus pour la détermination du seuil dans les dépenses alimentaires totales des ménages

	Brazzaville	Pointe Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Ensemble
% dans les dépenses totales des ménages	89,4	88,9	90,9	88,6	91,2	89,8

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

2. Une fois le panier de biens alimentaires défini, on détermine les quantités de produits consommées par jour en unité standard (principalement en kg ou en litre) par équivalent adulte.
3. On procède ensuite pour chacun des produits identifiés à la conversion en calories à partir des données disponibles dans la table de correspondance des produits en calories et des quantités journalières de nutriments (en unités standards- kg/litre) ;
4. On ajuste selon les cas (à la hausse ou la baisse) les valeurs caloriques obtenues pour le panier de sorte à obtenir le seuil des 2450 Kcal ;
5. On calcule à l'aide des prix relevés, le montant des dépenses dans ces produits permettant d'atteindre le seuil ajusté des 2450 Kcal.

En formalisant le principe, on estime comme suit le seuil alimentaire journalier (Z_{A_Jour}) avec un seuil calorique normatif de 2450 Kcal :

$$Z_{A_Jour} = 245 \times \frac{\sum_{i=1}^n Q_i \times \text{Prixmoy}_i^{\text{Pointe-Noire}}}{\sum_{i=1}^n Q_i \times C_i}$$

Avec :

Q_i = la quantité moyenne journalière consommée en produit i ;

C_i = la valeur calorique (pour 100g ou 100 ml) correspondante au produit i consommé ;

$\text{Prixmoy}_i^{\text{Pointe-Noire}}$ = Prix moyen du produit i à Pointe-Noire.

Le seuil alimentaire (Z_A) annuel est estimé comme suit :

$$Z_A = Z_{A_Jour} \times 365$$

Après avoir déterminé le seuil de pauvreté alimentaire, il faut estimer le seuil de pauvreté non alimentaire. Pour cette seconde composante, on s'inspire des travaux de Ravallion. En effet, Ravallion définit le **bien essentiel non alimentaire de base comme un bien non alimentaire dont l'obtention nécessite de renoncer à satisfaire à un besoin alimentaire de base**. L'on peut donc considérer le montant des dépenses non alimentaires des ménages dont la dépense totale est égale au seuil de pauvreté alimentaire comme une estimation des dépenses non alimentaires de base. En effet, ces ménages disposent de ressources suffisantes pour satisfaire tous leurs besoins nutritionnels mais décident d'en affecter à des biens non alimentaires.

On peut envisager de mesurer ces dépenses non alimentaires de base. Pour cela, on suppose que les dépenses alimentaires augmentent avec les dépenses totales mais de façon moins que proportionnelle. Ces dépenses sont égales au montant le plus faible des dépenses non alimentaires des ménages qui ont juste les moyens de se procurer le panier des denrées alimentaires de base.

Pour un ménage qui a la possibilité de satisfaire tout juste ses besoins nutritionnels Z_A , son niveau de dépenses non alimentaires est D_{NA} . Pour ce type de ménage, la valeur de D_{NA} est estimée comme suit, dans l'équation (6) une fois la valeur de Z_A connue :

$$D_{NA} = Z_A - aZ_A = (1-a)Z_A \quad (2)$$

On détermine ainsi un seuil de pauvreté inférieur Z_{inf} comme la somme du seuil alimentaire et du seuil non alimentaire.

$$Z_{inf} = Z_A + D_{NA} = Z_A + (1-a)Z_A = (2-a)Z_A \quad (3)$$

On peut aussi retenir un seuil de pauvreté supérieur Z_{sup} , considéré comme représentant une provision maximale raisonnable pour les besoins non alimentaires de base, si l'on suppose que les personnes qui satisfont à leurs besoins nutritionnels ont aussi satisfait à leurs besoins non alimentaires.

$$Z_{sup} = Z_A / E(S) \text{ où une approximation de } E(S) \text{ est fournie par } E(S) = (a+\beta)/(1+\beta). \quad (4)$$

D'où l'on déduit que :

$$Z_{sup} = Z_A(1+\beta)/(a+\beta) \quad (5)$$

Les valeurs des différents paramètres a et β sont tirées de l'estimation de la fonction de demande alimentaire suivante qui s'écrit comme suit pour un ménage i donné :

$$S_i = a + \beta \ln(Y_i/Z_A) + u_i \quad (6)$$

Avec :

S_i correspondant à la part des dépenses alimentaires dans la dépense totale Y_i ,

a , l'ordonnée à l'origine, représente une estimation de la part de la consommation alimentaire moyenne des ménages pour lesquels la dépense totale (Y_i) est égale au seuil de pauvreté alimentaire (Z_A).

a et β sont des paramètres qui ont été estimés à partir d'un modèle économétrique sur la base des informations sur les dépenses des ménages.

Dans le cadre de la présente étude, le choix a été porté sur le seuil de pauvreté inférieur. Avec **le seuil calorique normatif de 2450 Kcal**, ce seuil de pauvreté a été estimé pour le Congo à **306 400 F CFA par an et par équivalent adulte**.

2.2 La pauvreté monétaire

La pauvreté monétaire est un aspect fondamental des conditions de vie des pauvres qui mérite beaucoup d'attention dans la formulation des politiques économiques. A cette fin, il est essentiel de s'assurer que les pauvres ou les groupes les plus vulnérables ont été bien identifiés. C'est tout l'intérêt de cette section où l'on va non seulement évaluer l'ampleur de la pauvreté mais aussi identifier les pauvres du point de vue de leurs principales caractéristiques démographiques, économiques et géographiques.

2.2.1 Les indices de la pauvreté monétaire

Pointe-Noire, apparaît comme la strate la moins pauvre du pays

Sur la base des choix techniques retenus, l'on constate que la pauvreté monétaire touche 42,3% de ménages congolais qui représentent 50,1% de la population totale. Son ampleur est très marquée dans le milieu semi urbain (55,1%) et dans le milieu rural (49,2%). Le niveau de la pauvreté est globalement faible dans les milieux urbains (Pointe-Noire avec 23,5%, Autres communes avec 41,5% et à Brazzaville où il atteint tout de même 44,9%), par rapport aux zones rurales.

L'examen des autres indices de pauvreté (gap de pauvreté, sévérité de la pauvreté) et des contributions associées permet de constater que la pauvreté sévit non seulement le plus dans l'ordre, dans les milieux semi urbain, rural et à Brazzaville, mais elle est plus sévèrement vécue dans ces mêmes milieux où les niveaux des indices P1 et P2 dépassent les seuils nationaux respectifs correspondant à ces indices. En effet, le revenu moyen qu'il faudrait donner aux pauvres pour les ramener au niveau du seuil de pauvreté (gap de pauvreté) est plus important dans le milieu semi urbain (25,7%), relativement moindre à Brazzaville et dans le milieu rural (17,0%), assez faible dans les autres communes (14,6%) et le plus faible à Pointe-Noire (7%).

Du point de vue de la pauvreté monétaire, les différents indices de pauvreté montrent que Pointe-Noire est la région de résidence la moins pauvre du pays, suivie des autres communes.

Tableau 2.2.1 : Indices de pauvreté suivant certaines caractéristiques des ménages et de la population

	Situation par rapport aux ménages						Situation par rapport à la population totale					
	Indices (%)			Contributions (%)			Indices (%)			Contributions (%)		
	P0	P1	P2	P0	P1	P2	P0	P1	P2	P0	P1	P2
Brazzaville	44,9	17,3	8,8	31,1	33,2	33,7	53,4	22,0	11,6	30,8	33,7	34,9
Pointe-Noire	23,5	6,6	2,7	12,1	9,4	7,7	32,2	9,5	4,0	15,0	11,8	9,8
Autres communes	41,5	14,6	7,2	5,5	5,4	5,3	51,2	19,0	9,6	6,0	5,9	5,9
Semi urbain	55,1	25,7	15,2	9,1	11,8	14,0	59,5	28,9	17,7	8,4	10,8	13,0
Milieu rural	49,2	17,0	8,3	42,1	40,3	39,2	57,7	20,6	10,1	39,7	37,7	36,4
Ensemble	42,3	15,3	7,6	100,0	100,0	100,0	50,1	18,9	9,6	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Les ménages dirigés par des femmes sont le plus affectés par la pauvreté

Globalement, il ressort que les femmes chefs de ménages sont relativement plus pauvres que les hommes et vivent dans une situation un peu plus précaire. Ces conclusions sont validées par les valeurs de tous les indicateurs de pauvreté (P0, P1, P2) dans toutes les strates.

Tableau 2.2.2 : Indices de pauvreté par strate suivant le sexe du chef de ménage

	Brazzaville		Pointe-Noire		Autres communes		Semi urbain		Milieu rural		Ensemble	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
P0	43,9	41,1	22,9	25,9	41,3	41,9	51,4	63,5	49,1	49,7	41,5	45,2
P1	15,1	19,6	5,4	7,6	13,1	15,2	22,4	30,0	15,6	17,0	13,4	17,4
P2	7,7	11,0	2,2	4,0	6,7	8,3	13,3	19,3	7,9	9,1	6,8	9,8

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Les pauvres justifient en général d'un faible niveau d'instruction

Les pauvres sont identifiés principalement dans le groupe des chefs de ménages ne justifiant d'aucun niveau d'instruction (53,7% de pauvres) ou d'un niveau d'instruction primaire (53,8% de pauvres). A l'opposé, les chefs de ménages bénéficiant d'un niveau d'instruction plus élevé comportent une moindre proportion de ménages pauvres. L'on constate en effet que le ratio de pauvreté est estimé à 38,2% dans les ménages ayant atteint le niveau d'études secondaires et à 23,3% chez ceux ayant atteint le niveau d'études universitaires. Le niveau de vie moyen des ménages semble donc s'améliorer avec leur niveau d'instruction. Cette conclusion est validée quelle que soit la strate considérée.

Tableau 2.2.3 : Indices de pauvreté suivant certaines caractéristiques des ménages

	Indices de pauvreté FGT (%)			Contribution (%) à la pauvreté		
	P0	P1	P2	P0	P1	P2
1. Sexe						
Homme	41,5	14,4	6,9	75,8	72,8	70,5
Femme	45,3	18,4	9,9	24,2	27,2	29,5
2. Niveau d'instruction						
Aucun	53,7	20,1	10,5	24,0	24,9	26,3
Primaire	53,8	20,0	10,2	23,4	24,0	24,6
Secondaire	38,2	13,6	6,5	46,4	45,5	44,2
Supérieur	23,3	7,7	3,4	6,2	5,6	5,0
3. Typologie du ménage						
Unipersonnel	16,2	4,0	1,6	3,1	2,1	1,7
Couples sans enfant	18,6	5,2	2,1	2,0	1,6	1,2
Couples avec enfants	42,9	15,1	7,3	32,8	32,0	31,1
Monoparental nucléaire	43,2	18,6	10,0	8,5	10,1	10,8
Monoparental élargi	52,6	21,4	11,5	13,8	15,4	16,8
Famille élargie	47,3	16,6	8,2	39,9	38,8	38,4
4. Situation dans l'activité						
Actifs occupés	41,7	15,1	7,5	79,1	79,4	79,2
Chômeurs	42,3	13,9	6,6	5,7	5,2	5,0
Inactifs	46,1	17,0	8,6	15,2	15,4	15,8
5. Secteur institutionnel						
Secteur public	28,0	9,0	3,9	10,1	9,0	7,8
Secteur privé	32,5	10,5	4,8	13,2	11,7	10,8
Secteur informel	46,9	17,6	9,0	76,7	79,3	81,4
6. Branches agrégées						
Agriculture	47,8	16,5	8,1	38,8	37,0	36,5
BTP, Transformation, Mines	52,5	21,4	11,3	24,1	27,0	28,8
Commerce	36,6	13,1	6,5	14,0	13,8	13,8
Services	30,8	10,7	5,0	23,1	22,2	20,9
7. Branches détaillées						
Agriculture	47,8	16,5	8,1	38,8	37,0	36,5
Mines/carrière	37,4	13,4	6,8	1,0	1,0	1,0
Transformation/production	58,5	24,5	13,2	18,2	21,0	22,8
BTP	40,5	15,1	7,5	4,9	5,1	5,1
Transport	33,2	13,7	7,0	3,0	3,4	3,5
Commerce/vente	36,6	13,1	6,5	14,0	13,8	13,8
Services	30,3	10,6	5,1	8,3	8,0	7,7
Education/santé	27,3	9,1	4,2	3,3	3,0	2,8
Administration	28,9	8,8	3,7	6,4	5,4	4,6
Autres	47,7	20,4	9,8	2,0	2,4	2,3
Ensemble	42,3	15,3	7,6	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

La pauvreté est plus perceptible dans les ménages de grande taille

La pauvreté se manifeste le plus dans les ménages de grande taille, notamment les ménages monoparentaux élargis (52,6% de pauvres), les ménages de familles élargies (47,3% de pauvres), les ménages monoparentaux nucléaires (43,2% de pauvres) et les couples avec enfants dont 42,9% sont pauvres. Mais la situation des ménages monoparentaux et des familles élargies est en général la plus

précaire puisque dans ces ménages, non seulement la pauvreté y est la plus sévère, mais le revenu moyen supplémentaire qu'il faut donner à ces ménages pour les ramener au niveau du seuil de pauvreté est supérieur de 17% au seuil. Dans les autres types de ménages, le niveau de ces indicateurs est nettement plus faible, ce qui témoigne de conditions de vie moins difficiles. Toutefois, les ménages qui contribuent le plus à expliquer la pauvreté nationale sont d'abord les ménages de familles élargies (40%), les couples avec enfants (33%) et dans une moindre mesure, les ménages monoparentaux élargis (14%). Ces trois types de ménages expliquent ensemble, quasiment 87% de la pauvreté au niveau national.

Aperçu des caractéristiques des pauvres par rapport à leur situation d'activité

L'analyse de la situation dans l'activité montre que les pauvres figurent en majorité dans le rang des inactifs (46,1%) même si on constate que 42,3% des chômeurs sont pauvres ainsi que 41,7% des actifs occupés. Dans l'emploi, les branches agricoles, des mines, du bâtiment et travaux publics ainsi que celles des unités de transformation comportent une proportion de pauvres variant entre 48% et 53%. Les opérateurs des branches commerciales et de services sont relativement les moins pauvres avec moins de 37% de pauvres. Du point de vue du secteur institutionnel, le gros lot des ménages pauvres se retrouvent dans les activités informelles (46,9%), les secteurs public et privé formel n'enregistrant respectivement que 28% et 32,5% de ménages pauvres.

2.2.2 Effectif des chefs de ménages et dépenses moyennes par équivalent adulte

Les indicateurs de pauvreté ont permis de situer l'ampleur du phénomène dans les ménages. Il s'agit à présent de se faire une idée des variables qui déterminent le niveau de vie des ménages.

Tableau 2.2.4 : Effectif des chefs de ménages et des dépenses moyennes par équivalent adulte selon le statut de pauvreté des ménages

	Pauvre		Non Pauvre		Ensemble	
	Effectif de Ménages	Dépenses moyennes par équivalent adulte (F CFA)	Effectif de ménages	Dépenses moyennes par équivalent adulte (F CFA)	Effectif de ménages	Dépenses moyennes par équivalent adulte (F CFA)
1. Strate						
Brazzaville	91 310	180 267	112 374	660 039	203 684	404 767
Pointe-Noire	35 440	216 180	115 415	675 116	150 855	528 404
Autres Communes	16 196	193 067	22 873	559 094	39 069	372 025
Semi Urbain	26 831	157 000	21 897	629 629	48 728	346 753
Milieu Rural	123 643	196 713	127 472	512 249	251 115	330 790
2. Niveau scolaire achevé						
Aucun	70 555	183 305	60 907	547 712	131 462	316 138
Primaire	68 656	190 093	58 921	576 073	127 577	332 353
Secondaire	136 030	194 043	220 376	590 118	356 406	411 854
Supérieur	18 178	197 843	59 828	776 810	78 006	601 810
3. Situation dans l'activité						
Actif occupé	230 972	190 213	324 466	619 361	555 438	410 101
Chômeur	16 739	201 779	22 821	573 576	39 560	381 027
Inactif	45 708	190 831	52 745	606 267	98 453	377 622
4. Branche d'activité						
Agriculture	94 741	193 168	100 090	497 843	194 831	322 345
Industrie, Mines et BTP	58 021	175 517	51 588	693 012	109 609	382 663
Commerce	34 087	187 160	57 845	659 617	91 931	456 094
Services	55 352	199 090	126 299	659 197	181 651	489 846

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

On constate à partir du tableau 2.2.4 que les écarts de revenus entre ménages pauvres et ménages non pauvres sont assez nets, et que quel que soit le statut de pauvreté, le revenu augmente lorsque le niveau d'instruction s'améliore. Par contre, l'on constate que suivant le statut de pauvreté, la hiérarchie du niveau de revenu varie d'une strate à l'autre, mais aussi par rapport à la situation dans l'activité des ménages (actif occupé, chômeurs ou inactifs) et par rapport à la branche d'activité où ils travaillent.

2.3. Examen de l'inégalité de niveau de vie

Partant des dépenses observées comme la meilleure approximation des revenus des ménages, la présente section tente de manière sommaire, de donner quelques indications sur l'ampleur de l'inégalité des niveaux de vie à partir de l'examen de la distribution des revenus et des indices d'inégalité de la distribution des revenus. L'analyse des courbes de dominance stochastique de premier ordre permettra de s'assurer de la robustesse de certaines conclusions qui pourraient être dégagées.

2.3.1. La distribution des revenus

Sur la base des dépenses annuelles moyennes par équivalent adulte définies comme échelle du niveau de vie, l'analyse examine l'inégalité par rapport aux quartiles de niveau de vie sous l'angle des strates, du sexe, du niveau d'instruction, du type de ménage, de la situation dans l'activité et des branches d'activités (cf. Tableau 2.3.1).

Du point de vue des strates, l'on constate que la distribution des revenus est légèrement inégalitaire à Pointe-Noire (22% des ménages cumulent 31% du revenu total), un peu plus dans le milieu semi urbain (7% des ménages détiennent 6% du revenu total) et la plus inégalitaire dans le milieu rural où 36% des ménages se partagent seulement 28% du revenu national. Les distributions des revenus à Brazzaville et dans les autres communes semblent les moins inégalitaires.

La situation dans les strates du point de vue des quartiles de niveaux de vie affine un peu plus les tendances caractérisées plus haut par rapport à l'analyse des dépenses annuelles moyennes par équivalent adulte : globalement, les zones urbaines se caractérisent par des revenus annuels moyens plus importants que dans les zones rurales. Mais, suivant la tranche de revenu considérée (quartile des dépenses), ce profil est très variable. Dans le milieu le plus pauvre (semi urbain), l'on constate que les 25% les plus aisés gagnent un revenu moyen 8 fois supérieur à celui perçu par les 25% les plus pauvres. A Brazzaville, ce rapport est estimé à 7 contre 6 à Pointe-Noire et dans les autres communes et à 5 en milieu rural. Ce résultat permet de comprendre que la distribution des revenus est certes inégalitaire dans ce dernier milieu, mais que les niveaux de revenus sont relativement homogènes. Cela ne semble pas être le cas en milieu semi urbain et à Brazzaville.

Du point de vue du sexe, on constate que 77% des ménages dirigés par des hommes se partagent une proportion nettement plus importante du revenu total (82%). A l'inverse, une proportion plus importante de ménages gérés par des femmes (23%) se partage une part moins importante du revenu total (18%). Il ressort par ailleurs que dans l'ensemble, l'analyse par tranche de revenus (quartile) situe les revenus moyens des chefs de ménages hommes au dessus de celui des femmes (sauf dans le 2^{ème} quartile).

Tableau 2.3.1 : Indices de pauvreté monétaire et niveau des dépenses des ménages

	Répartition (%) des ménages	Part (%) du revenu total	Dépenses moyenne des ménages par équivalent adulte suivant les quartiles				
			1 ^{er} quartile	2 ^{ème} quartile	3 ^{ème} quartile	4 ^{ème} quartile	Ensemble
1. Strate							
Brazzaville	29,4	29,6	142 971	277 478	443 050	1 016 614	404 767
Pointe-Noire	21,8	31,3	162 067	281 831	453 218	990 013	528 404
Autres communes	5,6	5,4	147 976	285 462	447 289	901 999	372 025
Semi urbain	7,0	6,0	121 628	282 357	441 086	1 009 633	346 753
Milieu rural	36,2	27,7	150 977	280 105	429 885	828 384	330 790
2. Sexe							
Homme	77,4	82,2	149 223	279 018	442 155	1 016 614	411 511
Femme	22,6	17,8	137 516	286 221	439 840	990 013	369 343
3. Niveau d'instruction							
Aucun	19,0	13,4	138 328	280 202	439 180	879 831	316 138
Primaire	18,4	16,2	143 896	274 962	432 348	891 895	332 353
Secondaire	51,4	51,8	150 271	282 144	444 728	924 417	411 854
Supérieur	11,2	18,5	155 232	282 484	442 556	1 122 213	601 810
4. Typologie du ménage							
Unipersonnel	8,0	15,9	164 723	292 052	465 811	1 368 556	938 574
Couples sans enfant	4,6	6,2	173 188	291 416	478 737	962 326	640 960
Couples avec enfants	32,3	31,3	148 877	277 867	442 170	990 877	422 641
Monoparental nucléaire	8,3	8,1	141 440	285 860	431 270	1 043 889	403 249
Monoparental élargi	11,1	8,6	137 975	284 599	432 039	860 488	339 740
Famille élargie	35,7	29,9	148 170	279 579	441 986	888 603	373 758
5. Situation dans l'activité							
Actifs occupés	80,1	79,8	146 118	282 010	440 852	975 288	410 101
Chômeurs	5,7	5,3	151 842	277 283	449 259	875 878	381 027
Inactifs	14,2	14,9	145 259	273 591	443 960	924 086	377 622
6. Branches agrégées							
Agriculture	33,7	26,1	146 008	282 895	431 867	802 601	322 345
Industrie, Mines et BTP	19,0	17,1	138 101	276 810	438 849	1 111 203	382 663
Commerce	15,9	16,5	147 301	285 029	445 826	1 005 453	456 094
Services	31,4	40,3	152 970	281 272	448 092	982 214	489 846
Ensemble	100,0	100,0	146 276	280 259	441 777	962 846	403 304

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

La situation par rapport au niveau d'instruction montre qu'une proportion plus importante (37%) de ménages dont les chefs n'ont pas dépassé le niveau primaire se partagent une part nettement moins importante du revenu total (30%). A l'inverse, 63% des ménages dont les chefs ont dépassé le niveau d'étude primaire cumule une part nettement plus importante du revenu total (70%). De même, les revenus moyens des chefs de ménages du premier groupe restent quelle que soit la tranche de revenu considérée, en général inférieurs à ceux des chefs de ménages du second groupe.

Selon la typologie du ménage, l'on constate qu'une proportion plus importante (87%) de ménages parmi les plus pauvres (monoparental élargi, famille élargie, monoparental nucléaire, couples avec enfants) se partagent à peine 78% du revenu total. C'est la tendance contraire que l'on remarque dans les types de ménages les moins pauvres. Le même constat s'applique à l'analyse de la distribution du revenu selon la branche d'activité.

L'examen de la distribution des revenus moyens par quartile montre que les revenus sont globalement homogènes à l'intérieur d'une tranche donnée sauf dans le dernier quartile. Dans cette tranche de revenu, des écarts importants sont constatés entre les chefs de ménages lorsque l'on examine la situation du point de vue des strates, du sexe, du niveau d'instruction, de la typologie du ménage et des branches d'activité.

2.3.2. Les indices d'inégalité de la distribution des revenus

L'examen du tableau 2.3.2 permet de tirer des enseignements assez intéressants par rapport aux déterminants de l'inégalité. En effet, ces résultats montrent une association relativement importante entre l'inégalité et des variables telles que le sexe, la strate, le niveau d'instruction, le secteur institutionnel, la branche d'activité et la situation dans l'activité. On constate en effet que :

- Les facteurs qui déterminent le plus l'inégalité sont le sexe (qui explique entre 28 et 64%) de l'inégalité suivant l'indicateur retenu et le type de sexe, la situation dans l'activité (entre 29 et 52% de l'inégalité suivant l'indicateur retenu et la modalité considérée), la branche d'activité (entre 21 et 75% suivant l'indicateur retenu ainsi que la branche d'activité considérée), la strate (entre 20 et 75% de l'inégalité totale suivant l'indicateur retenu et le milieu considéré). On constate paradoxalement que quel que soit l'indicateur et le niveau d'études retenus, le niveau d'instruction explique de façon moins déterminante l'inégalité totale (27 à 47% de l'inégalité) ;
- L'inégalité est plus importante dans les quartiles extrêmes (1^{er} et dernier quartile), mais relativement faible dans les classes de revenus intermédiaires ;
- Les indices d'inégalité d'entropie n'atteignent pas le seuil de 10% dans le groupe des pauvres tout le long de la distribution du revenu (avec un indice de Gini de 20%) mais excèdent le niveau de 15% dans celui des non pauvres (avec un indice de Gini de 32%) avec un niveau plafond de 31% dans les tranches supérieures du revenu. Cette situation traduit que le groupe des non pauvres est assez hétérogène. Dans ce groupe, on constate que l'inégalité dans la distribution du revenu croît à mesure que le revenu augmente. Dans le groupe des ménages pauvres, on ne note pas de différence significative à mesure que le revenu augmente ;
- La distribution du revenu est beaucoup plus inégalitaire dans les ménages gérés par des femmes que dans ceux dirigés par les hommes. Dans les deux cas, l'inégalité est la plus marquée dans les classes extrêmes de revenus, moindre dans les classes intermédiaires ;
- Suivant la strate, on constate que Brazzaville et le milieu semi urbain se distinguent avec des indices de Gini les plus élevés (respectivement 45,2% et 48,6%) tandis que dans les autres milieux, l'ampleur de l'inégalité de la distribution du revenu est moins grande : 39,1% dans les Autres communes, 38,6% à Pointe-Noire et 34,8% dans le milieu rural. En outre, on constate que quelle que soit la strate considérée, l'inégalité est la plus marquée dans les tranches extrêmes du revenu par rapport aux tranches intermédiaires. Cette conclusion s'applique à l'analyse suivant le niveau d'instruction, la branche d'activité et la situation dans l'activité.

Tableau 2.3.2 : Indicateurs d'inégalité du revenu des ménages

	Principaux indices d'inégalité de la distribution du revenu				
	Indice de Gini	Indices d'entropie ⁶			
		GE(-1)	GE(0)	GE(1)	GE(2)
1. Statut de pauvreté					
Pauvres	0,199	0,093	0,074	0,065	0,060
Non pauvres	0,316	0,154	0,160	0,195	0,312
2. Sexe					
Homme	0,407	0,352	0,280	0,302	0,465
Femme	0,447	0,466	0,347	0,370	0,639
3. Lieu de résidence					
Brazzaville	0,452	0,445	0,348	0,394	0,739
Pointe-Noire	0,386	0,310	0,249	0,255	0,336
Autres communes	0,391	0,328	0,263	0,286	0,440
Semi urbain	0,486	0,585	0,413	0,429	0,660
Milieu rural	0,348	0,249	0,203	0,205	0,255

⁶ Pour plus de précisions sur cet outil, veuillez consulter l'annexe 4

	Principaux indices d'inégalité de la distribution du revenu				
	Indice de Gini	Indices d'entropie ⁶			
		GE(-1)	GE(0)	GE(1)	GE(2)
4. Niveau d'instruction					
Aucun	0,398	0,349	0,271	0,280	0,396
Primaire	0,399	0,328	0,269	0,291	0,433
Secondaire	0,396	0,340	0,267	0,279	0,416
Supérieur	0,444	0,437	0,335	0,363	0,589
5. Secteur institutionnel des actifs					
Secteur public	0,417	0,360	0,293	0,326	0,562
Secteur privé moderne	0,412	0,374	0,290	0,316	0,521
Ménages	0,407	0,356	0,281	0,300	0,453
6. Branches d'activité					
Agriculture	0,347	0,254	0,207	0,221	0,351
Industrie, Mines, BTP	0,456	0,453	0,355	0,399	0,748
Commerce	0,443	0,454	0,338	0,348	0,491
Services	0,407	0,369	0,284	0,297	0,462
7. Situation dans l'activité					
Actifs occupés	0,418	0,380	0,297	0,321	0,523
Chômeurs	0,385	0,323	0,252	0,254	0,324
Inactifs	0,420	0,390	0,301	0,315	0,451
8. Quartile des dépenses par équivalent adulte					
1 ^{er} quartile	0,161	0,057	0,043	0,042	0,040
2 ^{ème} quartile	0,076	0,009	0,009	0,009	0,009
3 ^{ème} quartile	0,073	0,008	0,008	0,008	0,008
4 ^{ème} quartile	0,273	0,112	0,121	0,150	0,232
Ensemble du pays	0,416	0,378	0,295	0,316	0,503

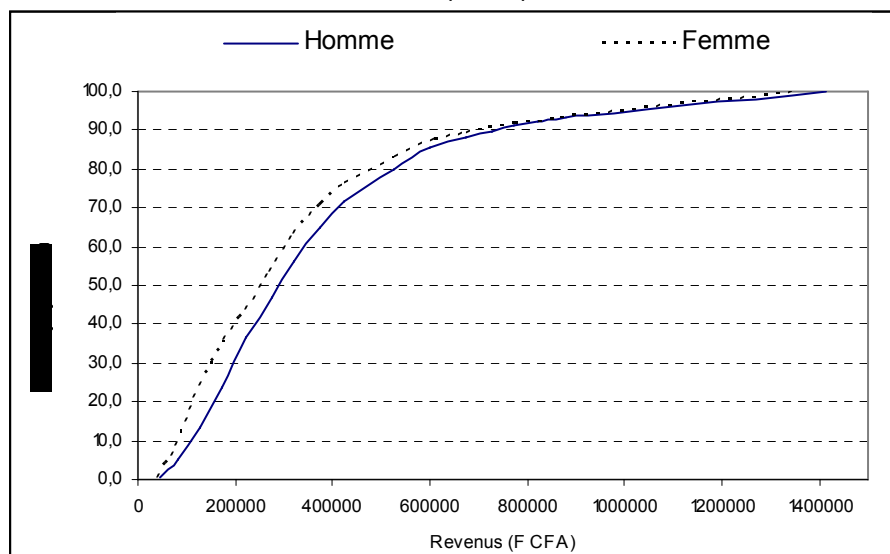
Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

2.3.3. Les courbes de dominance stochastique de premier ordre

La robustesse des conclusions relatives à l'analyse des inégalités de la distribution des revenus est appréciée par rapport à l'examen des courbes de dominance stochastique. Ces courbes ont été établies pour un certain nombre de variables déterminantes : le sexe du chef de ménage, son niveau d'instruction, la strate où il réside et le secteur institutionnel où il travaille.

La situation par rapport au sexe du chef de ménage montre qu'en tout point de la distribution des revenus, la courbe des hommes domine celle des femmes. Autrement dit, en moyenne, les ménages gérés par des hommes auraient un niveau de vie plus élevé que ceux dirigés par des femmes. Cependant, au fur et à mesure que le niveau de vie augmente, l'écart entre les sexes se réduit.

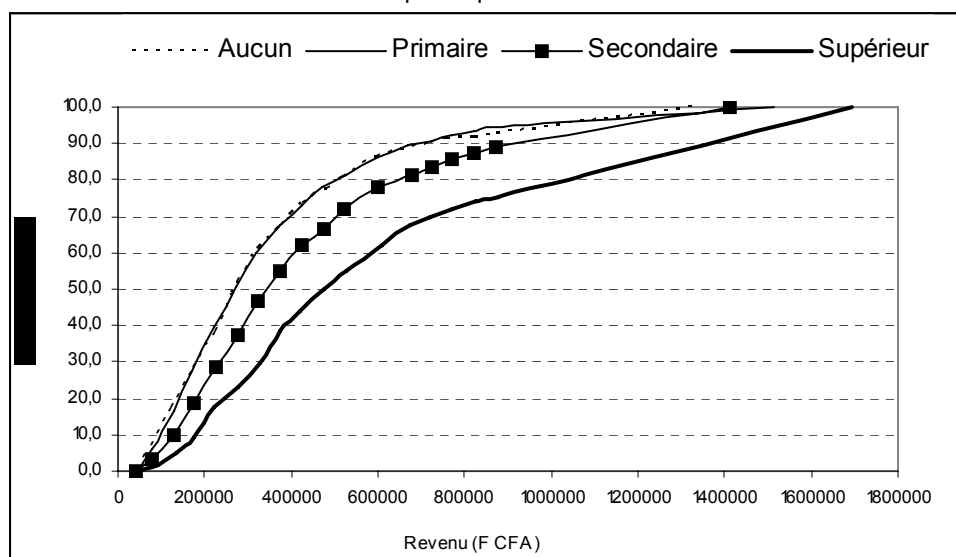
Graphique 2.3.3.1 : Courbe de dominance stochastique de premier ordre selon le sexe du chef de ménage



Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Suivant le niveau d'instruction, la situation des ménages n'ayant aucun niveau et ceux ayant le niveau d'études primaires ne met pas en évidence une dominance nette entre les deux courbes. Par contre, pour les niveaux d'instruction supérieurs au primaire, la dominance est nette : la courbe des chefs de ménages ayant atteint le niveau d'enseignement supérieur domine nettement celle de ceux bénéficiant d'un niveau d'instruction secondaire. Les chefs de ménages de ces deux niveaux d'instruction vivraient nettement mieux que ceux ayant de plus faibles niveaux d'instruction. Ainsi, le niveau d'instruction détermine de façon essentielle, le niveau de vie des ménages.

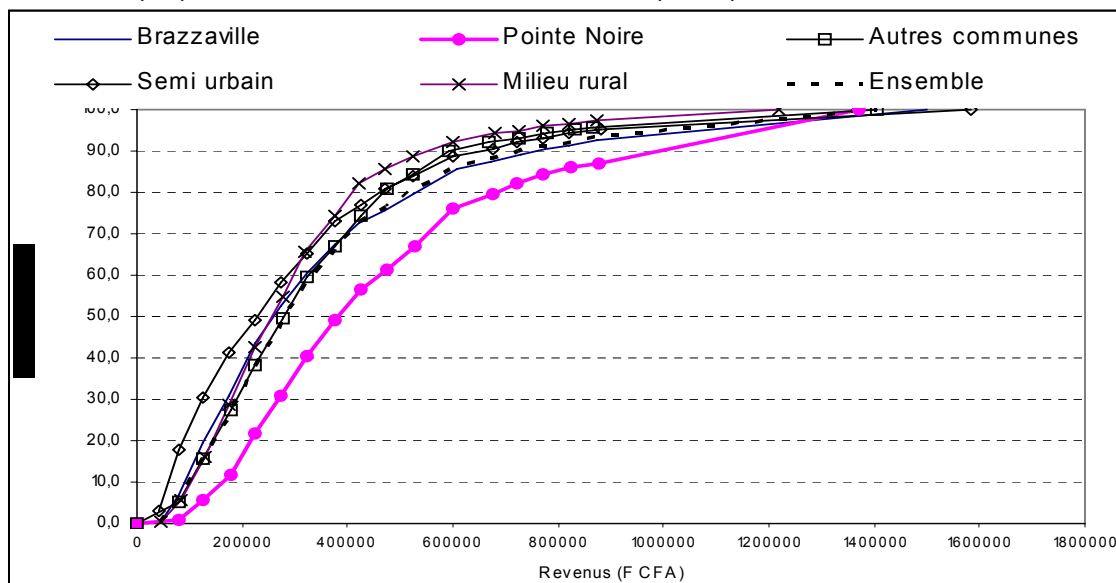
Graphique 2.3.3.2 : Courbe de dominance stochastique de premier ordre selon le niveau d'instruction du chef de ménage



Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Du point de vue des strates, il ressort de façon assez claire que les ménages résidant à Pointe-Noire vivent en moyenne nettement mieux que ceux des autres strates. De même, les ménages résidant à Brazzaville ont en général un niveau de vie plus important que ceux des autres milieux non compris Pointe-Noire. Par contre, il est difficile de situer les trois dernières strates (autres communes, milieu semi urbain et milieu rural) les unes par rapport aux autres.

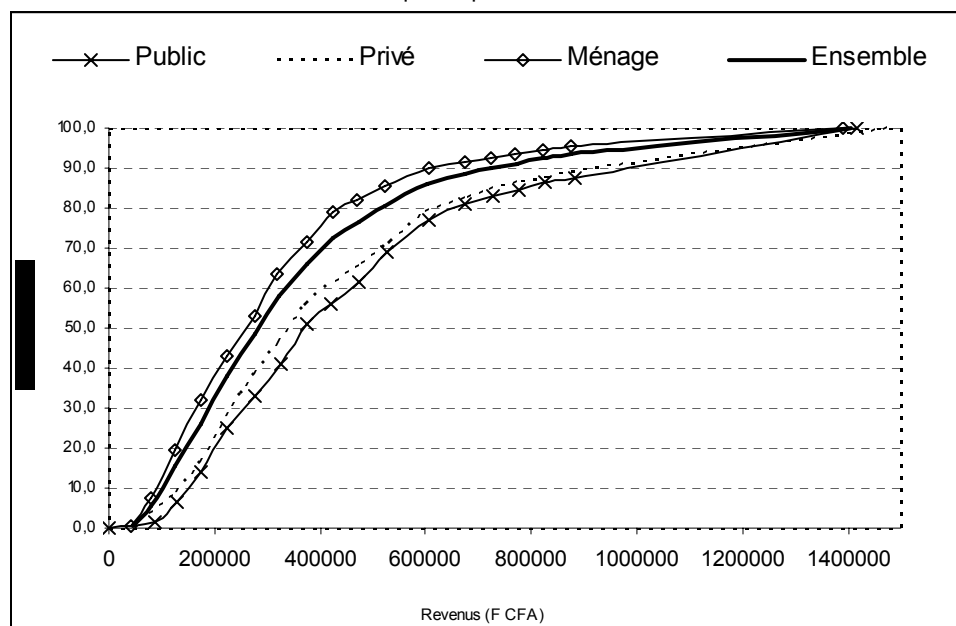
Graphique 2.3.3.3 : Courbe de dominance stochastique de premier ordre selon la strate



Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Enfin, l'examen de la situation par rapport au secteur institutionnel du chef de ménage confirme la robustesse de la nette hiérarchisation de la distribution du revenu à l'avantage des ménages dont les chefs exercent dans le secteur public, ensuite de ceux travaillant dans le secteur privé formel et enfin dans le secteur informel (des ménages). La courbe des revenus des actifs du secteur public domine légèrement celle des actifs du secteur privé formel.

Graphique 2.3.3.4 : Courbe de dominance stochastique de premier ordre selon le secteur institutionnel du chef de ménage



Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

En somme, l'analyse de cette section permet de répondre à certaines préoccupations essentielles par rapport à l'identification des pauvres : la pauvreté monétaire touche 42,3% des ménages congolais, représentant un effectif total de 1 779 300 personnes, soit 50,1% de la population totale du pays. Ces ménages pauvres se retrouvent le plus souvent dans les milieux semi urbain, rural et à Brazzaville.

L'âge moyen des chefs de ménages pauvres est de 48 ans (47 ans chez les hommes et 50 ans chez les femmes).

Par rapport au sexe, l'on constate que les ménages gérés par des femmes comportent relativement plus de pauvres que ceux dirigés par les hommes. Les ménages de grande taille (monoparental élargi, famille élargie, monoparental nucléaire et couples avec enfants) se distinguent avec des niveaux de pauvreté les plus élevés. Le niveau d'instruction permet de discriminer entre les pauvres et les non pauvres et le ratio de pauvreté baisse avec l'augmentation du niveau d'instruction.

La situation dans l'activité montre que les inactifs sont la catégorie de la population la plus exposée à la pauvreté. Dans le groupe des actifs occupés, les ménages travaillant dans les secteurs de l'agriculture, du BTP, des mines et des industries de transformation sont les plus confrontés à des conditions de vie difficiles. Cette situation est aggravée lorsqu'ils exercent dans des activités non formelles.

Par rapport à la distribution du revenu, l'on constate qu'elle est la plus inégalitaire dans le milieu rural, relativement moins dans les autres strates. De même, l'inégalité est très marquée dans les tranches extrêmes de revenus, beaucoup moins dans les tranches intermédiaires.

CHAPITRE III : CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DE LA POPULATION ET DES MENAGES

3.1. Caractéristiques socio-démographiques de la population et des ménages

Dans cette section seront examinés :

- la répartition de la population et des ménages selon la strate ;
- la structure et la composition des ménages ;
- la typologie et les caractéristiques des ménages selon le statut de pauvreté et selon la catégorie socio-professionnelle du chef de ménage.

3.1.1 Répartition de la population et des ménages

La population totale du pays est estimée à 3 551 500 habitants alors qu'elle n'était que de 1 909 248 habitants au Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1984.

Si l'on retient le 15 juillet 2005 comme date de référence de l'ECOM, le taux d'accroissement annuel moyen de la population entre le 1^{er} janvier 1985 et la date susmentionnée s'établit à 3,2% ; ce qui induit un doublement de la population tous les 23 ans environ.

Par ailleurs, la population urbaine s'élève à 2 073 715 habitants soit un taux d'urbanisation de 58,4%. La population des milieux semi urbain et rural représente donc 41,6% de la population.

Tableau 3.1.1 : Caractéristiques de la population suivant la strate

	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Ensemble
Effectif de population	1 029 980	833 109	210 626	250 069	1 227 715	3 551 500
Effectif des ménages	203 684	150 855	39 069	48 728	251 115	693 451
Taille moyenne des ménages	5,1	5,5	5,4	5,1	4,9	5,1

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

La taille moyenne des ménages de 5,1 dans l'ensemble, ne varie pas considérablement selon la zone de résidence. Le fait qu'elle soit plus élevée à Pointe-Noire (5,5) pourrait s'expliquer par la forte pression démographique que cette ville a subie à la suite des troubles socio politiques enregistrés dans le pays, notamment ceux de 1997 et 1998. Les personnes venues pour se réfugier dans cette localité ont préféré y demeurer.

3.1.2 Structure et composition des ménages

On note à ce niveau une prédominance des familles élargies et des couples avec enfants, dans des proportions respectives de 34,2% et 33,5%. Les ménages monoparentaux élargis et nucléaires suivent de loin avec respectivement 11,1% et 8,0%.

Les couples sans enfant représentent à peine 5% de l'ensemble des ménages. On peut relever que cette dernière proportion est approximativement égale au taux de stérilité d'environ 5% que l'on observe dans la quasi-totalité des pays.

Quel que soit le milieu de résidence (sauf dans le milieu rural), la famille élargie est prédominante. A Brazzaville, ces ménages comportent autant de personnes que les couples avec enfant. De même, dans toutes les strates sauf en milieu rural, les couples sans enfant représentent la plus faible proportion des ménages.

Le schéma atypique observé dans le milieu rural est imputable, au moins en partie, aux migrations rural-urbain, ce qui a pour effet de modifier la composition des ménages dans les deux milieux. Les ménages urbains accueillent, de ce fait, les enfants dont les parents biologiques demeurent dans le milieu rural.

Tableau 3.1.2 : Typologie des ménages selon la composition du ménage

	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Ensemble
Unipersonnel	9,5	7,9	7,6	8,8	6,8	8,0
Couple sans enfant	2,9	3,7	4,1	4,5	7,4	4,9
Couple avec enfant	31,3	30,7	27,7	30,1	38,6	33,5
Monoparental nucléaire	10,7	5,8	6,3	9,9	7,8	8,3
Monoparental élargi	14,7	11,7	13,6	14,4	6,7	11,1
Famille élargie	31,0	40,2	40,6	32,3	32,7	34,2
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

3.1.3 Typologie et caractéristiques des ménages

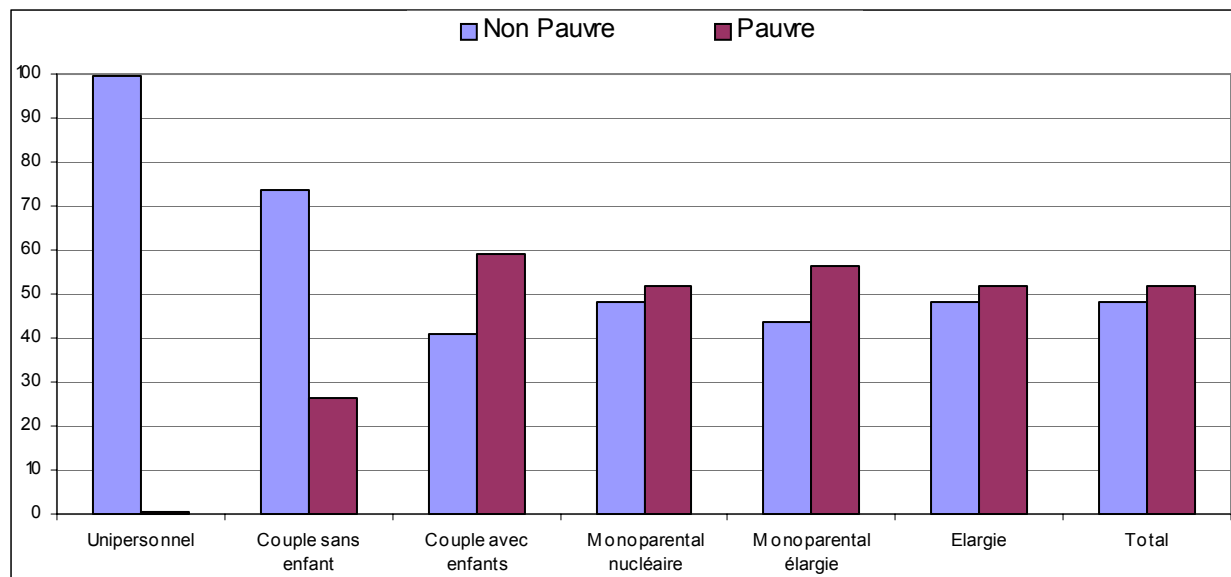
Si l'on tient compte du statut de pauvreté, on constate que le schéma observé sur la population totale est maintenu au sein de la population pauvre, tandis qu'il est bouleversé au sein de la population des non pauvres.

Tableau 3.1.3 : Typologie et caractéristiques des ménages suivant le statut de pauvreté

	Ménages pauvres			Ménages non pauvres		
	Effectif Ménages (%)	Taille moyenne	Effectif population (%)	Effectif Ménages (%)	Taille moyenne	Effectif population (%)
Unipersonnel	3,1	1,0	0,5	11,6	1,0	2,7
Couple sans enfant	2,1	2,0	0,7	7,0	2,0	3,3
Couples avec enfant	34,8	5,7	32,5	32,6	4,7	34,6
Monoparental nucléaire	8,5	4,4	6,2	8,7	3,3	6,1
Monoparental élargi	13,8	7,0	15,9	9,1	5,5	11,3
Famille élargie	37,8	7,1	44,2	31,6	5,9	42,0
Total	100,0	6,1	100,0	100,0	4,4	100,0

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Graphique 3.1.1 : Typologie des ménages selon le statut de pauvreté (Pauvres/Non pauvres)



Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Par ailleurs, la taille moyenne des ménages pauvres (6,1) est beaucoup plus élevée que celle des ménages non pauvres (4,4). Cette tendance reste valable quel que soit le type de ménage. On note également chez les non pauvres, une forte proportion de ménages unipersonnels (11,6%) en même temps qu'une tendance plus prononcée à la nucléarisation. En effet, les familles élargies ne

représentent chez les non pauvres que 31,6% contre 37,8% pour les pauvres. De même, les couples pauvres avec enfants sont relativement plus nombreux (35%) que les couples non pauvres ayant des enfants (33%).

Un recoupement du type de ménage avec la catégorie socio-professionnelle des chefs de ménage confirme l'importance relative des couples avec enfants et des familles élargies. Seuls les autres travailleurs dépendants vivent soit en isolés (17,3%), soit dans des couples sans enfant (11,7%) ou dirigent principalement des familles élargies (47,7%).

Ici aussi, on peut noter qu'à l'exception des employés et des personnes travaillant pour leur propre compte, c'est toujours la famille élargie qui prédomine.

Le tableau 3.1.4 ci-dessous fait ressortir des proportions relativement fortes de ménages unipersonnels chez les manœuvres, autres travailleurs dépendants et les patrons/employeurs.

Tableau 3.1.4 : Typologie des ménages selon la Catégorie socio-professionnelle du chef de ménage

	Type de ménage						Ensemble
	Uni personnel	Couple sans enfant	Couple avec enfant	Mono parental nucléaire	Mono parental élargi	Famille élargie	
Cadres	4,3	2,7	36,9	5,4	6,4	44,3	100,0
Employés	4,3	4,2	48,5	3,3	4,7	34,9	100,0
Manœuvres	12,6	7,1	36,7	3,8	3,3	36,6	100,0
Autres travailleurs dépendants	17,3	11,7	10,9	7,1	5,4	47,7	100,0
Patron, employeur	18,6	7,0	31,0	8,6	0,6	34,1	100,0
Travailleur pour propre compte	8,5	5,8	32,8	9,9	12,6	30,5	100,0
Ensemble	7,7	5,3	35,5	8,0	10,0	33,5	100,0

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

3.2. Migration et mobilité spatiale des individus

3.2.1 Caractéristiques et degré de stabilité des ménages

Dans l'ensemble, il ressort que la propension à migrer n'est pas significativement différente selon qu'il s'agit de ménages pauvres ou non pauvres ; les proportions de ménages dans l'une et l'autre catégorie, ayant enregistré des départs des membres à titre de migration étant respectivement de 19,9% et 18,9%. Cette tendance est quasi stable dans toutes les strates.

Cependant, les résultats montrent que parmi les ménages témoins de la migration des membres, 56,3% sont non pauvres. L'intention ne manque pas chez les ménages pauvres, mais c'est plutôt les moyens de mise en œuvre qui manquent. Il en est ainsi dans toutes les strates à l'exception du milieu semi urbain où la contribution des ménages pauvres à la migration est relativement plus importante (55,4%) contre 44,6% pour les non pauvres. Le milieu semi urbain est en effet, profondément et sévèrement secoué par la pauvreté, et ceci incite la population à vouloir migrer.

Toutefois, il est noté que la migration des congolais est surtout interne, avec comme destinations principales, les communes (52,1%) et les districts (37,0%). Seulement 13,5% des personnes qui migrent vont à l'étranger.

Les pauvres sont surtout candidats à une migration interne, d'une ville vers l'autre ou d'un village vers une ville. On note cependant que 17% de personnes issues de ménages non pauvres ont migré vers l'étranger.

Une analyse selon les strates montre que le plus grand nombre des migrations à destination des districts provient de Brazzaville. Deux explications possibles peuvent être fournies à ce mouvement. Il s'agit soit d'une migration de retour après une difficulté d'intégration en milieu urbain, soit d'affectations dans le cadre de travail. Par contre, les mouvements migratoires partant de Pointe-Noire ou des autres communes se dirigent beaucoup plus vers les communes. Cette intention est manifestée surtout par 45,6% des ménages non pauvres. Ici, il peut s'agir des communes offrant plus d'opportunités d'emplois, notamment dans l'exploitation forestière ou des activités extractives de pétrole. On note enfin que Pointe-Noire est la ville qui semble offrir plus d'opportunités aux migrants pauvres qui veulent aller à l'étranger.

De même, les migrations en provenance des milieux semi urbain et rural chutent à plus de 60% des cas dans les communes. C'est dire que le Congo n'est pas épargné par le phénomène d'exode rural. C'est un mouvement qui touche notamment plus de 70% des ménages pauvres dans ces deux strates. La trajectoire migratoire qui se dessine ici est la suivante : *Milieu rural → Milieu semi urbain → Milieu urbain*.

Tableau 3.2. 1 : Destination des migrants (% des ménages) selon le statut de pauvreté du ménage

Destination	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Total
Ménages pauvres						
District	55,3	40,4	44,7	30,8	29,6	37,8
Commune	26,8	39,3	53,4	70,8	72,3	57,0
Etranger	20,5	28,7	4,8	1,8	1,4	8,9
Ménages non pauvres						
District	43,6	35,1	40,4	32,4	32,9	36,4
Commune	35,3	45,6	55,0	65,9	52,8	48,3
Etranger	25,6	20,8	7,8	7,3	13,4	17,0
Ensemble						
District	48,8	36,4	42,1	31,6	31,3	37,0
Commune	31,6	44,1	54,4	68,6	62,5	52,1
Etranger	23,3	22,8	6,6	4,3	7,4	13,5

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

NB : La somme des pourcentages en colonnes ne vaut pas 100 car il s'agit des questions à choix multiple

3.2.2 Principaux motifs de migration des ménages

Les questions relatives à la migration ont permis d'appréhender non seulement le choix individuel de mobilité spatiale, mais également le déplacement des ménages entiers d'une localité vers une autre. Des questions sont adressées à ces ménages pour saisir les raisons principales de leur déplacement vers la zone actuelle où ils résident.

D'une manière générale, les ménages migrent principalement pour quatre types de raisons :

- des raisons de santé (31,5%) ;
- des raisons liées à la guerre ou à ses conséquences (28,7%) ;
- des raisons liés à des affectations de poste (11,6%) ;
- des raisons liées à la recherche d'emploi (3,5%) ;
- d'autres raisons diverses (24,7%).

Les principales raisons qui incitent les ménages pauvres à migrer sont déterminées dans l'ordre par des facteurs liés à la guerre ou à ses conséquences (32,6%), au travail ou à l'emploi (31,1%) et des problèmes de santé (21,3%).

Au contraire, les ménages non pauvres migrent essentiellement pour des problèmes de santé (37,5%) et pour des raisons liées à la guerre ou à ses conséquences (26,5%)

Le fait que les ménages pauvres ou non invoquent comme facteur de migration les problèmes de santé, laisse penser que l'accès aux services de santé semble assez problématique dans le milieu de résidence des ménages, notamment dans les principales villes que sont Pointe-Noire et Brazzaville, les obligeant à migrer vers d'autres localités où ces services sont certainement plus accessibles.

Tableau 3.2.2 : Principaux motifs de migration des ménages au cours des 12 derniers mois selon le statut de pauvreté et le sexe du chef de ménage (% de ménages répondants)

	Ménages pauvres			Ménages non pauvres			Ensemble		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
Raison de travail (affectation)	28,8	0,0	24,8	3,5	4,6	3,7	13,4	3,3	11,6
Recherche d'emploi	7,4	0,0	6,4	2,3	0,0	1,8	4,3	0,0	3,5
Problème d'insécurité	15,7	27,2	17,3	0,0	0,0	0,0	6,2	7,8	6,4
Problème de santé	24,7	0,0	21,3	41,8	20,7	37,6	35,1	14,8	31,5
Etudes	0,0	0,0	0,0	4,1	18,5	7,0	2,5	13,2	4,4
Acquisition de logement	0,0	0,0	0,0	4,7	4,2	4,6	2,9	3,0	2,9
Retour de la paix	16,1	10,4	15,3	32,1	4,2	26,5	25,9	6,0	22,3
Autre motif	28,8	0,0	24,8	3,5	4,6	3,7	13,4	3,3	11,6

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Lorsqu'on cherche à établir une relation entre la migration et la catégorie socio professionnelle du chef de ménage, on constate que ce sont les ménages dont le chef travaille pour son propre compte qui migrent le plus (68,4%). Ils sont notamment plus nombreux à se déplacer vers les milieux semi urbain et rural (avec des taux de migration de 72,8% et 85,7% respectivement). Par contre, les ménages dont les chefs sont des cadres ou des employés de bureau se sont déplacés massivement vers les principales villes ou les communes. En d'autres termes, la chance de migrer dans le milieu urbain semble plus forte pour les ménages des élites que pour des indigents.

Tableau 3.2. 3 : Répartition (% de ménages) de migrants selon la strate et la CSP du Chef de ménage

	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Total
Cadres	28,9	21,8	25,2	16,9	4,8	14,7
Employés	15,7	22,6	13,9	5,2	5,3	10,7
Manœuvres	4,0	6,9	3,2	3,1	2,8	3,8
Autres travailleurs dépendants	1,9	0,0	1,8	0,8	1,3	1,2
Patron, employeur	4,2	2,0	1,4	1,2	0,0	1,3
Travailleur pour propre compte	45,3	46,7	54,5	72,8	85,7	68,4
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

3.2.3 Migrations et conséquences des troubles socio politiques depuis 1993

Le tableau 3.2.4, ci-après, donne non seulement un aperçu des effets liés aux troubles socio politiques que le pays a connus depuis 1993, mais présente aussi les différentes voies de recours des ménages en cas d'urgence. Il montre également l'impact de la guerre sur les conditions de vie des ménages.

Tableau 3.2. 4 : Facteurs précurseurs de la mobilité spatiale des ménages (% de ménages)

Facteurs précurseurs	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Total
A. Effets liés aux troubles socio politiques depuis 1997						
Aucune destruction	28,9	77,9	35,8	44,7	60,3	52,4
Destruction des maisons	2,9	3,4	3,5	2,6	1,3	2,4
Pillage des biens	52,4	12,9	45,6	36,5	24,1	32,1
Destruction des maisons et pillage des biens	15,4	5,1	12,7	12,4	9,4	10,6
Destruction du patrimoine agropastoral	0,3	0,1	0,5	0,9	1,8	0,9
Destruction des maisons, pillage des biens et du patrimoine	0,3	0,6	1,9	2,8	3,0	1,6
B. Capacité financière des ménages face aux urgences						
% de ménages en mesure de réunir la somme de 10.000 FCFA	32,2	38,9	31,7	22,8	26,3	30,8
<i>Source financière propre en cas d'urgence</i>						
Fonds propres	82,9	87,1	76,4	78,7	76,1	81,3
Vente du bétail	0,6	0,5	1,6	3,7	5,1	2,2
Vente des autres produits du ménage	0,8	2,1	5,6	10,1	11,6	5,3
Vente des biens du ménage	2,2	3,4	3,6	3,2	3,6	3,1
Crédit bancaire	8,4	2,4	7,0	1,7	0,6	3,9
Autre	5,1	4,5	5,9	2,7	3,0	4,2
<i>Autre source financière pour résoudre une urgence</i>						
Parents ou famille	32,7	36,9	19,2	19,1	23,1	28,0
Amis	15,6	16,4	19,3	22,1	14,8	16,1
Voisins	3,7	4,5	2,2	2,2	6,4	4,7
Associations religieuses	4,6	1,9	4,8	3,6	3,9	3,8
Association d'entraide	1,0	0,5	2,2	5,0	1,0	1,3
Prêt	23,9	28,0	24,4	37,1	41,3	32,4
Usurier (Bailleur de fonds)	14,3	9,8	22,5	9,7	5,0	10,0
Autre	4,1	1,9	5,4	1,0	4,5	3,7

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

A la suite des violences d'origine socio-politique qui ont secoué le pays depuis 1993, plusieurs ménages ont subi des préjudices de divers ordres dont le principal est le pillage des biens qui a affecté 32,1% des ménages. A Brazzaville, principal théâtre des affrontements, 52,4% de ménages en ont été victimes. Les autres communes, le milieu Semi urbain et le milieu rural ont été touchés dans une moindre mesure avec respectivement 45,6%, 36,5% et 24,1%.

La commune de Pointe-Noire, qui est restée relativement en marge des violences n'a enregistré qu'un faible taux de pillage de biens, soit 12,9%. En conséquence, c'est dans cette localité que la proportion des ménages n'ayant connu aucune destruction est la plus élevée (77,9%).

La destruction du patrimoine agropastoral a été assez modérée. Elle a concerné beaucoup plus les milieux rural (1,8%) et semi urbain (0,9%).

S'agissant de la capacité financière des ménages à faire face aux urgences, à peine 30,8% d'entre eux sont en mesure de réunir la somme de dix mille (10.000) francs CFA, soit un peu moins d'un ménage sur trois. Selon les strates, ce pourcentage est le plus élevé à Pointe-Noire (38,9%) et le plus bas dans le milieu Semi urbain (22,8%). 81,3% de ces ménages font recours à leur fonds propre en cas d'urgence.

La vente des autres produits du ménage et le crédit bancaire ne semblent représenter que des voies de recours marginales avec respectivement 5,3% et 3,9%. Quelle que soit la strate, ce schéma est quasiment identique.

Une bonne proportion des ménages (69,2%) ne dispose pas de capacité financière pour faire face à des situations d'urgence. Ils ont recours à des parents (28%), des amis (16,1%) ou contractent des prêts (32,4%). Si 44% des ménages en situation difficile peuvent toujours compter sur la famille ou les amis, c'est dire que la solidarité est encore présente dans la société congolaise et ce recours intervient comme une stratégie communautaire de lutte contre la pauvreté.

Cette stratégie semble fonctionner plus dans les principales villes que sont Brazzaville et Pointe-Noire où respectivement 48,3% et 53,3% de ménages en situation difficile comptent plus sur leurs parents et leurs amis. Sociologiquement, l'explication possible à ce paradoxe est que la ville, aussi grande soit-elle, apparaît dans une certaine mesure comme une juxtaposition de clans ou de groupes ethniques plus ou moins rapprochés et donc solidaires. Par contre en milieux semi urbain ou rural, plus de 37% des ménages contractent des prêts. La capacité financière des familles est souvent limitée pour que les membres se soutiennent mutuellement.

3.3. Education et alphabétisation

3.3.1 Instruction et scolarisation

Prises globalement, l'instruction et la scolarisation de la population permettent de se faire une idée sur la qualité du capital humain dont dispose un pays. Au Congo, l'instruction semble quasi universelle d'autant que près de 97% de la population ont franchi au moins le cycle primaire. Il est surtout réconfortant de remarquer que la discrimination suivant le sexe ne permet pas de constater de sérieux écarts des principaux indicateurs d'éducation. Les garçons et les filles rivalisent en matière d'instruction aux niveaux primaire et secondaire.

Suivant le statut de pauvreté on relève que la proportion des personnes ayant achevé les études primaires chez les pauvres est plus importante (50,1%) que chez les non pauvres (36,5%). Aux cycles secondaire et supérieur, la situation est plutôt favorable chez les non pauvres.

Tableau 3.3. 1 : Niveau scolaire achevé selon le statut de pauvreté du ménage et le sexe des individus (%)

	Ménages pauvres			Ménages non pauvres			Ensemble		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
Aucun	3,0	2,9	2,9	3,2	3,7	3,4	3,1	3,3	3,2
Primaire	49,1	51,2	50,1	35,0	38,0	36,5	41,9	44,4	43,1
Secondaire	44,2	44,4	44,3	51,4	54,2	52,8	47,9	49,5	48,7
Supérieur	3,8	1,4	2,7	10,3	4,1	7,3	7,2	2,8	5,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

NB : population âgée de 3 ans et plus

3.3.2 Scolarisation des enfants

La scolarisation des enfants peut être mesurée par les taux brut et net de scolarisation. Un taux brut supérieur à la valeur 100 signifie qu'en fait, il y a dans le niveau d'études concerné, des individus dont l'âge n'est pas dans la fourchette normale. Ceci s'explique soit par un taux de redoublement élevé, soit par une entrée précoce dans le système scolaire. Une analyse plus objective se basera plutôt sur le taux net de scolarisation.

3.3.2.1 Scolarisation au cycle primaire

Dans l'ensemble, les taux brut et net s'élèvent respectivement à 128,3% et 86,8%⁷ ; cela dénote d'une fréquentation importante de l'école. Globalement, il n'existe pas de différence significative entre les garçons et les filles ; les taux nets de scolarisation étant respectivement de 87,2% et 86,3%. Cependant, quelques écarts sont perceptibles suivant la zone de résidence et le statut de pauvreté. En effet, le taux net de scolarisation baisse avec le niveau d'urbanisation du milieu considéré, quel que soit le sexe des individus ou le statut de pauvreté du ménage.

Les différences de niveau de scolarisation entre pauvres et non pauvres quoique significatives, ne sont pas très importantes dans toutes les strates. A ce niveau, le plus grand écart entre les taux nets de scolarisation des pauvres et des non pauvres est observé en milieu semi urbain où cet indicateur est estimé respectivement à 82,1% et 90,5%.

Tableau 3.3.2 : Taux (brut/net) de scolarisation au niveau primaire par strate suivant le statut de pauvreté des ménages et le sexe des individus (%)

	BRAZZAVILLE		POINTE-NOIRE		AUTRES COMMUNES		SEMI URBAIN		MILIEU RURAL		Ensemble	
	TBS	TNS	TBS	TNS	TBS	TNS	TBS	TNS	TBS	TNS	TBS	TNS
Pauvre												
Garçons	125,9	92,6	124,9	83,6	131,8	83,6	130,4	82,1	141,6	79,6	133,5	84,0
Filles	118,0	90,8	139,0	91,3	138,2	85,1	127,5	82,2	125,5	80,4	126,0	85,3
Ensemble	121,8	91,6	131,3	87,1	134,9	84,3	128,9	82,1	133,8	80,0	129,8	84,6
Non pauvre												
Garçons	121,5	93,1	126,9	93,7	123,3	91,6	128,2	90,4	150,2	87,0	132,6	91,2
Filles	120,8	94,9	123,6	90,2	134,7	90,5	127,2	90,6	114,0	78,4	120,7	87,5
Ensemble	121,1	94,0	125,3	92,0	129,1	91,0	127,7	90,5	131,2	82,5	126,6	89,3
Ensemble												
Garçons	124,1	92,8	126,2	90,1	128,1	87,1	129,5	85,3	144,7	82,2	133,1	87,2
Filles	119,1	92,5	128,6	90,6	136,6	87,6	127,4	85,3	121,0	79,6	123,5	86,3
Ensemble	121,5	92,6	127,3	90,3	132,3	87,3	128,4	85,3	132,8	80,9	128,3	86,8

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

L'analyse de la matrice âge/niveau (cf. tableau 3.3.3) montre que les milieux urbains (Brazzaville et Pointe-Noire) se démarquent avec un pourcentage de scolarisation précoce le plus faible tandis que dans toutes les autres strates, cet indicateur est supérieur à 38%. A Pointe-Noire et dans le milieu rural l'on constate que le pourcentage de retard de scolarisation excède le seuil de 40%. L'on se rend donc compte que des milieux les plus urbanisés vers les milieux qui le sont moins, le pourcentage d'éloignement par rapport à la norme âge/niveau d'étude va croissant. Corrélativement, le pourcentage de scolarisation par rapport à la norme âge/niveau est le plus important dans les milieux les plus urbanisés et tend à baisser progressivement dans les milieux les moins urbanisés.

⁷ Le niveau de ces indicateurs diffère de ceux provenant des sources administratives. Les raisons de ces divergences se trouvent probablement dans le fait que le champ des individus scolarisés couvert par l'enquête (numérateur de l'indicateur) est plus étendu que celui des sources administratives qui procèdent par un comptage des élèves inscrits dans les établissements identifiés.

Ces résultats attestent que seulement 23% des enfants devant être inscrits à un niveau d'enseignement primaire compte tenu de leur âge le sont effectivement ! On comprend donc beaucoup mieux les niveaux des taux bruts de scolarisation au primaire supérieurs à 100% puisque 77% des individus inscrits à un niveau d'enseignement primaire sont soit plus âgés que la normale (40%), soit nettement plus jeunes (38%). Finalement, on peut en déduire que le niveau du taux brut de scolarisation quoique élevé, cache en réalité de sérieux efforts à mettre en œuvre pour améliorer de façon qualitative les conditions de la scolarisation au primaire dans le pays. Les normes de la scolarisation dans les établissements primaires sont loin d'être appliquées dans tout le pays, principalement dans les zones rurales (à peine 18% dans le milieu semi urbain, 16% dans le milieu rural). Mais on peut penser que cette situation est en partie attribuable aux conséquences de la guerre ou à ses effets pervers avec notamment une situation de rattrapage de la scolarisation.

Tableau 3.3.3 : Résumé synoptique des principaux résultats de l'analyse de la matrice âge/niveau d'études au primaire

	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Ensemble
Pourcentage de scolarisation précoce	30,4	32,0	39,2	43,9	44,1	37,8
Pourcentage de retard de scolarisation	37,6	40,4	38,8	37,7	40,3	39,5
Pourcentage de scolarisation normale	32,0	27,7	22,0	18,4	15,6	22,7
Pourcentage d'éloignement par rapport à la norme âge/niveau	68,0	72,3	78,0	81,6	84,4	77,3

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

3.3.2.2 Scolarisation au cycle secondaire

La scolarisation au cycle secondaire suit quasiment le même profil que celui observé dans le primaire, avec un niveau beaucoup plus faible. On note en effet une baisse graduelle du taux net de scolarisation lorsque l'on évolue des milieux les plus urbanisés vers ceux qui le sont moins (64,6% à Brazzaville, 53,9% à Pointe-Noire, 42,2% dans les autres communes, 38,7% dans le milieu semi urbain et 20,8% dans le milieu rural).

Ainsi, des écarts importants apparaissent lorsque l'on considère la zone de résidence. Comme on peut le constater, le taux net de scolarisation au secondaire à Brazzaville est trois fois supérieur à celui du milieu rural. Ceci serait dû à l'existence des infrastructures scolaires du second cycle beaucoup plus nombreuses à Brazzaville qu'en milieu rural. En l'occurrence, la construction des établissements scolaires privés est plus fréquente en milieu urbain. De même, on note des écarts de scolarisation non négligeables entre Brazzaville et Pointe-Noire qui pourraient s'expliquer par des taux d'éloignement par rapport à la norme âge/niveau plus importants à Brazzaville qu'à Pointe-Noire.

Dans chacune des strates, il n'existe pas de différences significatives entre les filles et les garçons, sauf si l'on tient également compte du statut de pauvreté. Dans les autres communes par exemple, on note chez les non pauvres une différence assez importante du niveau de scolarisation entre les garçons (61,5%) et filles (49,7%).

Dans le groupe des ménages pauvres, indépendamment de la strate considérée, les taux nets de scolarisation sont toujours plus élevés chez les garçons que chez les filles. Il n'en est pas toujours ainsi chez les non pauvres. En effet à Brazzaville et dans le milieu rural, les taux nets de scolarisation au secondaire sont plus élevés chez les filles que chez les garçons.

Enfin, relevons qu'il existe un grand fossé entre ménages pauvres et non pauvres en ce qui concerne la scolarisation secondaire. Ce fossé est beaucoup plus accentué en milieu urbain.

Tableau 3.3.4 : Taux (brut/net) de scolarisation au niveau secondaire par strate suivant le statut de pauvreté des ménages et le sexe des individus (%)

	BRAZZAVILLE		POINTE-NOIRE		AUTRES COMMUNES		SEMI URBAIN		MILIEU RURAL		Ensemble	
	TBS	TNS	TBS	TNS	TBS	TNS	TBS	TNS	TBS	TNS	TBS	TNS
Pauvre												
Garçons	85,1	59,2	57,1	40,6	56,7	32,1	59,9	35,2	31,0	19,0	55,3	36,6
Filles	86,5	57,0	61,9	39,9	44,2	31,3	44,5	33,5	20,3	15,9	51,3	35,1
Ensemble	85,8	58,1	59,5	40,3	50,2	31,7	52,2	34,3	26,0	17,6	53,4	35,9
Non pauvre												
Garçons	107,7	70,8	88,9	63,1	87,3	61,5	73,8	47,9	36,9	24,8	78,5	53,5
Filles	111,9	75,3	86,6	60,7	73,9	49,7	56,4	43,9	42,9	28,8	80,9	55,6
Ensemble	109,9	73,1	87,7	61,8	79,6	54,8	64,6	45,8	39,6	26,6	79,7	54,6
Ensemble												
Garçons	94,7	64,1	76,6	54,5	69,8	44,7	65,0	39,8	33,1	21,1	65,5	44,1
Filles	97,7	65,1	77,8	53,3	58,5	40,2	49,2	37,6	28,1	20,4	65,1	44,7
Ensemble	96,2	64,6	77,3	53,9	63,6	42,2	56,9	38,7	30,8	20,8	65,3	44,4

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

3.3.2.3 Scolarisation dans le supérieur

Il ressort d'une manière générale, que le niveau de scolarisation dans le supérieur est très faible (2,3%). Des disparités importantes apparaissent suivant le statut de pauvreté en particulier à Brazzaville et à Pointe-Noire. En effet, à Brazzaville, le taux net de scolarisation chez les non pauvres (8,0%) est d'environ quatre fois supérieur à celui des pauvres, tandis qu'à Pointe-Noire, le taux net est nul chez les pauvres contre 3,4% pour les non pauvres.

Les différences entre hommes et femmes, ne sont pas très flagrantes dans l'ensemble, sauf dans les autres communes où, chez les non pauvres, les taux net de scolarisation sont de 1,3% chez les hommes et 5,2% chez les femmes. Il sied cependant, pour relativiser ce constat, de noter que l'enseignement supérieur, en dehors de Brazzaville, est de type privé. En conséquence, n'y ont accès que les personnes disposant de ressources financières conséquentes. Soulignons que l'enseignement supérieur est encore inexistant dans le milieu rural.

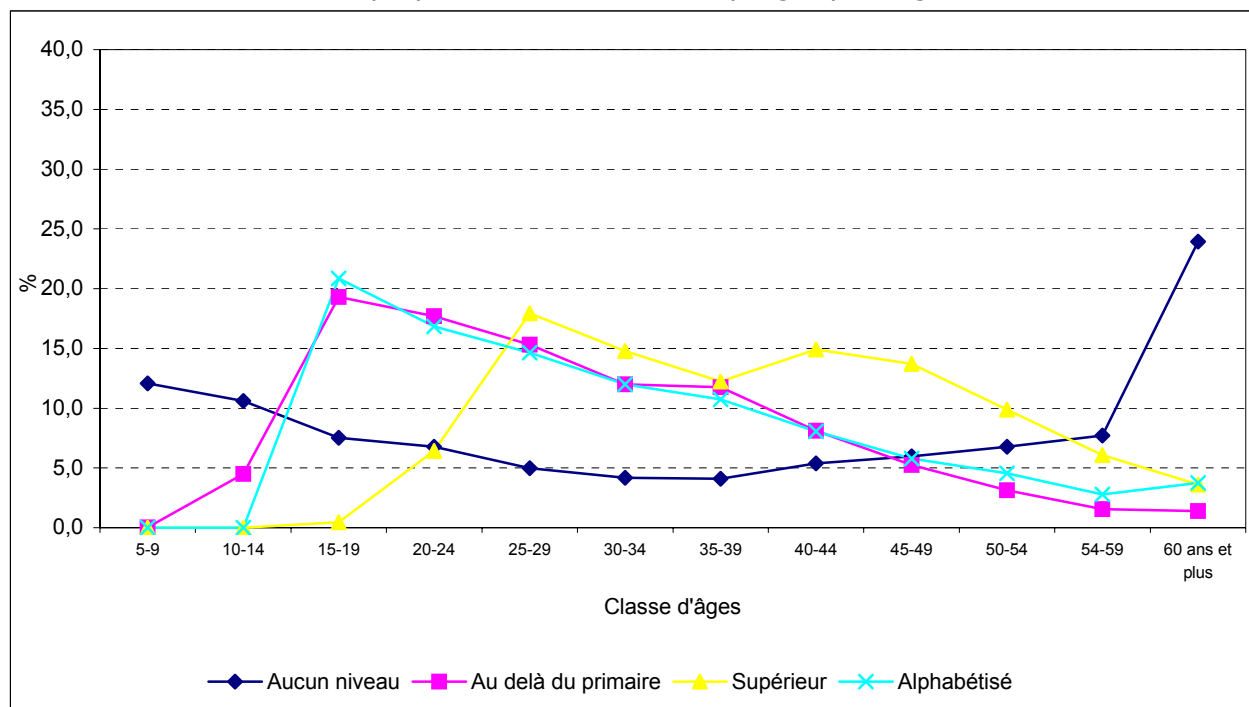
Enfin, le graphique 3.3.1 montre que les jeunes sont de plus en plus instruits que les adultes. En effet, plus 50% des individus ayant atteint le niveau d'études supérieur ont moins de 40 ans. Notamment, 18% parmi eux ont entre 25 et 29 ans. Ce résultat est une conclusion typique d'un effet de génération.

Tableau 3.3.5 : Taux (brut/net) de scolarisation au niveau supérieur par strate suivant le statut de pauvreté des ménages et le sexe des individus (%)

	Brazzaville		Pointe-Noire		Autres communes		Semi urbain		Milieu rural		Ensemble	
	TBS	TNS	TBS	TNS	TBS	TNS	TBS	TNS	TBS	TNS	TBS	TNS
Pauvre												
Homme	18,3	3,6	2,2	0,0	7,1	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0	7,4	1,2
Femme	8,0	0,7	1,1	0,0	8,2	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,8	0,2
Ensemble	13,2	2,2	1,6	0,0	7,6	0,0	1,9	0,0	0,0	0,0	5,6	0,8
Non pauvre												
Homme	45,2	8,1	9,1	3,0	6,0	1,3	4,2	1,4	0,0	0,0	19,6	4,1
Femme	24,0	7,8	7,9	3,8	17,5	5,2	1,8	0,0	0,0	0,0	10,0	3,6
Ensemble	34,8	8,0	8,5	3,4	12,7	3,6	2,8	0,6	0,0	0,0	14,3	3,8
Ensemble												
Homme	31,0	5,7	6,6	1,9	6,6	0,5	2,0	0,5	0,0	0,0	13,2	2,6
Femme	15,5	4,0	5,3	2,3	13,3	2,9	2,5	0,0	0,0	0,0	7,1	2,0
Ensemble	23,4	4,9	5,9	2,1	10,0	1,7	2,3	0,2	0,0	0,0	10,1	2,3

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Graphique 3.3.1 : Niveau scolaire par groupes d'âge



Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

3.3.3 L'abandon scolaire

L'abandon scolaire est relativement faible aussi bien dans le primaire que dans le secondaire, bien qu'elle soit trois fois plus élevée dans le second cycle (7,5%). Il n'y a apparemment pas de grandes différences entre hommes et femmes, ni selon le statut de pauvreté. Sans qu'une raison apparente ne puisse le justifier, les taux d'abandon au cycle secondaire observés à Pointe-Noire et en milieux semi urbain et rural semblent beaucoup plus élevés que la moyenne (plus de 8%).

Le fossé de scolarisation se creuse entre pauvres et non pauvres à partir du secondaire où on enregistre un important abandon dans la première catégorie de population.

Tableau 3.3.6 : Taux d'abandon scolaire selon le statut de pauvreté du ménage, le sexe et le niveau d'études des individus (%)

	Pauvre			Non pauvre			Ensemble		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
Niveau primaire									
Brazzaville	2,7	2,9	2,8	3,5	1,0	2,3	3,0	2,1	2,6
Pointe-Noire	2,3	3,4	2,9	0,9	2,1	1,5	1,4	2,5	2,0
Autres Communes	3,5	0,7	2,1	0,4	0,4	0,4	2,2	0,5	1,3
Semi Urbain	2,4	2,2	2,3	0,7	1,6	1,1	1,7	1,9	1,8
Milieu Rural	1,8	3,0	2,3	1,4	5,9	3,4	1,6	4,1	2,8
Ensemble	2,2	2,8	2,5	1,6	2,8	2,2	2,0	2,8	2,4
Niveau secondaire									
Brazzaville	5,7	7,5	6,5	3,2	6,3	4,8	4,4	6,8	5,6
Pointe-Noire	10,2	5,8	8,1	9,3	9,1	9,2	9,5	8,2	8,9
Autres Communes	4,8	12,8	8,4	3,4	4,7	4,1	4,1	8,0	6,0
Semi Urbain	11,6	13,5	12,4	3,7	11,0	7,2	8,6	12,4	10,2
Milieu Rural	9,3	8,8	9,1	13,5	6,1	10,1	11,2	7,4	9,6
Ensemble	7,7	8,1	7,9	6,8	7,4	7,1	7,2	7,7	7,5

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

3.3.4 Principales raisons de l'abandon scolaire

La principale raison de non scolarisation des enfants, aussi bien au cycle primaire qu'au secondaire et ce, quel que soit le statut de pauvreté des ménages, est le manque de moyen financier ou le coût trop élevé d'accès à l'école. La proportion des personnes ayant cité cette raison est de 26,5% chez les pauvres contre 21,4% chez les non pauvres à l'école primaire. Ces taux sont respectivement de 25,7% et 20,9% au niveau des études secondaires.

A statut identique de pauvreté, il n'y a pas de différences importantes suivant le sexe comme le témoigne le tableau 3.3.7. Lorsqu'on considère le statut ou la zone de résidence, le schéma observé précédemment est maintenu. C'est toujours le manque de moyens qui est cité comme raison principale justifiant l'abandon scolaire des enfants. Une autre raison évoquée est le peu d'intérêt que trouvent dans le système d'éducation 18,2% des enfants ayant abandonné l'école primaire. Toujours à ce niveau d'études, l'état de maladie ou la grossesse précoce ont mis fin à la scolarisation de 7,2% des enfants.

Dans le secondaire on retrouve en deuxième et troisième position, les raisons « travail » et le peu d'intérêt tiré de l'enseignement dans des proportions respectives de 17,1%, et 10,1%. Par contre, l'éloignement de l'école reste une raison marginale d'abandon scolaire, quel que soit le niveau d'études.

Tableau 3.3.7 : Principales raisons de non scolarisation selon le statut de pauvreté du ménage, le sexe et le niveau d'études des individus (%)

	Pauvre			Non pauvre			Ensemble		
	Garçon	Fille	Ensemble	Garçon	Fille	Ensemble	Garçon	Fille	Ensemble
Niveau Primaire									
Trop éloigné	1,4	1,1	1,2	0,9	1,0	1,0	1,2	1,0	1,1
Manque de moyen, trop cher	28,8	24,4	26,5	21,3	21,5	21,4	25,8	23,1	24,4
Travail	11,4	4,6	8,0	10,0	4,0	6,7	10,8	4,4	7,5
Inutile, aucun intérêt	17,6	19,7	18,7	19,1	16,5	17,7	18,2	18,3	18,2
Maladie, grossesse	3,0	10,9	7,0	3,7	10,6	7,5	3,2	10,7	7,2
Echec à l'examen	5,0	5,5	5,2	4,3	4,9	4,6	4,7	5,2	5,0
/Mariage	1,0	9,2	5,1	0,9	13,1	7,6	1,0	10,9	6,2
Autre raison	5,3	5,7	5,5	4,7	5,4	5,1	5,0	5,5	5,3
Niveau Secondaire									
Trop éloigné	1,1	0,7	0,9	0,9	0,8	0,8	1,0	0,8	0,9
Manque de moyen, trop cher	28,0	23,3	25,7	21,8	19,9	20,9	24,5	21,4	23,0
Travail	17,5	8,4	13,0	27,0	13,5	20,3	22,8	11,3	17,1
Inutile, aucun intérêt	9,9	8,1	9,0	10,3	11,7	11,0	10,1	10,1	10,1
Maladie, grossesse	1,3	12,3	6,7	1,6	12,0	6,8	1,4	12,2	6,8
Echec à l'examen	7,5	7,2	7,4	7,0	6,3	6,6	7,2	6,7	6,9
/Mariage	2,6	11,1	6,8	2,1	14,0	8,0	2,3	12,7	7,5
Autre raison	4,4	4,2	4,3	4,3	3,5	3,9	4,4	3,8	4,1

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

3.3.5 Accessibilité aux services d'éducation et niveaux de satisfaction des élèves

Il n'est fait allusion ici qu'à l'accessibilité physique qui ne présage pas des possibilités que les élèves ou leurs parents (familles) ont pour répondre aux conditions exigées pour être inscrit ou pour poursuivre la scolarité.

Si l'on considère qu'une école située à moins de 30 minutes de marche est accessible, on peut relever que, d'une manière générale, les écoles sont largement accessibles aux ménages. Le niveau

d'accès est plus élevé pour l'école primaire (92%) que pour l'école secondaire (68,5%), quel que soit le statut de pauvreté.

Les non pauvres bénéficient d'un accès plus élevé aussi bien dans l'enseignement primaire que dans le secondaire dans toutes les strates du pays. Par rapport au milieu de résidence, le taux d'accès aux écoles est plus élevé au milieu urbain qu'au milieu rural quel que soit le niveau d'étude ou le statut de pauvreté des ménages.

En ce qui concerne le taux de satisfaction des élèves par rapport aux services de l'éducation, son niveau paraît relativement faible. En effet, de manière générale, le taux de satisfaction est de 27,3% dans le primaire et 28,3% dans le secondaire, soit moins d'une personne sur trois. Il est plus élevé à Brazzaville et à Pointe-Noire qu'en milieu rural. Dans les autres communes et dans le milieu Semi urbain, il se situe à un niveau intermédiaire, quel que soit le statut de pauvreté.

Si l'on tient compte du statut de pauvreté, il apparaît qu'indépendamment de la strate ou du cycle d'études, les non pauvres expriment un taux de satisfaction plus élevé que les pauvres. L'on peut attribuer ce résultat au fait que les enfants issus des ménages non pauvres fréquentent probablement des établissements plus équipés et dispensant un meilleur enseignement que ceux reçus par les enfants vivant au sein des ménages pauvres.

De façon globale, les raisons principales de non satisfaction des élèves sont par ordre d'importance, le manque de livres et fournitures (65,6%), le manque d'enseignants (37,9%), les effectifs pléthoriques (34,5%), le mauvais état des établissements (25,2%), l'absence des enseignants (21,4%) et le caractère médiocre de l'enseignement (16,8%). On observe chez les pauvres le schéma identique à celui de la population totale.

Chez les non pauvres, bien que les premières et les dernières raisons se maintiennent dans leurs positions, le manque d'enseignants arrive en troisième position après les effectifs pléthoriques. De même, la raison « enseignants souvent absents » arrive avant le mauvais état des établissements. Les effectifs scolaires pléthoriques sont plus fréquemment cités à Brazzaville, Pointe-Noire et dans les autres communes que dans le milieu rural. C'est un effet d'urbanisation ; ainsi, les campagnes se dépeuplent au profit des grandes agglomérations, entraînant une forte demande de scolarisation des enfants face à une offre limitée d'infrastructures.

Tableau 3.3.8 : Accessibilité physique et taux de satisfaction des services selon la strate et le statut de pauvreté des ménages (%)

	Brazzaville		Pointe-Noire		Autres communes		Semi urbain		Milieu rural		Ensemble	
	Prim	Sec	Prim	Sec	Prim	Sec	Prim	Sec	Prim	Sec	Prim	Sec
Pauvre												
Moins de 15 mn	77,7	51,6	82,7	69,3	80,0	51,3	71,8	27,1	69,6	18,9	74,9	39,2
16 - 30 mn	17,8	27,8	14,8	18,1	16,8	33,7	20,1	43,4	11,6	13,7	15,0	22,4
31-60 mn	3,4	11,3	1,8	4,8	2,1	9,2	6,3	20,3	7,8	3,5	5,1	7,8
Plus d'une heure	1,0	9,4	0,7	7,8	1,1	5,8	1,8	9,1	11,1	63,8	5,0	30,6
Taux de satisfaction (%)	37,0	36,1	41,2	31,0	13,8	11,9	13,5	8,92	13,0	11,6	23,3	26,9
Non pauvre												
Moins de 15 mn	80,8	62,6	87,3	69,0	82,3	55,9	79,3	45,1	79,8	33,6	82,6	54,7
16 - 30 mn	15,5	23,7	9,6	20,1	14,6	29,3	17,5	37,1	7,8	13,3	11,4	20,6
31-60 mn	2,3	7,2	1,7	5,5	2,1	6,7	2,6	13,7	5,1	3,1	2,9	5,8
Plus d'une heure	1,4	6,5	1,3	5,4	0,9	8,2	0,6	4,1	7,3	50,0	3,0	18,9
Taux de satisfaction (%)	45,7	29,4	42,7	34,8	31,4	20,7	19,4	11,0	16,0	24,8	32,3	29,4
Ensemble												
Moins de 15 mn	79,1	56,7	85,9	69,1	81,1	53,6	74,8	34,4	73,9	25,2	78,7	47,0
16 - 30 mn	16,8	25,9	11,3	19,5	15,7	31,5	19,0	40,9	10,0	13,5	13,2	21,5
31-60 mn	2,9	9,4	1,7	5,2	2,1	8,0	4,8	17,6	6,6	3,3	4,0	6,8
Plus d'une heure	1,2	8,0	1,1	6,2	1,0	6,9	1,3	7,1	9,5	58,0	4,0	24,7
Taux de satisfaction (%)	40,6	32,8	42,2	33,7	21,6	16,9	15,7	9,8	14,1	17,6	27,3	28,3

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

3.3.6 Type d'établissements scolaires fréquentés

Dans l'ensemble, on note que 74,4% des enfants congolais sont inscrits dans des établissements publics (dont 85,9% des enfants des pauvres et 62,8% chez les non pauvres). Les écoles privées occupent la deuxième place en accueillant 20,6% des demandes scolaires. Les inscriptions dans les écoles confessionnelles et communautaires sont très faibles. Il n'y a pas de différences significatives entre filles et garçons. Des différences assez importantes apparaissent cependant suivant le statut de pauvreté. Chez les non pauvres, la proportion des enfants inscrits dans les établissements privés est de 30,8%, contre 10,6% pour les pauvres. Ce qui dénote de la plus grande propension des ménages non pauvres à inscrire leurs enfants dans les établissements privés.

Tableau 3.3.9 : Type d'établissement scolaire fréquenté selon le statut de pauvreté du ménage et le sexe des individus (%)

	Pauvre			Non pauvre			Ensemble		
	Garçon	Fille	Ensemble	Garçon	Fille	Ensemble	Garçon	Fille	Ensemble
Public	86,8	84,8	85,9	62,9	62,6	62,8	75,2	73,6	74,4
Confessionnel	1,6	1,8	1,7	3,2	2,9	3,0	2,4	2,4	2,4
Privé	9,7	11,6	10,6	30,1	31,5	30,8	19,6	21,7	20,6
Communautaire	0,2	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2	0,3	0,1	0,2
Autre	1,7	1,7	1,7	3,5	2,8	3,2	2,6	2,3	2,4

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

L'examen des types d'établissements fréquentés selon la strate ou zone de résidence fait apparaître des disparités assez nettes. Dans l'ensemble, les proportions des enfants inscrits dans le secteur public à Brazzaville et Pointe-Noire sont beaucoup plus faibles que celles observées dans les autres communes, le semi urbain et le milieu rural ; ceci est la conséquence d'une plus forte inscription dans le privé des enfants appartenant à des ménages non pauvres. Les taux d'inscription dans le privé s'élèvent à 41,8% et 43,0% respectivement à Brazzaville et Pointe-Noire chez les non pauvres, contre 20,9% et 17,6% chez les pauvres.

Tableau 3.3.10 : Type d'établissement scolaire fréquenté selon la strate et le statut de pauvreté des ménages (%)

	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Ensemble
Pauvre						
Public	76,0	81,7	91,3	93,6	94,4	85,9
Confessionnel	2,7	0,8	3,2	4,0	0,3	1,7
Privé	20,9	17,6	5,2	2,4	0,7	10,6
Communautaire	0,4	0,0	0,3	0,0	0,0	0,2
Autre	0,1	0,0	0,0	0,0	4,6	1,7
Non pauvre						
Public	55,4	55,3	71,3	80,2	77,1	62,8
Confessionnel	2,0	1,7	9,4	8,2	3,4	3,0
Privé	41,8	43,0	19,1	11,0	5,8	30,8
Communautaire	0,7	0,0	0,0	0,6	0,0	0,2
Autre	0,1	0,0	0,1	0,0	13,7	3,2
Ensemble						
Public	66,2	63,6	81,4	88,2	87,7	74,4
Confessionnel	2,4	1,4	6,3	5,7	1,5	2,4
Privé	30,8	35,0	12,1	5,8	2,7	20,6
Communautaire	0,5	0,0	0,2	0,3	0,0	0,2
Autre	0,1	0,0	0,1	0,0	8,1	2,4

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

3.3.7 Alphabétisation des personnes âgées de 15 ans et plus

Dans l'ensemble, le taux d'alphabétisation des adultes est de 80,4%. Il s'agit là d'une performance remarquable pour un pays situé en Afrique Subsaharienne où ce taux se situe généralement au

dessous de 50%. Il existe cependant des disparités entre hommes et femmes, en faveur des hommes, y compris lorsque l'on tient compte du statut de pauvreté des ménages.

L'écart du niveau d'alphabétisation entre hommes et femmes est plus important chez les pauvres que chez les non pauvres. Dans la première catégorie de ménages, les taux sont respectivement de 86,3% et 68,2%. Tandis que chez les non pauvres, ces taux sont estimés à 91,7% chez les hommes contre 76,6% chez les femmes. Selon le statut de pauvreté, il ressort que le taux d'alphabétisation est plus élevé chez les non pauvres que chez les pauvres soit respectivement 83,8% contre 76,6%.

Tableau 3.3.11 : Taux d'alphabétisation (%) des 15 ans et plus par strate suivant le statut de pauvreté et le sexe des individus

	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Ensemble
Pauvre						
Homme	94,4	93,4	87,5	79,5	76,9	86,3
Femme	84,2	79,2	66,6	56,8	51,7	68,2
Ensemble	88,9	86,0	76,8	67,1	63,3	76,6
Non pauvre						
Homme	96,9	97,4	93,2	87,7	79,2	91,7
Femme	90,3	87,5	76,9	72,1	52,8	76,6
Ensemble	93,5	92,4	84,5	79,3	64,8	83,8
Ensemble						
Homme	95,7	96,1	90,3	82,8	78,0	89,1
Femme	87,1	84,9	71,9	62,9	52,2	72,5
Ensemble	91,1	90,4	80,7	72,0	64,0	80,4

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

3.3.8 Disparités spatiales par rapport à l'éducation

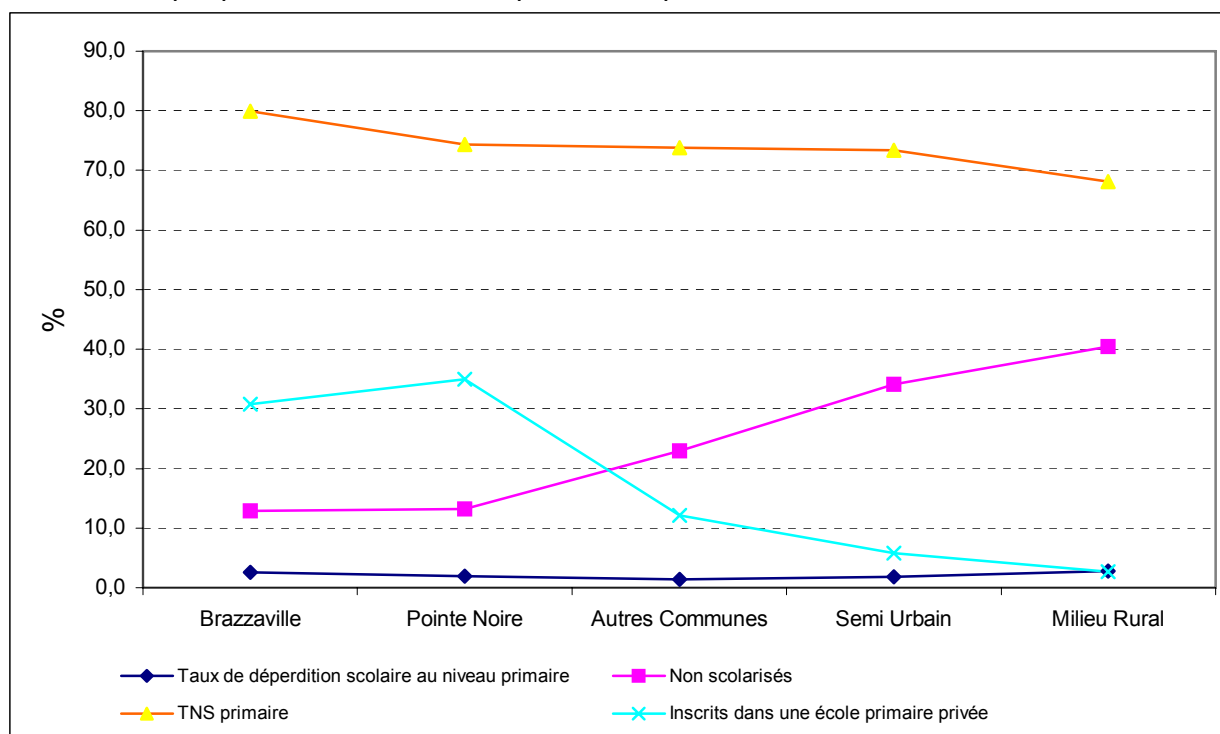
Le tableau synoptique ci-après a pour but de présenter les principaux résultats concernant la scolarisation et l'alphabétisation dans les différentes strates du pays. D'après le graphique 3.3.2, il n'y a pas de disparité spatiale significative par rapport aux taux nets de scolarisation. L'avantage comparatif des zones urbaines (Brazzaville, Pointe-Noire et autres communes) se remarque par le nombre élevé des élèves inscrits dans les établissements scolaires privés et des effectifs relativement faibles d'enfants non scolarisés.

Tableau 3.3.12 : Disparités spatiales par rapport à l'éducation

Strate	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres Communes	Semi Urbain	Milieu Rural	Ensemble
Taux d'abandon scolaire au primaire	2,6	2,0	1,3	1,8	2,8	2,4
Non scolarisés	12,9	13,2	23,0	34,1	40,4	3,2
Taux net de scolarisation primaire (TNS)	79,9	74,4	73,7	73,3	68,1	73,8
Taux d'alphabétisation	91,1	90,4	80,7	72,0	64,0	80,4
Inscrits dans une école primaire privée	30,8	35,0	12,1	5,8	2,7	18,8
<i>Motif de non scolarisation</i>						
Manque de moyen	21,5	21,1	40,5	35,4	23,5	32,8
Abandon de l'école pour travail	11,9	8,0	3,9	2,1	6,2	8,6
Inutile/sans intérêt pour l'école	13,3	23,9	13,0	12,4	19,6	13,7

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

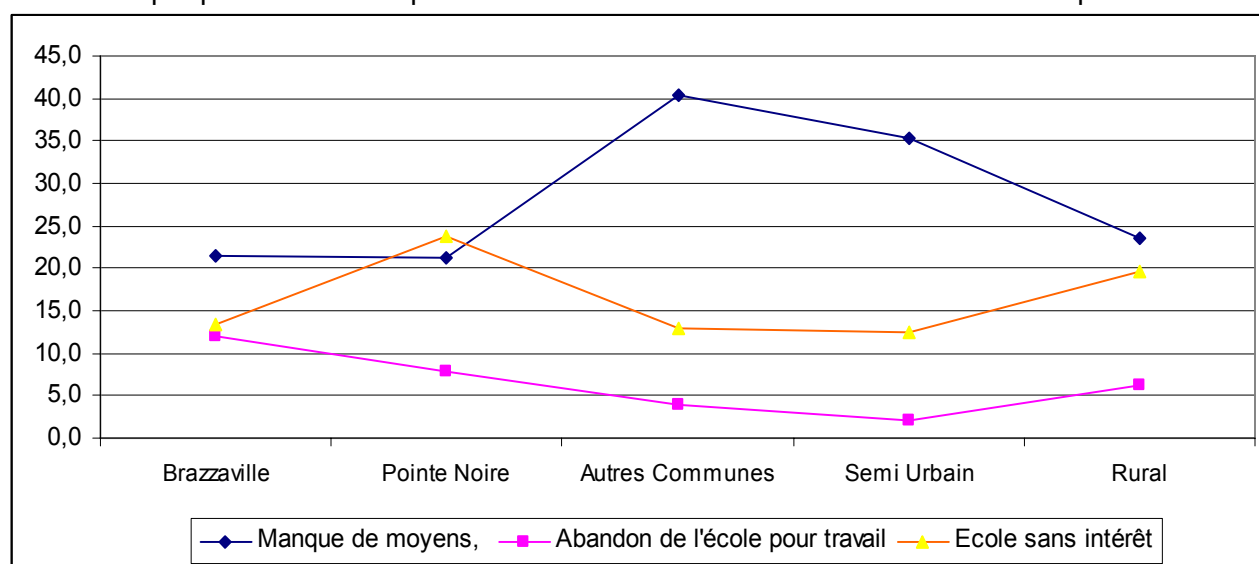
Graphique 3.3.2 : Caractéristiques de fréquentation et de l'abandon scolaires



Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Le manque de moyen financier ou le coût élevé de l'éducation est aussi un facteur discriminant de l'accès à l'école. Cette raison est principalement évoquée dans les zones en dehors des deux principales villes. Il en résulte la nécessité d'améliorer les conditions d'accès à l'éducation dans les villes départementales et en milieu rural.

Graphique 3.3.3 : Principaux motifs d'abandon scolaire au niveau d'études primaire



Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

3.4. Santé

Les principaux indicateurs qui vont servir à caractériser le bilan sanitaire tel que découlant de l'enquête sont les suivants :

- le taux de morbidité ;
- le taux de consultation ;
- l'utilisation du service médical en cas de maladie ;
- la raison de non utilisation de service de santé en cas de maladie;
- le pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans et ayant eu des naissances vivantes ;
- l'accessibilité physique et taux de satisfaction des services de santé ;
- les principaux motifs de non satisfaction des services de santé.

3.4.1 La morbidité

Le taux de morbidité se mesure par le rapport des personnes qui sont tombées malades/blessées au cours des quatre dernières semaines ayant précédé l'enquête sur la population totale. On constate ainsi qu'en moyenne au niveau national, environ deux personnes sur cinq (39,3%) sont tombées malades au cours de la période de référence. Parmi ces malades, 55,4% ont évoqué avoir souffert de la fièvre ou du paludisme.

Suivant le sexe, le taux de morbidité est plus élevé chez les femmes (41,9%) que chez les hommes (36,6%). Ce constat est validé dans toutes les strates du pays et quel que soit le statut de pauvreté du ménage. Ces taux doivent être relativisés car dans la pratique, il a été remarqué que les femmes aiment déclarer leur maladie plus que les hommes. Mieux encore, les femmes consultent facilement un personnel médical que les hommes.

Tableau 3.4.1 : Taux de morbidité selon la strate, le statut de pauvreté des ménages et le sexe des individus (%).

	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Ensemble
Pauvre						
Homme	32,8	30,6	30,6	33,0	44,2	36,9
Femme	38,9	34,5	37,0	38,5	50,1	42,5
Ensemble	36,0	32,5	33,8	35,9	47,2	39,8
Non pauvre						
Homme	33,5	30,6	36,1	42,4	44,5	36,3
Femme	35,4	36,8	43,3	49,8	48,9	41,2
Ensemble	34,5	33,7	39,9	46,4	46,8	38,9
Ensemble						
Homme	33,1	30,6	33,2	36,8	44,3	36,6
Femme	37,3	36,1	40,1	43,1	49,6	41,9
Ensemble	35,3	33,3	36,8	40,2	47,1	39,3

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

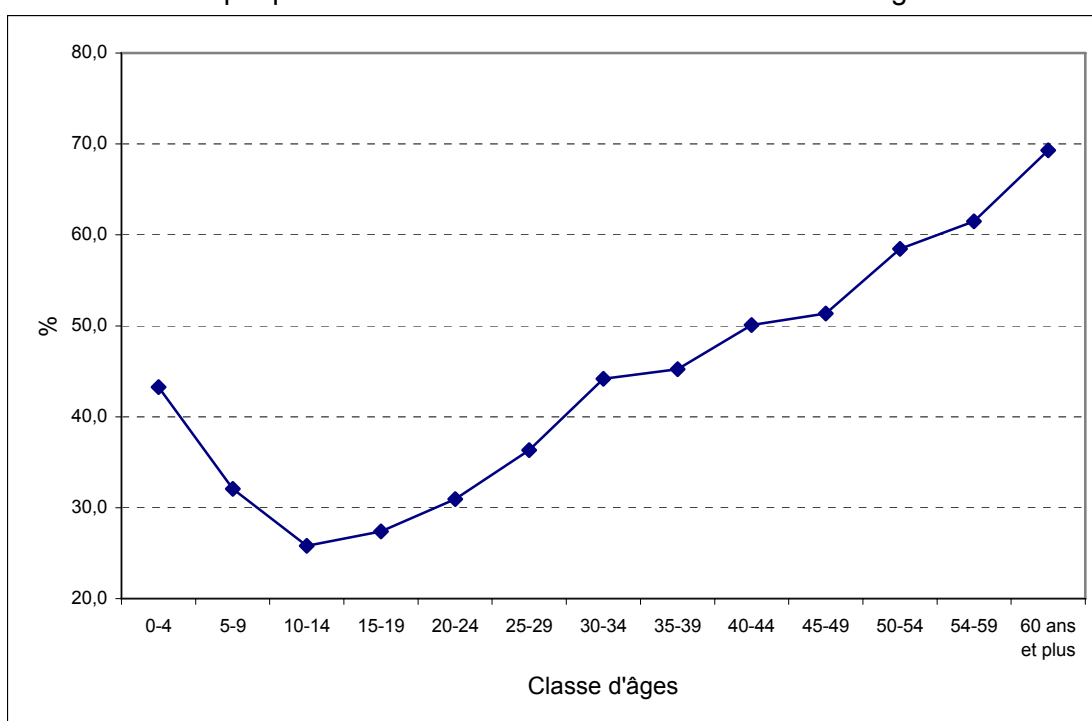
L'ampleur de la morbidité reste toute fois très marquée dans les milieux ruraux par rapport aux milieux urbains. En effet, en milieu urbain (Brazzaville, Pointe-Noire et Autres Communes), le taux de morbidité n'excède pas le seuil des 37%, tandis qu'en milieux semi urbain et rural, il franchit les 40% avec un niveau plafond de 49,6% chez les femmes du milieu rural. Toujours dans ce dernier milieu, la situation est particulièrement préoccupante puisqu'en moyenne dans les ménages pauvres, une femme sur deux a déclaré avoir été malade au cours des quatre dernières semaines ayant précédé l'enquête, contre un peu moins (47%) chez les femmes appartenant à des ménages non pauvres.

Globalement, la morbidité entre les ménages pauvres et les ménages non pauvres est plus nette dans les autres communes (respectivement 40% et 34%) et en milieu semi urbain (respectivement 46% et 36%).

Le taux de morbidité des enfants de moins de 5 ans n'est pas négligeable, soit 43,2%. Une amélioration de ce taux entraînerait à coup sûr la baisse de la mortalité infanto-juvénile, et par déduction un allongement de l'espérance de vie à la naissance des Congolais.

Après la période critique de 0-4 ans, on constate que les taux de morbidité baissent. Le creux de la vague est observé notamment dans le groupe d'âges de 10 à 14 ans. Les taux de morbidité augmentent progressivement à partir de 15 ans, mais toujours sans atteindre le plafond de 40% avant l'âge de 30 ans. A partir de 30 ans, les taux de morbidité dépassent le seuil de 40% et augmentent progressivement avec l'âge pour friser les 70% à partir de 60 ans et plus.

Graphique 3.4.1 : Taux de morbidité selon la classe d'âges



Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

3.4.2 La consultation médicale

Le taux de consultation traduit la proportion des personnes ayant consulté un personnel ou un service de santé sachant qu'elles sont tombées malades au cours de la période de référence. Au niveau national, ce taux est estimé à 65,5%. Mais il varie de façon sensible entre les strates urbaines et les strates rurales. En effet, en milieu urbain, cet indicateur oscille entre 60% à Pointe-Noire et 66% à Brazzaville. Dans les strates rurales, il est supérieur à 68%.

On ne constate pas de différence significative entre les hommes et les femmes par rapport à la consultation puisque l'écart maximum entre les deux sexes est de 5 points (Brazzaville). De même, le taux de consultation ne discrimine pas de façon nette les pauvres des non pauvres : en effet, il est établi à 63,3% dans les ménages pauvres contre 67,9% dans les ménages non pauvres. L'ampleur de la consultation, indépendamment du statut de pauvreté et de la strate, témoigne dans une certaine

mesure d'une facilité d'accès à ces services. Les ratios du nombre d'habitants par médecin traitant devront être améliorés dans des zones à fort taux de consultation.

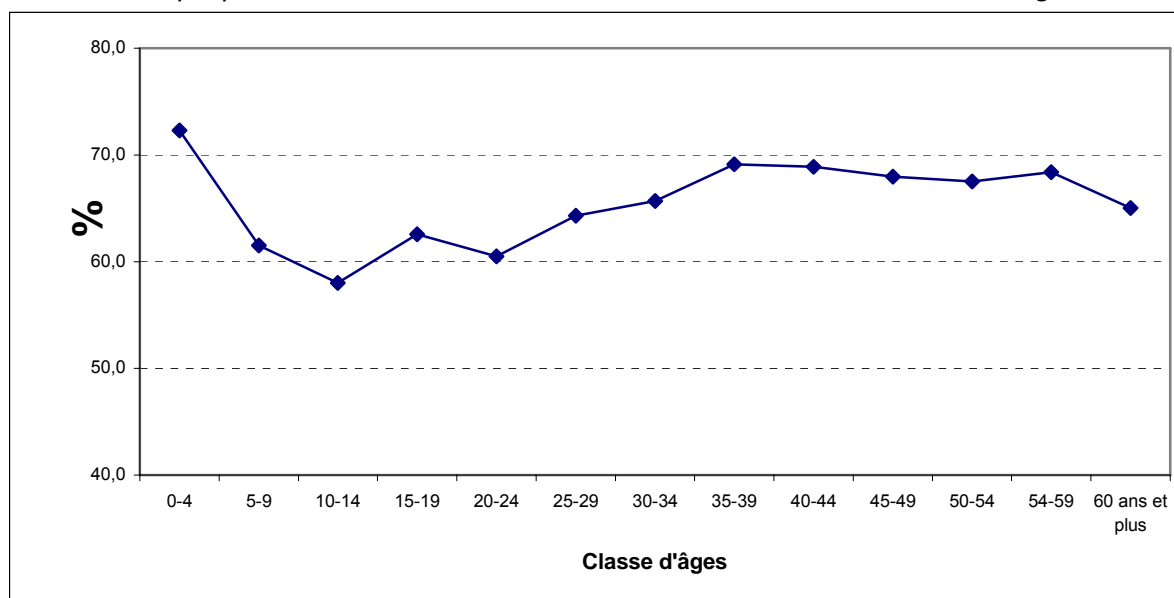
Tableau 3.4.2 : Taux de consultation en cas de maladie selon la strate, le statut de pauvreté des ménages et le sexe des individus (%)

	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Ensemble
Pauvre						
Homme	61,3	54,1	61,8	72,3	65,5	63,2
Femme	65,9	53,4	62,0	69,4	63,3	63,3
Ensemble	63,9	53,8	61,9	70,6	64,3	63,3
Non pauvre						
Homme	64,8	62,8	67,8	67,6	73,1	67,5
Femme	69,5	62,9	69,2	66,9	71,4	68,1
Ensemble	67,3	62,9	68,6	67,2	72,1	67,9
Ensemble						
Homme	63,0	60,0	64,9	70,1	68,7	65,3
Femme	67,5	60,0	65,9	68,2	66,8	65,7
Ensemble	65,5	60,0	65,4	69,0	67,6	65,5

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Le taux de consultation dans la classe d'âges 0-4 ans se situe autour de 72%. Ce taux traduit les efforts fournis par les mères pour le respect des consultations post natales. C'est un signe fort de réduction de la mortalité infanto juvénile. En outre, on note avec réconfort que le taux de consultation oscille quasiment entre 60 et 70% quelle que soit la tranche d'âges. Cela témoigne du bon rendement global de la politique sanitaire du pays. Cependant des efforts restent à faire pour rattraper les 35% de malades qui se traitent probablement en ayant recours à l'automédication.

Graphique 3.4.2 : Taux de consultation en cas de maladie selon la classe d'âge



Source : Enquête Congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

3.4.3 Service ou personnel médical consulté en cas de maladie

Les services de santé les plus sollicités par les malades⁸ sont les dispensaires et les hôpitaux publics (39,6%), les cabinets médicaux et les hôpitaux privés (28,3%). La médecine traditionnelle et la pharmacie sont consultées dans chaque cas, par moins de 10% de malades.

Alors qu'on pouvait s'attendre, à un coût prohibitif de consultation dans le secteur privé, on constate que 26,2% des ménages pauvres s'y rendent. Mais compte tenu du degré de paupérisation de la population, les pouvoirs publics devront faire un effort pour améliorer la qualité des services dans les formations sanitaires de l'Etat.

Il n'y a pas de différence significative de comportement des malades suivant les strates. Même en milieu rural, les consultations dans les formations sanitaires publiques sont plus fréquentes. A l'exception du milieu rural, dans les autres milieux, on constate que ce sont les malades pauvres qui ont plus recours aux guérisseurs traditionnels. Le taux d'utilisation le plus élevé s'observe dans les autres communes, soit 16,3%.

Tableau 3.4.3 : Service ou personnel médical consulté en cas de maladie selon la strate, le statut de pauvreté des ménages (%)

	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Ensemble
Pauvre						
Cabinet médical, hôpital privé	28,5	32,0	31,3	22,7	23,6	26,2
Dispensaire, hôpital public	39,0	36,5	30,8	49,3	35,6	37,6
Centre de santé intégré	5,4	7,2	4,7	1,0	3,2	4,1
Médecin, dentiste privé	2,4	1,0	3,7	0,2	2,4	2,1
Guérisseur traditionnel	5,6	10,2	16,3	11,1	12,0	10,1
Eglise	4,8	2,6	3,9	2,8	6,2	5,0
Pharmacie, pharmacien	13,1	9,8	7,6	12,6	11,2	11,5
Autre	1,2	0,7	1,7	0,2	5,8	3,3
Non pauvre						
Cabinet médical, hôpital privé	36,8	39,7	31,5	25,3	20,4	30,2
Dispensaire, hôpital public	44,1	38,2	40,5	44,2	42,1	41,6
Centre de santé intégrée	4,4	5,2	3,1	3,9	4,3	4,4
Médecin, dentiste privé	2,9	2,8	3,8	1,3	3,2	2,9
Guérisseur traditionnel	3,4	3,8	10,2	10,5	14,5	8,6
Eglise	2,7	1,1	2,5	2,3	2,8	2,3
Pharmacie, pharmacien	4,9	8,6	5,9	11,7	10,2	8,3
Autre	0,8	0,7	2,5	0,8	2,6	1,5
Ensemble						
Cabinet médical, hôpital privé	32,4	37,5	31,4	23,9	22,2	28,3
Dispensaire, hôpital public	41,4	37,7	36,2	47,0	38,5	39,6
Centre de santé intégrée	4,9	5,8	3,8	2,3	3,7	4,3
Médecin, dentiste privé	2,6	2,3	3,8	0,7	2,7	2,5
Guérisseur traditionnel	4,6	5,6	12,9	10,8	13,1	9,3
Eglise	3,8	1,5	3,1	2,5	4,7	3,6
Pharmacie, pharmacien	9,2	8,9	6,6	12,2	10,8	9,9
Autre	1,0	0,7	2,1	0,5	4,3	2,4

Source : Enquête Congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

⁸ La typologie des services de santé utilisée dans le cadre de l'enquête a retenu le regroupement suivant : Cabinet médical/hôpital privé, dispensaire/hôpital public, centre de santé intégré, médecin/dentiste privé, guérisseur traditionnel, église, pharmacie/pharmacien, autre. Il semble cependant que cette classification ne concorde plus avec la nouvelle classification retenue au niveau des services de santé. Cette nouvelle classification préconise les regroupements suivants : Poste de santé, centre de santé intégré, hôpital de référence, centre hospitalier universitaire.

Finalement, quel que soit le statut de pauvreté, l'on constate que les services publics de santé accueillent en général le gros lot des personnes tombées malades. Ce constat qui traduit certainement les difficultés que connaissent les populations pour accéder aux structures privées de santé, vient renforcer le rôle primordial attendu de l'Etat pour l'amélioration de l'offre des services sanitaires.

3.4.4 Raisons de non utilisation des services de santé en cas de maladie

Le taux de consultation des personnes tombées malades au cours des quatre dernières semaines ayant précédé l'enquête a été estimé à 65,5%. Cela signifie que le tiers de l'effectif des malades ne consulte aucun des services disponibles. La première raison avancée par ces malades est le coût élevé du traitement (55,9%). L'argument relatif au coût élevé du traitement est surtout avancé par 50,5% des malades réticents de Brazzaville. Ce taux croît progressivement pour atteindre 69,2% en milieu rural.

La seconde raison est que les malades n'ont pas trouvé nécessaire de se rendre à l'hôpital pour se faire soigner. C'est généralement en cas de persistance des maux que la consultation médicale devient une préoccupation pour le malade. En réalité, derrière cette réticence apparaît une préoccupation financière qui pourrait ne pas motiver le malade à se rendre dans une formation sanitaire.

Au total, l'accessibilité physique aux services de santé ne transparaît pas comme problématique contrairement à l'accessibilité financière. Par ailleurs, la modalité « pas nécessaire » figurant au titre des motifs de non consultation pourrait cacher un important problème d'automédication (41% dans le groupe des ménages non pauvres contre 26% dans celui des pauvres). L'une ou l'autre de ces raisons font ressortir des préoccupations essentielles de santé publique dont les autorités sanitaires doivent tenir compte pour améliorer l'accès aux services de santé et sensibiliser les populations sur les dangers de certaines pratiques dont l'automédication.

Tableau 3.4.4 : Raison de non utilisation de service de santé en cas de maladie selon la strate et le statut de pauvreté des ménages (%)

	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Ensemble
Pauvre						
Pas de nécessité	40,0	34,2	17,1	28,4	15,4	25,9
Trop cher	50,5	57,9	69,4	67,7	69,2	62,2
Trop éloigné	0,5	0,0	1,5	0,0	10,0	4,8
Autre	10,9	9,9	22,5	4,0	12,4	11,6
Non pauvre						
Pas de nécessité	48,4	46,4	33,6	44,0	31,1	41,3
Trop cher	42,3	45,3	51,2	52,3	55,6	48,5
Trop éloigné	1,0	0,0	0,9	2,9	11,6	4,0
Autre	9,7	9,0	19,1	2,0	10,2	9,6
Ensemble						
Pas de nécessité	43,6	42,0	25,1	36,1	21,1	33,0
Trop cher	46,9	49,9	60,6	60,1	64,3	55,9
Trop éloigné	0,7	0,0	1,2	1,5	10,6	4,5
Autre	10,4	9,3	20,9	3,0	11,6	10,7

Source : Enquête Congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

3.4.5 Naissances vivantes des femmes de 15-49 ans

Des questions relatives aux naissances vivantes au cours des 12 derniers mois ont été posées aux femmes de 15 à 49 ans. Les résultats montrent qu'en moyenne 13,3% de ces femmes ont eu une naissance vivante au cours des 12 derniers mois. Dans la tranche d'âges de 20-39 ans où les femmes sont les plus fécondes, 14% des femmes ont eu des naissances vivantes au cours des 12 derniers mois.

Les femmes de 15-49 ans des milieux urbains semblent globalement moins fécondes que celles des milieux ruraux. En effet, en milieu urbain, notamment à Brazzaville et Pointe-Noire, l'entrée dans la vie féconde est tardive et la fécondité baisse de façon perceptible avant 40 ans. Par contre dans les zones rurales, les femmes commencent à procréer très tôt (14% des femmes de 15-19 ans ont eu des naissances) et continuent à avoir des naissances après 40 ans (11% des femmes âgées de 40-44 ans continuent de procréer dans le milieu rural et dans le milieu semi urbain).

Tableau 3.4.5 : Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans et plus ayant eu des naissances vivantes au cours des 12 derniers mois selon la strate et la classe d'âge des mères (%)

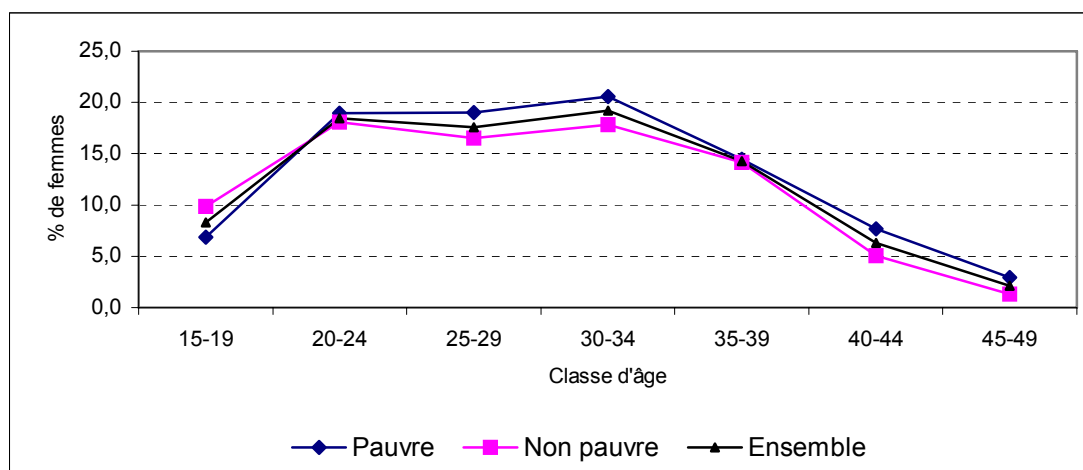
Classe d'ages	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Ensemble
15-19	4,3	5,9	9,4	9,6	13,7	8,3
20-24	16,0	14,1	21,3	20,3	24,4	18,5
25-29	15,2	10,8	18,2	21,0	27,7	17,6
30-34	16,3	15,2	21,4	21,7	23,8	19,2
35-39	12,8	17,1	10,5	16,2	13,9	14,3
40-44	2,0	3,4	3,6	10,6	11,4	6,3
45-49	0,0	1,9	3,1	0,9	4,1	2,1
Ensemble	10,7	10,4	14,0	15,0	17,9	13,3

Source : Enquête Congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Globalement, on ne constate pas un comportement significativement différent entre femmes appartenant à des ménages pauvres et celles issues de ménages non pauvres. Les proportions sont respectivement de 13,5% et 13,2%. De même, qu'elles proviennent des ménages pauvres ou non, les femmes sont plus fécondes dans les tranches d'âges de 20 à 39 ans avec un pic entre 30-34 ans.

Le graphique ci-dessous montre que les femmes de 15-49 ans résidant dans les ménages non pauvres ont une fécondité plus précoce que celles vivant dans les ménages pauvres. Mais à partir de 20 ans, la courbe de fécondité des pauvres reste légèrement au-dessus de celle des non pauvres.

Graphique 3.4.3 : Evolution par groupes d'âges de la proportion des femmes de 15-49 ans ayant eu des naissances vivantes au cours des 12 derniers mois



Source : Enquête Congolaise auprès des ménages (ECOM) , 2005

L'analyse effectuée montre bien que pauvreté et fécondité sont des phénomènes interdépendants. Sans présager de la nature de la causalité entre ces deux phénomènes, il est nécessaire d'envisager rapidement des activités de planification familiale, surtout dans les zones les plus pauvres et à forte fécondité que sont les autres communes, le milieu semi urbain et le milieu rural pour ne pas compromettre le développement durable du pays.

3.4.6 Accessibilité physique et taux de satisfaction par rapport aux services de santé

L'accessibilité physique aux infrastructures de santé a été mesurée par le temps mis à pieds par la population pour y accéder. D'une manière générale ce temps est évalué à 30 minutes (afin d'assurer la cohérence avec les résultats de l'enquête QUIBB 2005). Sur cette base, l'on conviendra que l'accès à ce service de base devient problématique lorsqu'une bonne proportion des ménages mettent au moins une heure pour y accéder.

On constate que 74,5% des ménages ont accès à un service de santé au bout de 30 minutes. Mais d'une strate à l'autre, ce chiffre cache des disparités parfois assez nettes. En effet, dans les zones urbaines, cet indicateur varie entre 84% (Brazzaville) et 93% (Autres communes) tandis que dans les zones rurales, il oscille entre 79% (Milieu semi urbain) et 53% (milieu rural).

Suivant le statut de pauvreté, l'on ne note pas de différence significative entre pauvres et non pauvres sauf dans les zones rurales (milieu rural et semi urbain) : en effet, on constate un écart net d'au moins dix points entre les taux d'accès aux services à l'avantage des non pauvres.

Malgré ces tendances globalement positives, le milieu rural reste défavorisé en matière d'infrastructures sanitaires. En effet, dans ce milieu, une importante proportion de malades met plus d'une heure pour atteindre une formation sanitaire (46% des individus issus de ménages pauvres contre 40% chez ceux provenant de ménages non pauvres).

Tableau 3.4.6 : Accessibilité physique et taux de satisfaction des services de santé selon la strate et le statut de pauvreté des ménages

	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Ensemble
Pauvre						
Moins de 15 mn	62,3	77,6	69,7	42,4	37,4	52,3
16 - 30 mn	21,8	13,8	20,7	28,6	10,8	16,8
31-60 mn	5,7	4,2	5,5	17,3	5,3	6,4
Plus d'une heure	10,2	4,4	4,1	11,6	46,4	24,6
Taux de satisfaction (%)	56,5	51,8	39,0	41,6	42,6	47,9
Non pauvre						
Moins de 15 mn	64,3	77,3	73,8	63,7	45,3	62,5
16 - 30 mn	19,5	13,7	20,4	23,8	12,7	15,9
31-60 mn	4,8	5,6	4,1	9,0	2,6	4,5
Plus d'une heure	11,4	3,5	1,7	3,5	39,5	17,1
Taux de satisfaction (%)	54,7	55,5	48,4	48,0	49,7	52,7
Ensemble						
Moins de 15 mn	63,4	77,4	72,1	52,0	41,4	58,2
16 - 30 mn	20,5	13,7	20,5	26,5	11,8	16,3
31-60 mn	5,2	5,2	4,7	13,6	3,9	5,3
Plus d'une heure	10,8	3,7	2,7	8,0	42,9	20,2
Taux de satisfaction (%)	55,6	54,4	43,9	44,3	45,6	50,3

Source : Enquête Congolaise auprès des ménages (ECOM) , 2005

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, même si une bonne proportion d'individus accède aux services de santé en 30 minutes, on constate que les taux de satisfaction par rapport à ce service de base demeurent assez moyens (à peine 50% au niveau national). Dans les milieux urbains, ces taux oscillent entre 44% et 56% tandis que dans les milieux ruraux, ils varient entre 44% et 46%. Dans l'ensemble, la proportion des populations issues de ménages non pauvres satisfaite par rapport à ces services est plus importante (53%) que celle identifiée dans les ménages pauvres (48%).

Ces différents constats justifient au besoin, l'importance que la population accorde à d'autres considérations liées à la qualité du service fourni. Pour accroître les taux d'utilisation des services de santé, il serait souhaitable d'envisager une amélioration globale de la qualité de ces services.

3.4.7 Principaux motifs de non satisfaction par rapport aux services de santé

Quatre principales raisons de non satisfaction sont évoquées par les malades par rapport aux prestations des services sanitaires. Il s'agit notamment de la longue attente, du coût élevé du traitement, de la remise en cause des traitements et du manque de médicament.

La longue attente

La demande des services de santé augmente avec l'accroissement de la population et une importante prévalence de la morbidité entraîne à coup sûr une longue attente des patients si une bonne organisation des services de santé n'est pas mise sur pieds surtout quand l'offre de ces services est insuffisante. Au Congo, un malade insatisfait sur quatre évoque ce fait. La préoccupation est plus grande à Brazzaville (32,2%) à et à Pointe-Noire (40,2%).

La longue attente, c'est surtout le souci des non pauvres, notamment à Brazzaville (38,4%), Pointe-Noire (43,4%) et en milieu semi urbain (33%). La forte demande dans les deux principales villes (Brazzaville et Pointe-Noire) est due au fait qu'elles abritent des hôpitaux de référence vers lesquels convergent pratiquement les malades des autres milieux du pays. En outre, les formations sanitaires

privées sont certainement débordées par l'effectif des malades qu'ils accueillent. Par contre, en milieu semi urbain, il se pose probablement un problème d'infrastructures insuffisantes ou inexistantes.

Tableau 3.4.7 : Principaux motifs de non satisfaction des services de santé selon la strate et le statut de pauvreté des ménages

Motifs d'insatisfaction	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Ensemble
Pauvre						
Mauvais accueil	18,7	27,6	12,9	16,7	10,5	14,2
Attente longue	25,1	32,5	20,0	14,4	13,6	17,9
Personnel non qualifié	0,8	11,5	11,1	2,9	5,6	5,3
Coût trop cher	41,2	40,2	38,7	52,0	36,8	39,3
Pas de médicaments disponibles	31,2	35,0	25,5	16,1	41,0	35,9
Traitement inefficace	16,0	42,5	39,9	32,3	31,6	30,2
Autres	3,8	5,2	11,5	0,3	6,0	5,3
Non pauvre						
Mauvais accueil	17,2	30,6	32,1	28,0	15,0	20,8
Attente longue	38,4	43,4	24,5	33,0	20,3	30,1
Personnel non qualifié	1,5	4,8	17,1	4,1	10,6	7,5
Coût trop cher	56,9	40,0	38,0	32,2	30,4	38,5
Pas de médicaments disponibles	22,2	28,7	22,3	26,4	40,6	32,1
Traitement inefficace	13,8	22,2	22,3	18,9	43,9	29,9
Autres	4,6	4,9	7,6	1,3	0,3	2,7
Ensemble						
Mauvais accueil	17,9	29,7	24,3	21,9	12,4	17,6
Attente longue	32,2	40,2	22,7	22,9	16,6	24,1
Personnel non qualifié	1,2	6,8	14,7	3,5	7,8	6,4
Coût trop cher	49,6	40,0	38,3	43,0	34,0	38,9
Pas de médicaments disponibles	26,4	30,6	23,6	20,8	40,8	34,0
Traitement inefficace	14,8	28,2	29,4	26,2	37,0	30,1
Autres	4,2	5,0	9,2	0,7	3,5	4,0

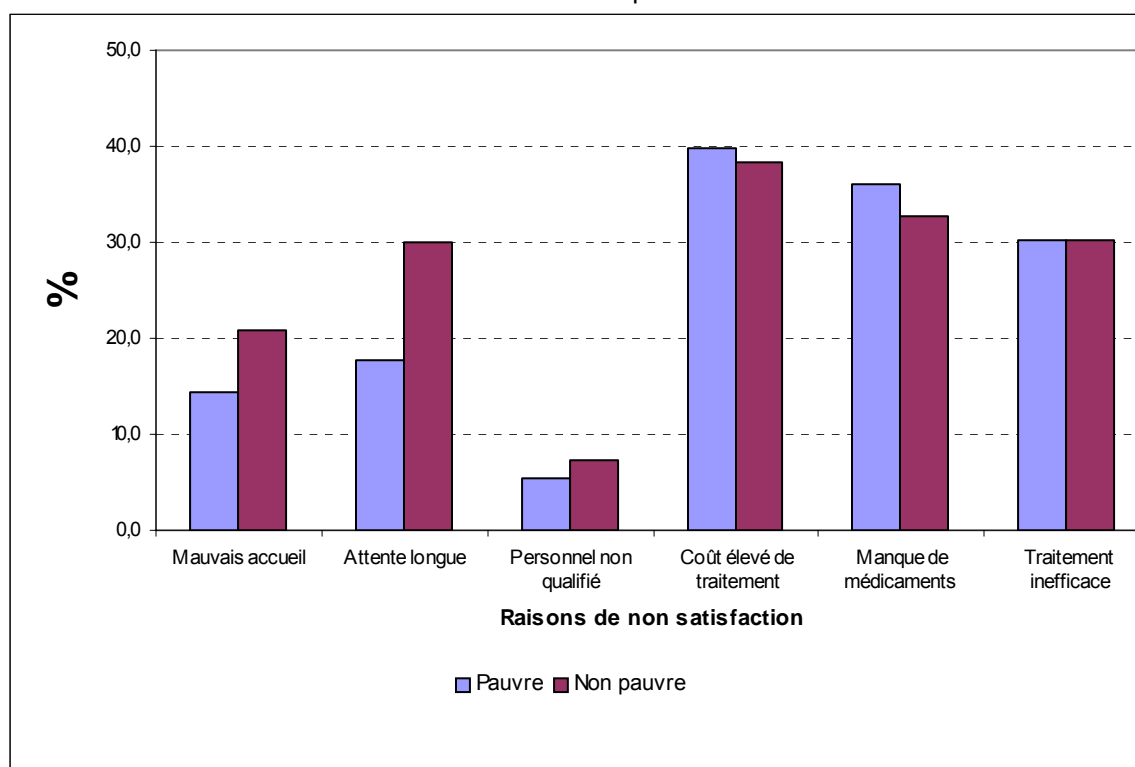
Source : Enquête Congolaise auprès des ménages (ECOM) , 2005

Le coût élevé du traitement

Cet argument est avancé par 38,9% des malades non satisfaits. C'est un problème dénoncé surtout à Brazzaville, à Pointe-Noire et en milieu semi urbain par plus de 40% de malades. Le paradoxe, c'est qu'à Brazzaville, les non pauvres sont dans une proportion plus élevée (56,9%) à se prononcer dans ce sens. Dans le milieu semi urbain, plus de 52% des pauvres s'en sont plaints. Bref le coût élevé du traitement est signalé sans distinction ni du statut de pauvreté, ni de la strate de résidence par les utilisateurs des services de santé.

Mais en même temps, il y a lieu de comprendre que les pauvres et les non pauvres ne souffrent pas nécessairement du même mal. Les pauvres qui ont plutôt l'habitude de consulter dans des formations sanitaires publiques se plaignent du coût de traitement dans ces structures de l'Etat. Par contre, les seconds sont généralement à la recherche d'une prestation de qualité et s'adressent souvent au secteur privé. A l'évidence, les services de ce secteur sont toujours plus chers que les services publics.

Graphique 3.4.4 : Raisons de non satisfaction des prestations de services sanitaires selon le statut de pauvreté



Source : Enquête Congolaise auprès des ménages (ECOM) , 2005

La remise en cause des traitements par les malades insatisfaits

Environ le tiers des malades insatisfaits dénoncent la qualité des soins. Mais en fait les proportions sont encore moindres dans les structures sanitaires modernes qu'elles soient publiques ou privées. Les résultats de l'enquête ont montré que 72,5% des malades ayant consulté un guérisseur traditionnel ont jugé inefficace le traitement. Tandis que 47,6% des malades qui se sont rendus dans des églises trouvent que le traitement n'est pas satisfaisant.

Au vu de ces résultats, des efforts restent à faire pour améliorer les traitements dans les formations sanitaires. Mais également, des campagnes de sensibilisation doivent se poursuivre en vue d'inviter les malades à se rendre plutôt dans des formations sanitaires que de croire à la guérison miraculeuse.

Le manque de médicaments dans les formations sanitaires

Depuis que les Etats africains se sont vus imposés des programmes d'ajustements structurels (PAS), les pouvoirs publics se désengagent progressivement des services sociaux de base. La bonne gestion des biens publics et la mise en œuvre des politiques macro économiques ont fini par affecter les populations, entraînant ainsi l'apparition de groupes vulnérables ou pauvres. En l'absence de mesure alternative, les populations seront désormais confrontées à de sérieuses difficultés dont l'une est le manque de médicaments dans les formations sanitaires publiques. Jadis l'approvisionnement des médicaments était subventionné par l'Etat.

D'après les résultats de l'enquête, plus 33% de Congolais dénoncent le manque de médicaments. Le problème est évoqué par 35,9% de pauvres et 40,8% des malades en milieu rural. On comprend aisément que c'est une situation que vivent difficilement les démunis dans la population congolaise.

En résumé, malgré l'accès physique assez satisfaisant aux services de santé, des raisons valables sont évoquées par 50% de la population insatisfaites des prestations de santé. Ces raisons se classent en deux grandes catégories à savoir la faiblesse des pouvoirs d'achat face à un coût élevé de prestations de services sanitaires et la nécessité d'améliorer les infrastructures et la qualité des services offerts pour faire face à une demande croissante.

CHAPITRE IV : CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DE LA POPULATION ET DES MENAGES

4.1 Emploi

Entre 1985 et 2005, la population congolaise a augmenté de 3,2% en moyenne par an. Le problème qui se pose est celui de savoir si l'emploi a suivi cette croissance démographique et qu'elle est la situation de l'emploi au Congo surtout que chaque année, plusieurs jeunes quittent le système scolaire pour chercher du travail. Cette partie traite de l'emploi et de ses principales caractéristiques en mettant en évidence la situation des pauvres et des groupes vulnérables.

4.1.1 Situation du marché de l'emploi

Plus de la moitié (56%) de la population active âgée de 15 ans et plus possède un emploi et le plus grand nombre de travailleurs vivent de l'agriculture (35,6%) ou du commerce (20,7%). La proportion de personnes qui travaillent dans l'industrie est relativement faible (16,3%). Chez les hommes, 57,5% travaillent contre 54,5% chez les femmes. Les populations ne s'insèrent pas dans le marché du travail avec la même facilité ; les réalités économiques du milieu de résidence semblant jouer un rôle déterminant.

Le milieu rural offre beaucoup plus de facilités d'accès à un emploi

Bien que bénéficiant d'un marché de l'emploi assez diversifié, les travailleurs du milieu urbain ne sont pas nombreux. En effet, 2 actifs sur 5 possèdent un emploi contre trois sur quatre en milieu rural. C'est le cas de Brazzaville où seulement 36,3% de la population ont un emploi et de Pointe-Noire où cette proportion est de 43,2% ; dans les autres communes, seulement près de la moitié de la population en âge de travailler possède effectivement un emploi.

En milieu rural par contre, ce pourcentage est assez important (trois actifs sur quatre). Le milieu rural, où l'activité est essentiellement agricole, offre beaucoup plus de facilités d'accès à un emploi du fait de la disponibilité des terres fertiles et de la non exigence d'un capital physique et financier important pour l'entrée sur le marché de l'emploi.

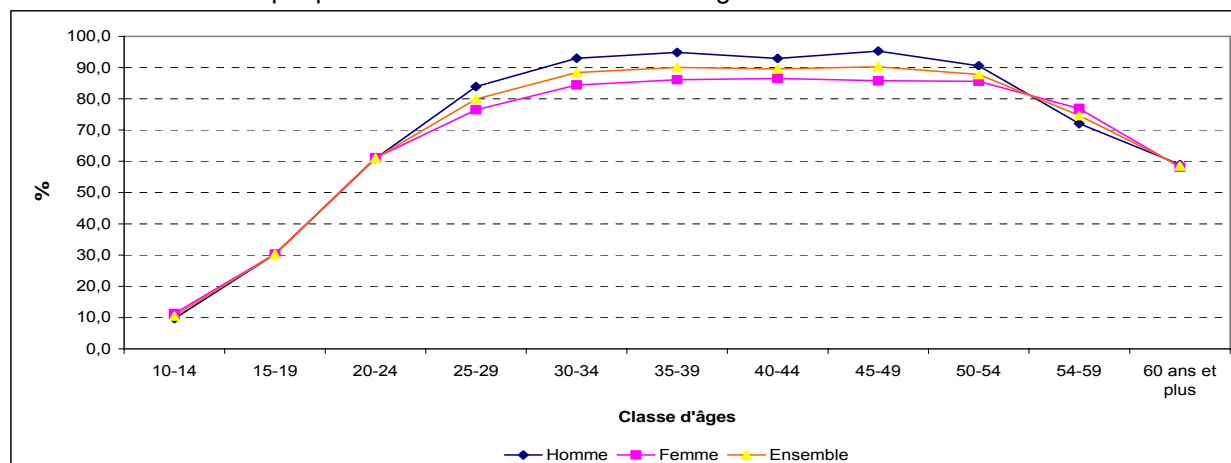
4.1.2 Taux d'activité

Le taux d'activité dans l'ensemble de la population âgée de 15 ans et plus est de 69,5% ; cependant, il est relativement élevé au niveau des chefs de ménages (86,8%). La participation au marché de l'emploi est plus importante en milieu rural qu'en milieu urbain (avec des taux d'activité estimés respectivement à 93,8% et à 81,4%) pour des raisons évoquées plus haut.

En comparant les strates, on constate que l'activité baisse en fonction du degré d'urbanisation de la région. En effet, les taux d'activité les plus élevés sont observés au niveau des strates rurales (83,0%) et des zones semi urbaines (71,2%). En ville, ces taux sont plus faibles (56,9% à Brazzaville, 67,8% à Pointe-Noire et 65,3% dans les autres communes urbaines).

Selon le genre, bien que la différence soit globalement faible, le taux d'activité en général est plus élevé chez les hommes (69,3%) que chez les femmes (68%). Cette différence est assez nette entre 25 et 54 ans comme l'illustre le graphique 4.1.1 ci-après, et moins perceptible dans la classe d'âges extrêmes (moins de 20 ans et plus de 55 ans).

Graphique 4.1.1 : Taux d'activité selon l'âge et le sexe des individus



Source : Enquête Congolaise auprès des ménages (ECOM) , 2005

4.1.3 Caractéristiques des emplois

4.1.3.1 Taux d'occupation

Pour l'ensemble du pays, 56% des personnes âgées de 15 ans et plus possèdent un emploi. Ce résultat d'ensemble peut cacher des disparités qui existent entre les groupes socio-économiques.

En milieu rural par exemple, trois actifs sur quatre sont employés contre deux sur cinq en milieu urbain. L'implication des jeunes dans les travaux agricoles en tant qu'aide familial ainsi que le dispositif d'aide à l'insertion des jeunes dans les campagnes, développé à travers différents programmes du Gouvernement et des ONG, tel que le cantonnement villageois, la distribution du matériel aratoire et la relance du métayage, expliquent en partie ce résultat.

Par contre l'offre d'emploi en milieu urbain se restreint depuis le gel des recrutements dans la fonction publique et du fait d'un secteur privé peu dynamique.

4.1.3.2 Secteurs d'activité

La hiérarchie entre les trois secteurs institutionnels (public, privé formel et privé informel) est assez nette. Dans les secteurs publics et privé formel sont regroupées les activités dites du secteur formel. Le secteur informel est constitué par les activités qui ne sont pas enregistrées dans un des registres de l'Etat et/ou qui ne tiennent pas une comptabilité écrite formelle.

Si le secteur informel est celui qui concentre le plus grand nombre d'actifs occupés (78%), il concentre aussi le plus important effectif de pauvres du pays (83%). A l'opposé dans le secteur formel, la proportion de pauvres est faible ; La proportion des actifs occupés pauvres dans le secteur public n'est que de 5,8% et de 10,8% d'actifs du secteur privé formel.

Le tableau 4.1.1 montre que le pourcentage des pauvres du secteur public décroît avec le degré d'urbanisation des localités. Ceci reflète la structure globale de la répartition des emplois par secteur d'activités. On peut affirmer que la pauvreté des actifs du secteur public est plutôt un phénomène urbain puisque ce secteur institutionnel est faiblement représenté dans les milieux ruraux. Par contre la pauvreté dans le secteur informel est un phénomène national. En milieu rural et semi urbain, plus de 90% des actifs pauvres travaillent dans le secteur informel ; cette proportion est de 81% dans les autres communes, 69% à Pointe-Noire et 66% à Brazzaville.

Tableau 4.1.1 : Structure par secteur institutionnel des actifs occupés de 15 ans et plus selon la strate et le statut de pauvreté

	Brazzaville		Pointe-Noire		Autres communes		Semi urbain		Milieu rural		Ensemble	
	Pauvre	Non pauvre	Pauvre	Non pauvre	Pauvre	Non pauvre	Pauvre	Non pauvre	Pauvre	Non pauvre	Pauvre	Non pauvre
Secteur public	16,3	30,3	5,1	11,3	10,3	22,1	4,8	11,2	1,0	3,0	5,8	12,5
Secteur privé formel	17,8	19,1	26,3	32,2	8,8	11,9	5,8	7,2	5,0	5,1	10,8	16,0
Secteur informel	66,0	50,6	68,6	56,5	81,0	66,0	89,4	81,6	94,1	91,9	83,4	71,5

Source : Enquête Congolaise auprès des ménages (ECOM) , 2005

4.1.3.3. Branche d'activité

D'après les résultats de l'enquête, une part non négligeable de la population active exerce dans l'agriculture (36,1%) ; les 3 autres secteurs se partagent chacun environ 20% de la population active occupée. Cependant la répartition de la population active pauvre par branche d'activité montre une proportion plus forte de pauvres dans l'agriculture (40%) et dans l'industrie, les mines et le BTP (25%) et une plus faible proportion de pauvres dans les secteurs du commerce et des services (18%).

La discrimination selon les régions économiques donne les résultats suivants :

- en milieu rural, les actifs pauvres sont identifiés essentiellement dans les activités du secteur agricole (55,9%), des BTP, des mines et de la transformation (33,0%). La même tendance s'observe dans le milieu semi urbain avec néanmoins une augmentation légère de la proportion de pauvres dans le secteur des activités de service.
- dans le milieu urbain autre que Brazzaville et Pointe-Noire, la prépondérance des pauvres agriculteurs est toujours constatée (47%) mais le phénomène touche moins les actifs des branches d'activité secondaire (15,3% des pauvres) et beaucoup, plus les actifs du secteur des branches d'activités des services (17,6% pour le commerce et 19,9% pour les services) ;
- dans les grandes villes, la pauvreté est plutôt concentrée dans les activités des services. La proportion des pauvres dans ces secteurs est de 71% à Pointe-Noire et 79% à Brazzaville.

Tableau 4.1.2 : Structure par branche d'activité de la population occupée suivant la classe d'âge et le statut de pauvreté

	Actifs de 10-14 ans			Actifs de 15 et plus			Ensemble		
	Pauvre	Non Pauvre	Ensemble	Pauvre	Non Pauvre	Ensemble	Pauvre	Non Pauvre	Ensemble
Agriculture	66,4	62,4	65,1	38,7	32,4	35,4	39,6	32,9	36,1
Industrie, Mines et BTP	19,1	10,6	16,2	25,1	16,6	20,6	24,9	16,5	20,5
Commerce	10,0	15,4	11,8	18,1	23,2	20,8	17,8	23,1	20,6
Services	4,5	11,6	6,9	18,1	27,8	23,2	17,6	27,5	22,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête Congolaise auprès des ménages (ECOM) , 2005

4.1.3.4. Catégorie socio-professionnelle

La répartition des actifs par catégorie socio-professionnelle (CSP) montre que les travailleurs pour propre compte demeurent dans l'ensemble le groupe le plus important sur le marché de l'emploi avec 70,1% des effectifs. Cependant la proportion des actifs pauvres de ce groupe est plus importante (75,2%). L'ampleur du phénomène dans ce groupe tient de sa composition puisque cette catégorie rassemble les agriculteurs qui du reste demeurent majoritaires mais pratiquent en général des cultures de subsistance et des actifs exerçant des petits métiers informels à l'instar des vendeurs des produits alimentaires ou des médicaments modernes, les prestataires des soins esthétiques ambulatoires (manucures, pédicures) ; etc.

Les employés viennent en seconde position (10,0%), suivis des cadres (7,9%). Les actifs de ces deux groupes sont pour la plupart, des fonctionnaires qui vivent en majorité dans les villes de Brazzaville et Pointe-Noire et dont le principal mode d'emploi est le salariat ;

Les patrons et employeurs représentent 1,2% des actifs occupés ; ils représentent à peu près la même proportion parmi les pauvres et les non pauvres.

Tableau 4.1.3 : Structure par CSP de la population occupée suivant la classe d'âges et le statut de pauvreté

	Actifs de 10-14 ans			Actifs de 15 et plus			Ensemble		
	Pauvre	Non Pauvre	Ensemble	Pauvre	Non Pauvre	Ensemble	Pauvre	Non Pauvre	Ensemble
Cadres	0,0	0,0	0,0	3,9	11,5	7,9	3,8	11,3	7,7
Employés	0,0	0,0	0,0	8,0	11,9	10,0	7,7	11,7	9,8
Manœuvres	0,0	3,6	1,2	4,1	3,5	3,8	3,9	3,5	3,7
Autres travailleurs dépendants	61,8	71,3	65,0	6,4	5,9	6,1	8,2	6,8	7,5
Patrons, employeurs	6,7	0,0	4,4	1,0	1,2	1,1	1,2	1,2	1,2
Travailleurs pour propre compte	31,6	25,0	29,4	76,7	66,1	71,1	75,2	65,5	70,1
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête Congolaise auprès des ménages (ECOM) , 2005

4.1.4 Sous-emploi

L'enquête définit le sous-emploi visible comme la situation d'un employé qui travaille involontairement moins de trente cinq heures par semaine. Les résultats montrent qu'un actif sur 15 est sous-employé. Le sous-emploi concerne surtout le milieu rural et le milieu semi urbain où cet indicateur est estimé à 22,2% et 26,7% respectivement.

Le sous-emploi est plus élevé au sein des actifs du secteur informel (22,4%) et moins pour ceux du secteur privé formel (15,4%) et du secteur public (7,6%). Selon le secteur d'activité, le sous-emploi est plus important dans le secteur agricole suivi des secteurs des services et de l'industrie, des mines et BTP et enfin du secteur du commerce.

L'analyse du sous-emploi selon le genre montre qu'il est plus important chez les femmes (11,4%) que chez les hommes (7,1%). L'aspect culturel contribue aussi au développement du sous-emploi car plus de la moitié des personnes qui ont travaillé moins de trente cinq heures par semaine estiment que le temps qu'elles consacrent à leurs activités professionnelles obéit bien aux horaires normaux admis dans leur société.

4.1.5 Travail des enfants

Sur 47 000 enfants qui travaillent, 85,1% résident en milieu rural et un peu plus de la moitié (52,7%) sont de sexe féminin. Ces enfants exercent ces activités à titre d'aide familial ou sous forme de travail

rémunéré. L'enquête ayant eu lieu pendant les grandes vacances scolaires, ces chiffres doivent être pris avec beaucoup de précaution car près de 70% des enfants interrogés vont à l'école. La participation des enfants au marché de l'emploi serait certainement moins importante si l'enquête s'était déroulée pendant la période scolaire.

En considérant le travail des enfants selon le niveau de pauvreté, l'on constate que plus de sept enfants sur dix sont pauvres. Parmi eux les filles sont plus nombreuses (55,4%) que les garçons (44,6%).

4.1.6 Chômage

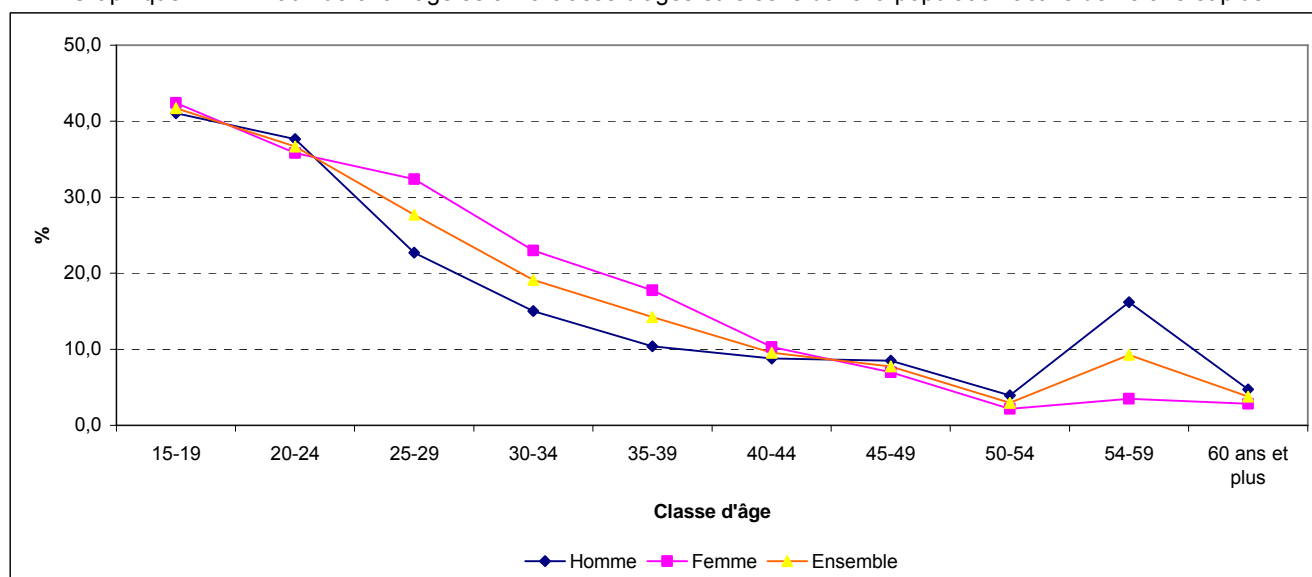
Le chômage touche une bonne partie de la population congolaise et sa maîtrise constitue une préoccupation majeure pour le gouvernement congolais dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

En effet, le taux de chômage se situe à 19,4% au niveau national. Ce taux qui est plus élevé à Brazzaville et à Pointe-Noire est estimé respectivement à 32,6% et 31,5%. Le niveau du chômage est faible dans les autres communes et dans le milieu semi urbain (respectivement 13,0% et 9,0%) et nettement moindre en milieu rural (5,8%).

Selon le genre, le chômage est plus important chez les femmes (20,6%) que chez les hommes (18,1%). Cette situation est valable dans toutes les strates. Elle peut être expliquée par le fait de l'apprentissage, qui concerne plus les hommes et le recrutement dans l'armée. Ces deux phénomènes préservent un tant soit peu les hommes du risque de chômage.

Lorsqu'on considère l'âge des chômeurs, l'on constate que le chômage sévit particulièrement dans le groupe des 15-19 ans (taux de chômage supérieur à 40%) alors que théoriquement ces adolescents devraient être dans un cursus scolaire. Le taux de chômage est largement supérieur à la moyenne nationale dans le groupe des moins de 30 ans (36,7% pour les 20-24 ans et 27,7% pour les 25-29 ans). Le graphique 4.1.4 montre que dans l'ensemble le chômage apparaît comme un phénomène de cycle de vie puisqu'il diminue progressivement lorsque l'âge augmente.

Graphique 4.1.2 : Taux de chômage selon la classe d'âge et le sexe dans la population active de 15 ans et plus



Source : Enquête Congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

4.1.7 Rapport de dépendance

Le rapport de dépendance permet de connaître le nombre moyen de personnes inactives qui sont à la charge d'un actif occupé.

Dans l'ensemble, un actif occupé a en moyenne deux personnes inactives à sa charge. Bien que les différences ne soient pas grandes entre pauvres et non pauvres, on peut cependant constater que cet indicateur est plus important dans les ménages pauvres que dans les ménages non pauvres (avec respectivement 2,0 personnes inactives à charge contre 1,8). Suivant le sexe, on constate que ce rapport est plus élevé chez les actifs de sexe masculin que chez ceux de sexe féminin (avec respectivement 2,1 et 1,9 personnes inactives à charge). A l'inverse, on relève que dans le groupe des non pauvres, les femmes prêtent beaucoup plus assistance aux sans emplois que les hommes (1,9% contre 1,6%).

Tableau 4.1.4 : Rapport de dépendance selon la strate, le statut de pauvreté des ménages et le sexe des individus actifs

	Ménages pauvres			Ménages non pauvres			Ensemble		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
Brazzaville	3,2	3,4	3,3	2,3	3,4	2,7	2,7	3,4	3,0
Pointe-Noire	2,9	2,5	2,7	1,8	2,8	2,2	2,1	2,7	2,4
Autres Communes	2,3	2,0	2,2	1,5	1,9	1,7	1,9	2,0	1,9
Semi Urbain	2,1	1,6	1,8	1,6	1,5	1,5	1,8	1,6	1,7
Milieu Rural	1,5	1,2	1,3	1,0	1,0	1,0	1,3	1,1	1,2
Ensemble	2,1	1,9	2,0	1,6	1,9	1,8	1,8	1,9	1,9

Source : Enquête Congolaise auprès des ménages (ECOM) , 2005

4.2. Niveau et structure des dépenses de consommation des ménages

Afin de rendre possible la comparaison du niveau de vie entre les différentes strates de l'enquête, les dépenses nominales ont été déflatées à l'aide des indices spatiaux de prix calculés et qui ont pour référence, les prix de Pointe-Noire. Les dépenses analysées dans cette section sont donc calculées en parité de pouvoir d'achat de Pointe-Noire.

4.2.1 Niveau des dépenses de consommation par équivalent adulte

Le niveau des dépenses de consommation est un indicateur fiable pour attribuer un statut de pauvreté à un ménage ou à un individu. En effet, les revenus des individus sont difficilement saisissables à l'aide des enquêtes auprès des ménages. Mais il existe une relation fonctionnelle forte entre le revenu et la consommation d'un individu au sens statistique du terme. Plus le niveau des dépenses de consommation du ménage est élevé, plus l'hypothèse que son revenu soit élevé est forte. En d'autres termes, la dépense de consommation du ménage est un bon *proxy* de son revenu et donne suffisamment d'informations sur son niveau de vie.

Tableau 4.2.1 : Dépenses moyennes annuelles par équivalent adulte en parité de pouvoir d'achat de Pointe-Noire
(en milliers de FCFA)

	Brazzaville		Pointe-Noire		Autres Communes		Semi Urbain		Milieu Rural		Ensemble	
	Pauvres	Non pauvres	Pauvres	Non pauvres	Pauvres	Non pauvres	Pauvres	Non pauvres	Pauvres	Non pauvres	Pauvres	Non pauvres
Alimentation et boisson non alcoolisée	76,4	286,2	105,6	303,3	103,1	295,5	87,4	399,0	110,6	285,6	96,7	298,4
Boisson alcoolisée et tabac	0,5	7,2	1,4	7,2	0,9	5,5	1,0	15,2	4,0	13,5	2,1	9,4
Habillement et chaussures	6,6	34,4	6,7	29,2	7,8	28,9	5,5	28,1	9,4	30,7	7,7	31,0
Logement, eau, électricité,	46,4	108,8	45,0	99,2	40,3	75,8	35,1	66,9	33,7	67,8	39,9	89,7
Meubles et équipements	4,2	27,1	5,6	23,5	6,5	20,3	4,8	22,5	9,6	26,6	6,7	25,2
Santé	8,8	26,0	9,2	25,4	7,7	19,6	6,1	18,0	7,3	18,9	8,0	22,9
Transport	12,4	58,8	13,1	59,0	6,0	26,6	5,1	19,0	6,3	20,2	9,1	43,7
Communication	5,3	29,5	4,3	28,2	3,2	19,5	1,6	16,7	1,2	8,4	3,1	21,7
Loisirs et culture	2,1	15,4	2,7	11,5	2,8	13,3	2,0	9,4	3,0	6,5	2,6	11,1
Enseignement	5,4	16,6	4,7	16,9	3,1	7,8	1,7	3,9	1,3	2,4	3,3	11,4
Hôtel et restaurant	4,1	20,5	9,9	40,6	3,8	24,6	1,5	13,4	2,7	12,6	4,2	24,6
Biens et services divers	8,2	29,5	8,0	31,2	7,9	21,6	5,2	17,4	7,5	19,1	7,6	26,0
Total	180,3	660,0	216,2	675,1	193,1	559,1	157,0	629,6	196,7	512,2	191,0	615,0

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

N.B : Dépenses de consommation des ménages, y compris cadeaux reçus en nature, autoconsommation et loyer imputé

Au Congo, un ménage dépense en moyenne 1 612 000 FCFA par an, soit 315 000 FCFA par personne ou 403 000 FCFA par équivalent adulte. Ce dernier rend mieux compte du niveau des dépenses du ménage compte tenu de la structure selon l'âge et le sexe des différentes personnes qui le composent.

Les moyennes nationales de ces différents indicateurs cachent des disparités assez nettes. Ainsi, on constate que la dépense moyenne du ménage non pauvre est plus de deux fois supérieure à celle du ménage pauvre. Le premier type de ménage consacre 482 000 FCFA par tête alors que le second ne débourse que 148 000 FCFA. Le rapport entre les dépenses de ces deux types de ménages est toujours supérieur à 3 lorsqu'on considère les dépenses par équivalent adulte. Les inégalités de revenus sont nettes entre les deux catégories de ménages. Tandis que 50% des ménages pauvres dépensent moins de 200 000 FCFA par équivalent adulte, on constate que pour les 50% de ménages non pauvres, la dépense moyenne par équivalent adulte est comprise entre 300 000 et 500 000 FCFA.

Par rapport aux fonctions de consommation, on note que dans l'ensemble, les ménages congolais affectent leur revenu principalement à quatre fonctions de consommation, à savoir l'alimentation, l'habillement, le logement et le transport. Ces mêmes postes de consommation pèsent aussi bien dans le budget des ménages pauvres que des ménages non pauvres. Cependant, l'écart est plus net entre les dépenses allouées par ces deux types de ménages pour satisfaire ces besoins.

Pour les dépenses d'alimentation par exemple, les pauvres ne consacrent que 97 000 FCFA par équivalent adulte par an, soit 266 FCFA par jour. Ce chiffre est trois fois inférieur au montant de 298 000 FCFA que dépensent les ménages non pauvres pour satisfaire le même besoin. Au niveau des dépenses non alimentaires d'habillement et de transport, on constate que les ménages non pauvres ont une dépense totale 4 fois plus importante que celle effectuée par les ménages pauvres.

Selon les strates, les écarts de dépenses d'alimentation entre les ménages pauvres et les ménages non pauvres sont importants à Brazzaville et en milieu semi urbain. Il en est de même des dépenses non alimentaires relatives à l'habillement, meubles et équipements, loisirs et cultures. Ces résultats

mettent donc en évidence que dans ces milieux, l'écart de niveau de vie moyen entre les pauvres et non pauvres est assez net.

4.2.2. Structure des dépenses totales de consommation

Trois fonctions de consommation absorbent plus de 70% du budget total d'un ménage congolais. Il s'agit de l'alimentation (49%), du logement, eau et électricité (16,1%) et du transport (6,6%). Le profil de la distribution des fonctions de consommation varie toutefois suivant le statut de pauvreté et la strate. Les ménages pauvres consacrent en moyenne 70% de leurs dépenses totales à l'alimentation et au logement contre 63% pour les ménages non pauvres.

Les ménages résidant dans les autres communes, dans la strate semi urbaine et en milieu rural consacrent une part budgétaire plus importante à l'alimentation avec plus de 50% des dépenses totales. En outre, dans toutes les strates, la part budgétaire allouée aux dépenses de logement, eau et électricité est à chaque fois plus élevée chez les ménages pauvres. A l'inverse, ce sont les ménages non pauvres qui disposent d'une part budgétaire plus élevée pour les dépenses de transport.

Tableau 4.2.2 : Structure (%) des dépenses totales de consommation par équivalent adulte par strate suivant le statut de pauvreté du chef de ménage

	Brazzaville		Pointe-Noire		Autres Communes		Semi Urbain		Milieu Rural		Ensemble	
	Pauvres	Non pauvres	Pauvres	Non pauvres	Pauvres	Non pauvres	Pauvres	Non pauvres	Pauvres	Non pauvres	Pauvres	Non pauvres
Alimentation et boisson non alcoolisée	42,4	43,4	48,8	44,9	53,4	52,9	55,7	63,4	56,2	55,7	50,6	48,5
Boisson alcoolisée et tabac	0,3	1,1	0,6	1,1	0,4	1,0	0,7	2,4	2,0	2,6	1,1	1,5
Habillement et chaussures	3,6	5,2	3,1	4,3	4,1	5,2	3,5	4,5	4,8	6,0	4,0	5,0
Logement, eau et électricité	25,7	16,5	20,8	14,7	20,9	13,6	22,3	10,6	17,1	13,2	20,9	14,6
Meubles et équipements	2,3	4,1	2,6	3,5	3,3	3,6	3,0	3,6	4,9	5,2	3,5	4,1
Santé	4,9	3,9	4,3	3,8	4,0	3,5	3,9	2,9	3,7	3,7	4,2	3,7
Transport	6,9	8,9	6,1	8,7	3,1	4,8	3,2	3,0	3,2	3,9	4,8	7,1
Communication	2,9	4,5	2,0	4,2	1,7	3,5	1,0	2,6	0,6	1,6	1,6	3,5
Loisirs et culture	1,2	2,3	1,3	1,7	1,5	2,4	1,2	1,5	1,5	1,3	1,4	1,8
Enseignement	3,0	2,5	2,2	2,5	1,6	1,4	1,1	0,6	0,7	0,5	1,7	1,9
Hôtel et restaurant	2,3	3,1	4,6	6,0	2,0	4,4	1,0	2,1	1,4	2,5	2,2	4,0
Biens et services divers	4,5	4,5	3,7	4,6	4,1	3,9	3,3	2,8	3,8	3,7	4,0	4,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

NB : Dépenses de consommation des ménages, y compris cadeaux reçus en nature, autoconsommation et loyer imputé

En définitive, le budget des ménages pauvres est grevé par les coûts de l'alimentation et du logement. Les ménages non pauvres supportent en plus de ces coûts, les charges liées aux dépenses de transport. Ces résultats permettent d'indexer des axes possibles d'une politique sociale qui serait favorable aux pauvres et qui aurait pour objectif d'accroître l'accessibilité au logement, de contribuer à mieux maîtriser les prix des produits de première nécessité, d'améliorer et de vulgariser le développement des infrastructures de déplacement afin de réduire le coût des prestations de transport. Le dernier axe identifié mérite un intérêt particulier dans la mesure où l'absence d'infrastructures de transport et de déplacement contraint le gros des ménages pauvres à une situation d'enclavement dans leur milieu de résidence habituelle.

4.3. Caractéristiques des activités agricoles et non agricoles des ménages

4.3.1. Activités agricoles des ménages

- **Agriculture de production végétale**

Le tableau 4.3.1 ci-après montre que 40% des ménages congolais sont des ménages d'exploitants agricoles dont 21% plus de la moitié est pauvres. L'agriculture se pratique au Congo principalement en milieu rural et 67% des ménages exploitants agricoles résident en milieu rural ou en milieu semi urbain (5 des 40% de ménages d'exploitants agricoles résident en milieu Semi urbain). A peine 8% de l'ensemble des ménages congolais résidant dans les milieux urbains exercent des activités agricoles (Agriculture, pisciculture, pêche, exploitation forestière, élevage).

Le revenu moyen mensuel procuré par exploitation agricole est de 26 400 FCFA au niveau global avec des différences selon le statut de pauvreté et la strate. Ce revenu moyen est de 19 700 FCFA pour les exploitations agricoles appartenant aux ménages pauvres et de 34 100 FCFA pour celles des non pauvres.

Parmi les ménages pauvres exploitants agricoles, la différence de revenu va du simple au double entre les exploitants agricoles du milieu rural pur (18 800 FCFA) et ceux de Brazzaville (35 600 FCFA). L'écart de revenu pour les exploitants agricoles non pauvres va du simple au triple entre le milieu rural (32 600 FCFA) et Brazzaville (113 700 FCFA). Ces résultats pourraient s'expliquer par la faible monétarisation des activités agricoles dans les milieux ruraux par rapport à Brazzaville.

- **Pisciculture**

Seulement 1,5% des ménages pratiquent la pisciculture au Congo. Ces ménages vivent en majorité en milieu rural dont une moitié est pauvre. Le revenu annuel procuré par exploitant piscicole est de plus de 4 fois celui des exploitants agricoles.

- **Pêche**

Seulement 4,2% des ménages pratiquent la pêche au Congo. Ils sont localisés en majorité en milieu rural et Semi urbain et une bonne moitié provient des ménages pauvres. Le revenu moyen procuré par pêcheur est de 40 900 FCFA par mois. Ce revenu est estimé à 49 200 FCFA pour les pêcheurs non pauvres et à 31 400 FCFA pour les pêcheurs pauvres.

Les revenus mensuels de la pêche sont assez importants pour les pêcheurs de Pointe-Noire (150 000 FCFA pour les non pauvres et 70 000 FCFA pour les pauvres).

La pêche procure des revenus très importants pour les pêcheurs non pauvres de Brazzaville (500 000 FCFA par mois) et des revenus très faibles pour les pêcheurs pauvres (14 600 FCFA par mois). Ceci dénote d'un type de pêche différent pratiqué par les deux catégories de pêcheurs.

- **Exploitation forestière**

Seulement 5,5% des ménages congolais pratiquent l'exploitation forestière, cette activité étant localisée en milieu rural. On note que la moitié de ces exploitants est issue des ménages pauvres. Le revenu annuel moyen procuré par exploitant forestier est de 28 400 FCFA.

Tableau 4.3.1 : Pourcentage des ménages d'exploitants agricoles et le revenu moyen des activités selon la nature de l'activité, le statut de pauvreté et la strate

	Agriculture		Pisciculture		Pêche		Exploitation forestière	
	%	Revenu mensuel moyen (x 1000 FCFA)	%	Revenu mensuel moyen (x 1000 FCFA)	%	Revenu mensuel moyen (x 1000 FCFA)	%	Revenu mensuel moyen (x 1000 FCFA)
Pauvre								
Brazzaville	1,5	35,6	0,1	26,5	0,2	14,6	0,1	13,5
Pointe-Noire	0,9	28,8	0,0	0,0	0,2	70,0	0,1	704,6
Autres communes	1,6	17,8	0,0	14,8	0,2	45,4	0,1	39,5
Semi urbain	2,8	16,1	0,1	21,9	0,3	42,9	0,2	73,5
Milieu rural	13,9	18,8	0,5	292,6	1,6	29,5	2,6	9,8
Ensemble	20,7	19,7	0,7	226,6	2,0	31,4	3,0	29,7
Non pauvre								
Brazzaville	0,9	113,7	0,0	0,0	0,2	500,0	0,1	0,0
Pointe-Noire	1,4	35,7	0,0	0,0	0,2	150,0	0,1	75,0
Autres communes	1,5	23,7	0,0	0,0	0,2	30,7	0,1	24,6
Semi urbain	2,0	21,8	0,0	0,0	0,4	13,9	0,2	18,3
Milieu rural	13,5	32,6	0,7	7,3	1,9	43,8	2,3	27,1
Ensemble	19,3	34,1	0,8	10,4	2,2	49,2	2,6	26,9
Ensemble	40,0	26,4	1,5	115,6	4,2	40,9	5,5	28,4

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

• Elevage

Dans l'ensemble, 36% des ménages congolais élèvent du bétail ou de la volaille. Par ordre d'importance, c'est l'élevage de volailles qui est le plus important avec 2 184 600 volailles élevées par 26,4% de ménages, suivi de l'élevage de moutons/chèvres avec 6% de ménages et 183 600 têtes. L'élevage de porcs vient en troisième position avec 111 000 têtes. Il est pratiqué par 2,6% des ménages congolais. L'élevage de lapins et de bœufs est très insignifiant avec respectivement 0,6% et 0,3% des ménages congolais qui se consacrent à cette activité.

Au total, le nombre moyen de bœufs élevés par les ménages pratiquant l'élevage de bovins est de 17 têtes mais les ménages pauvres en possèdent 2 fois moins que les ménages non pauvres, quelle que soit la strate (22 têtes/ménage contre 10 têtes/ménage au niveau national). La possession de gros bétail discrimine donc bien les ménages pauvres et les non pauvres.

L'effectif des petits ruminants (chèvres/moutons) possédés par les ménages ne varie pas significativement suivant le statut de pauvreté avec une légère supériorité pour les non pauvres (chaque ménage d'éleveurs possède en moyenne 7 têtes).

Les éleveurs de lapins possèdent en moyenne 10 têtes aussi bien dans le groupe des pauvres que dans celui des non pauvres. Néanmoins la taille des élevages est plus importante pour les ménages non pauvres de la strate « autres communes » et pour les ménages pauvres des strates « autres communes et Pointe-Noire ».

Les élevages de porcs comptent en moyenne 6 têtes mais ceux des ménages non pauvres de Pointe-Noire et de la strate semi urbaine en comptent beaucoup plus (13 têtes et 30 têtes respectivement).

L'élevage de volailles est plus populaire et plus égalitaire au Congo. En milieu rural, plus de 50% de ménages élèvent de la volaille et près du tiers des ménages du milieu Semi urbain. Les ménages pauvres possèdent en moyenne plus de têtes que les ménages non pauvres.

Tableau 4.3.2: Pourcentage des ménages éleveurs et taille moyenne des élevages selon le milieu et le statut de pauvreté des ménages (%).

	Bœuf		Chèvre/mouton		Cobaye/lapin		Porc		Volaille	
	% des ménages possédant	Nombre moyen par ménage possédant	% des ménages possédant	Nombre moyen par ménage possédant	% des ménages possédant	Nombre moyen par ménage possédant	% des ménages possédant	Nombre moyen par ménage possédant	% des ménages possédant	Nombre moyen par ménage possédant
Pauvre										
Brazzaville	0,0	0,0	0,6	6,7	0,0	0,0	0,2	2,0	4,6	12,9
Pointe-Noire	0,0	0,0	1,7	10,2	0,4	15,0	0,0	0,0	8,8	13,4
Autres communes	0,3	10,0	5,0	9,4	0,7	11,8	2,9	7,6	26,2	10,3
Semi urbain	0,2	8,0	3,7	9,6	0,7	6,8	2,1	6,7	31,3	10,0
Milieu rural	0,7	10,2	11,2	5,3	1,2	9,1	4,8	4,9	58,9	10,8
Ensemble	0,3	10,1	5,7	5,9	0,7	9,5	2,4	5,1	31,6	10,9
Non pauvre										
Brazzaville	0,2	16,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	4,0	3,0	17,0
Pointe-Noire	0,1	12,0	1,0	4,1	0,1	1,0	0,7	12,6	6,7	16,8
Autres communes	0,2	38,0	4,3	14,2	0,5	14,7	1,7	6,2	17,6	11,1
Semi urbain	0,6	9,3	11,0	13,3	1,1	5,2	2,1	29,2	36,5	12,9
Milieu rural	0,4	25,5	16,1	6,5	1,1	11,9	6,9	5,4	52,6	12,4
Ensemble	0,3	21,7	6,3	7,3	0,5	10,4	2,6	7,0	22,6	13,0
Ensemble	0,3	16,5	6,0	6,8	0,6	9,9	2,6	6,2	26,4	11,9
Effectifs (Nombre de têtes)	36 000		183 600		38 600		110 600		2 184 600	

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

4.3.2. Les activités des entreprises individuelles non agricoles des ménages

- Importance des entreprises non agricoles des ménages**

La création et la gestion, par des membres des ménages, d'entreprises individuelles constituent une stratégie adaptative des populations pour s'occuper et bien vivre. Au Congo, dans 53,7% des ménages, il existe au moins une entreprise individuelle non-agricole gérée par un des membres : 15% possèdent 2 entreprises individuelles et 5% en possèdent 3.

Suivant le statut de pauvreté, 58,2% des ménages pauvres possèdent des entreprises individuelles contre 50,4% des ménages non pauvres.

Par rapport aux strates, le milieu rural se caractérise par une forte proportion de ménages gérant au moins une entreprise non agricole (70% pour les ménages pauvres et 62% pour les ménages non pauvres). Environ 30% des ménages pauvres en milieu rural possèdent 2 entreprises non agricoles et 10% en possèdent 3.

Dans les strates urbaines en général, on note la faible proportion des ménages disposant d'entreprises individuelles non agricoles notamment à Brazzaville où 42% des ménages pauvres et 35% des ménages non pauvres gèrent des entreprises non agricoles. On peut noter la particularité de Pointe-Noire parmi les strates urbaines où 68% des ménages pauvres ont des entreprises individuelles avec 22% possédant 2 entreprises ou plus.

Des actions de promotion des micro-entreprises auront à coup sûr un impact certain dans l'augmentation des revenus des ménages en général et des ménages pauvres en particulier et contribueront à réduire la pauvreté au Congo.

Tableau 4.3.3 : Profil de la répartition des ménages selon le nombre d'entreprises non-agricoles Possédées, le statut de pauvreté et la strate

	Nombre moyen d'entreprises non agricoles dans les ménages				Ensemble
	0	1	2	3	
Pauvres					
Brazzaville	58,1	33,9	6,2	1,8	100,0
Pointe-Noire	32,4	43,8	17,9	5,8	100,0
Autres Communes	50,7	36,1	9,8	3,4	100,0
Semi Urbain	46,2	36,0	15,2	2,7	100,0
Milieu Rural	30,3	29,8	29,7	10,3	100,0
Ensemble	41,8	33,7	18,5	6,0	100,0
Non pauvres					
Brazzaville	65,9	28,1	4,5	1,5	100,0
Pointe-Noire	47,3	37,0	13,1	2,5	100,0
Autres Communes	52,8	36,5	8,8	1,9	100,0
Semi Urbain	41,3	39,8	16,3	2,7	100,0
Milieu Rural	38,1	35,0	17,9	9,0	100,0
Ensemble	49,6	34,0	12,1	4,3	100,0
Ensemble	46,3	33,9	14,8	5,0	100,0

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

- **Caractéristiques des entreprises non agricoles des ménages**

Au Congo, on compte 545 000 entreprises individuelles appartenant à 693 500 ménages soit une moyenne de 0,79 entreprise par ménage.

La répartition de ces entreprises par branche d'activité se présente comme suit : 54,1% dans le secteur secondaire (industrie, mines et BTP), 40,8% dans le commerce et 4,1% dans les services. Cette répartition change suivant le statut de pauvreté des ménages. On note qu'il y a plus d'entreprises dans le commerce et les services pour les ménages non pauvres (44,6% et 7,0% respectivement) et plus d'entreprises dans le secteur secondaire pour les ménages pauvres (60,4%).

Selon la strate, on note une prépondérance des entreprises commerciales dans les strates urbaines aussi bien dans le rang des ménages pauvres que dans celui des ménages non pauvres et une prépondérance des entreprises de transformation au niveau des ménages des strates rurale et semi urbaine.

Les entreprises non agricoles des ménages dans les branches de transformation se concentrent dans la fabrication de produits alimentaires et de boissons qui constitue l'activité principale de 83% des entreprises de ce secteur. Les autres activités qui concernent au plus 3% des entreprises sont les activités extractives, le travail du bois et les travaux de construction.

Dans le secteur du commerce, 95% des entreprises individuelles sont dans le commerce de détail. Dans celui des services, les activités sont plus diversifiées. On observe la prédominance des activités de services personnels et corporels (coiffure, etc.), transport (taxi, etc.), des hôtels et restaurants, des services de télécommunication (cabines téléphoniques, etc.) et des services immobiliers.

Tableau 4.3.4 : Structure par branche d'activités non agricoles des ménages selon le statut de pauvreté et la strate (%)

	Branche d'activité			Ensemble
	Industrie, mines et BTP	Commerce	Services	
Pauvres				
Brazzaville	17,0	77,9	5,1	100,0
Pointe-Noire	34,1	56,0	9,9	100,0
Autres Communes	52,7	40,3	7,0	100,0
Semi Urbain	77,5	19,5	3,0	100,0
Milieu Rural	78,7	20,9	0,4	100,0
Ensemble	60,4	36,6	3,0	100,0
Non pauvres				
Brazzaville	15,6	73,0	11,4	100,0
Pointe-Noire	28,6	61,0	10,4	100,0
Autres Communes	32,8	53,8	13,4	100,0
Semi Urbain	47,3	42,1	10,6	100,0
Milieu Rural	75,3	22,7	2,0	100,0
Ensemble	48,3	44,6	7,0	100,0
Ensemble	54,1	40,8	5,1	100,0

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

- **Revenus tirés des entreprises individuelles des ménages**

Le revenu mensuel moyen procuré par les entreprises individuelles des ménages est de 28 700 F CFA, le revenu médian de 15 000 F CFA. Autrement dit, la moitié des entreprises individuelles des ménages procure 15 000 F CFA au plus en moyenne par mois à leur promoteur.

Les entreprises gérées par des ménages non pauvres sont en général beaucoup plus rentables avec un revenu mensuel moyen de 32 700 F CFA, un revenu médian de 20 000 F CFA (ces chiffres sont estimés respectivement, pour les entreprises gérées par des ménages pauvres à 24 300 F CFA et 15 000 F CFA).

Selon la branche d'activité, les entreprises non agricoles des ménages sont les plus rentables dans le secteur des services avec un revenu moyen de 53 000 F CFA, suivi de la branche commerce avec 30 200 F CFA et enfin le secteur de la transformation, des mines et du BTP avec 25 200 F CFA. Cette hiérarchie de la rentabilité des activités des entreprises individuelles est respectée dans le groupe des ménages non pauvres. Dans le groupe des ménages pauvres, les activités sont les plus rentables dans les services, puis dans les activités minières, du BTP et des industries de transformation et dans les activités commerciales.

En considérant les strates, les entreprises individuelles résidant dans les strates urbaines sont en général plus rentables : d'abord celle de Pointe-Noire, suivies de celle de Brazzaville, des autres communes, du semi urbain et enfin du milieu rural. On peut noter que les entreprises individuelles des ménages pauvres de Pointe-Noire sont aussi performantes que celles des ménages non pauvres.

Tableau 4.3.5: Revenus mensuels moyen et médian par branche d'activité procurés par les entreprises individuelles des ménages selon le statut de pauvreté et la strate

	Branche d'activité						Ensemble	
	Industrie, mines et BTP		Commerce		Services			
	Revenu moyen	Revenu médian	Revenu moyen	Revenu médian	Revenu moyen	Revenu médian	Revenu moyen	Revenu médian
Pauvres								
Brazzaville	34,5	22,0	24,1	15,0	18,3	20,0	25,5	18,0
Pointe-Noire	36,8	30,0	28,3	25,0	40,4	20,0	32,4	30,0
Autres Communes	21,0	15,0	27,0	15,0	23,6	15,0	23,5	15,0
Semi Urbain	12,0	8,0	15,5	10,0	36,5	25,0	13,5	8,0
Milieu Rural	25,4	14,0	16,4	10,0	11,2	12,0	23,4	13,0
Ensemble	25,2	15,0	22,4	15,0	29,0	20,0	24,3	15,0
Non pauvres								
Brazzaville	34,6	20,0	34,1	20,0	47,1	32,0	35,6	25,0
Pointe-Noire	42,6	25,0	44,2	25,0	83,6	45,0	47,9	30,0
Autres Communes	26,5	20,0	32,8	20,0	50,6	30,0	33,1	20,0
Semi Urbain	19,2	10,0	34,0	15,0	38,0	30,0	27,5	15,0
Milieu Rural	20,2	15,0	24,8	15,0	45,7	15,0	21,8	15,0
Ensemble	25,1	15,0	36,0	20,0	62,0	39,0	32,7	20,0
Ensemble	25,2	15,0	30,2	20,0	53,0	30,0	28,7	15,0

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

4.4. Revenus des ménages

La structure des revenus des ménages diffère selon le niveau de vie et la zone de résidence. Les revenus moyens tirés des activités agricoles sont élevés, à Pointe-Noire pour les ménages pauvres (618 500 FCFA) et en milieu rural (688 100 FCFA) pour les non pauvres. Cependant, ceux tirés des activités individuelles non agricoles ne le sont qu'à Pointe-Noire, 546 500 F CFA pour les ménages pauvres et 765 600 F CFA pour les non pauvres.

Tableau 4.4.1 : Revenus annuels moyens des ménages tirés des activités agricoles et non agricoles selon la strate et le statut de pauvreté des ménages (milliers de FCFA)

	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres Communes	Semi Urbain	Milieu Rural	Ensemble
Pauvres						
Revenu annuel moyen des activités agricoles (agriculture, pêche, pisciculture, élevage et exploitation forestière)	194,1	618,5	335,2	353,3	580,3	469,5
Revenu annuel tiré des activités individuelles non agricoles	370,5	546,5	375,1	218,4	437,0	416,1
Non pauvres						
Revenu annuel moyen des activités agricoles (agriculture, pêche, pisciculture, élevage et exploitation forestière)	415,1	381,8	359,0	391,1	688,1	523,7
Revenu annuel tiré des activités individuelles non agricoles	519,1	765,6	500,9	449,9	392,7	538,6
Ensemble						
Revenu annuel moyen des activités agricoles (agriculture, pêche, pisciculture, élevage et exploitation forestière)	301,8	449,0	348,3	370,2	633,9	498,5
Revenu annuel tiré des activités individuelles non agricoles	444,8	703,6	447,4	327,4	415,8	482,4

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Dans l'ensemble, les ménages pauvres tirent plus profit des activités agricoles (469 500 F CFA) que des activités individuelles non agricoles. Par contre, les ménages non pauvres tirent en moyenne 538 600 F CFA des activités individuelles non agricoles contre 523 700 F CFA des activités agricoles. Cette prédominance est constatée en milieu rural où les ménages gagnent en moyenne 633 900 F CFA des activités agricoles contrairement à Pointe-Noire où ils gagnent 703 600 F CFA pour les activités individuelles non agricoles.

En général, on note une faible valorisation des activités agricoles (agriculture de production végétale, pisciculture, pêche, exploitation forestière, élevage) et non agricoles par les ménages. De même, on constate une faible proportion de ménages qui se consacrent à ces activités de subsistance compte tenu des niveaux de revenus relativement faibles qu'elles génèrent.

Au contraire, on constate une proportion plus importante des ménages (54%) qui possèdent au moins une entreprise individuelle non agricole. Dans les ménages pauvres, cette proportion est estimée à 58% contre 50% dans les ménages non pauvres. On serait finalement tenté de penser que le développement de ces activités surtout dans le milieu rural répond en réalité à une stratégie de survie des ménages sur laquelle il serait possible de fonder une politique de lutte contre la pauvreté.

CHAPITRE V : ACCES AUX AUTRES SERVICES SOCIAUX DE BASE ET CADRE DE VIE DES MENAGES

Il est de plus en plus admis que, pour que la croissance économique soit durable et équitable, il faut que les pauvres y prennent une part active. Il faut donc qu'ils aient accès non seulement aux moyens de production nécessaires (la terre, l'eau, le crédit, les marchés, etc.) et à des emplois productifs, mais surtout aux services sociaux essentiels, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation pour éviter leur marginalisation.

L'accès aux autres services sociaux de base est également nécessaire pour atténuer les charges financières que supportent des ménages déjà pauvres ou qui connaissent des situations d'existence difficiles et améliorer ainsi leurs conditions de vie. Il s'agit notamment de favoriser leur accès à une source d'eau potable, à un marché de produits alimentaires et à des moyens de transport public. Dans le contexte congolais, le développement des moyens de transport public est une préoccupation essentielle à prendre en compte afin d'atténuer l'enclavement d'une bonne fraction de la population.

De même, il importe de faire le point sur le cadre de vie des ménages parallèlement aux efforts qu'entreprennent les pouvoirs publics. Dans quelle mesure les actions combinées des ménages et des pouvoirs publics contribuent-elle à l'amélioration des conditions de vie des ménages, tel est l'objectif auquel cette section tentera d'atteindre.

5.1 Accessibilité aux autres services sociaux de base

Pour rester en accord avec les choix retenus dans l'analyse des données de l'enquête QUIBB, il convient d'examiner les questions de l'accessibilité aux autres services sociaux par rapport à une durée de référence de 30 minutes. L'accès à une infrastructure de base donnée sera jugé problématique dès lors qu'une proportion non négligeable de ménages y a accès après plus d'une heure de marche.

- **Accès à une source d'eau potable**

Les principales sources d'eau potable sont constituées par l'eau courante fournie par, l'abonnement aux prestations directes de la SNDE dans le ménage et la possibilité qu'a le ménage de s'approvisionner en cette même eau ailleurs, ainsi qu'à d'autres sources d'eau potable (borne fontaine, robinet public, pompe villageoise, citerne et puits protégé).

Les données de l'enquête révèlent que si 95,4% des ménages ont accès à une source d'eau pour boire à moins de 30 mn (93,4% chez les pauvres, 96,8% chez les non pauvres), seulement 68,5% des ménages congolais ont accès à une eau potable (59% chez les pauvres et 75,5% chez les non pauvres). Cependant, dans les milieux urbains, les ménages sont fréquemment confrontés à des ruptures en eau potable.

La situation des pauvres dans le milieu semi urbain mérite tout de même d'être examinée d'autant qu'environ 10% des ménages mettent au moins une heure pour accéder à une source d'eau potable. Dans les zones plus urbanisées, à peine 1% des ménages se rend à une source d'eau potable en plus d'une heure.

- **Accès au marché de produits alimentaires**

Le marché de produits alimentaires est un service social de base dans lequel on constate que 74% des ménages y ont accès en moins de 30 minutes. Selon le statut de pauvreté, la proportion de ménages non pauvres qui a accès à ce service est nettement plus importante (78%) que celle des ménages pauvres (68%).

Du fait de la proportion relativement importante des ménages qui ont accès à ces infrastructures en plus d'une heure, des préoccupations méritent d'être relevées. En effet, 23% des ménages accèdent à un marché de produits alimentaires en plus d'une heure (28% dans le groupe des ménages pauvres contre 19% dans celui des ménages non pauvres).

Tableau 5.1.1 : Accessibilité aux autres services sociaux de base par strate suivant le statut de pauvreté

	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Ensemble
1. Accès à l'eau						
1.1 Accès à la source d'eau pour boire						
Pauvres						
<=15 mn	91,1	97,4	92,8	64,6	72,8	81,9
16 – 30 mn	6,8	2,2	5,8	21,0	16,4	11,5
31 – 60 mn	1,0	0,0	1,1	4,6	3,6	2,3
>= 60 mn	1,1	0,4	0,3	9,8	7,2	4,3
Non pauvres						
<= 15 mn	95,1	97,0	92,2	84,6	81,3	90,5
16 – 30 mn	3,3	2,5	6,4	10,6	11,6	6,3
31 – 60 mn	0,8	0,0	1,0	2,1	1,2	0,8
>= 60 mn	0,8	0,5	0,4	2,7	5,9	2,4
Ensemble						
<=15 mn	93,3	97,1	92,8	73,6	77,1	86,9
16 – 30 mn	4,9	2,4	5,8	16,3	14,0	8,5
31 – 60 mn	0,9	0,0	1,1	1,1	2,4	1,4
>= 60 mn	1,0	0,5	0,3	6,6	6,5	3,2
1.2 Accès à l'eau potable						
Pauvres	93,8	98,6	90,3	41,7	21,5	59,0
Non pauvres	97,8	98,2	89,7	65,7	34,6	75,5
Ensemble	96,0	98,3	89,9	52,5	28,1	68,5
2. Accès au marché de produits alimentaires						
Pauvres						
<=15 mn	74,9	63,6	64,3	55,2	24,8	50,0
16 – 30 mn	21,4	28,3	24,1	29,0	8,1	17,5
31 – 60 mn	1,8	4,5	8,2	7,5	4,9	4,3
>= 60 mn	1,9	3,6	3,4	8,3	62,2	28,2
Non pauvres						
<= 15 mn	75,5	70,3	68,2	72,6	37,6	61,3
16 – 30 mn	19,7	22,6	23,5	21,4	6,0	16,5
31 – 60 mn	3,2	3,6	6,3	3,3	3,1	3,5
>= 60 mn	1,6	3,5	2,0	2,7	53,3	18,7
Ensemble						
<= 15 mn	75,2	68,7	66,6	63,0	31,3	56,6
16 – 30 mn	20,4	23,9	23,8	25,6	7,1	16,9
31 – 60 mn	2,1	3,9	7,1	5,6	3,9	3,8
>= 60 mn	1,8	3,5	2,6	5,8	57,7	22,7
3. Accès au moyen de transport public						
Pauvres						
<=15 mn	79,3	91,5	77,6	51,5	78,2	77,7
16 – 30 mn	16,2	7,0	19,4	28,7	3,9	11,2
31 – 60 mn	3,9	0,9	2,5	11,3	3,2	3,8
>= 60 mn	0,6	0,6	0,5	8,5	14,7	7,2
Non pauvres						
<= 15 mn	81,3	91,2	87,0	67,8	77,0	82,4
16 – 30 mn	16,5	6,8	9,9	23,9	4,7	9,9
31 – 60 mn	1,6	1,1	2,7	6,1	1,6	1,8
>= 60 mn	0,6	0,9	0,4	2,2	16,7	5,9
Ensemble						
<= 15 mn	80,4	91,3	83,1	58,9	77,6	80,4
16 – 30 mn	16,4	6,8	13,9	26,6	4,3	10,5
31 – 60 mn	2,6	1,0	2,6	8,9	2,4	2,6
>= 60 mn	0,6	0,9	0,4	5,6	15,7	6,5

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Suivant la strate, l'on se rend compte que la situation est très préoccupante dans le milieu rural où plus de 50% des ménages accèdent à cette infrastructure sociale en plus d'une heure (62% dans le groupe des ménages pauvres contre 53% chez les ménages non pauvres). Ainsi, aussi bien pour les ménages pauvres que pour les ménages non pauvres, cette situation qui est préoccupante pourrait être corrélée avec le faible niveau de développement des infrastructures de transport et de déplacement. Cette hypothèse semble plausible dans la mesure où l'ampleur du phénomène est très nette uniquement dans le milieu rural.

Mais il est également possible d'indexer à travers ce constat, soit un éloignement des marchés de produits alimentaires par rapport au lieu de résidence des ménages, soit l'inexistence sinon la rareté de cette infrastructure dans le milieu rural.

- **Accès au moyen de transport public**

L'accès au moyen de transport en commun n'apparaît pas problématique d'autant que 91% des ménages congolais y ont accès en moins de 30 minutes (89% dans le groupe des pauvres contre 92% dans celui des non pauvres). En outre, quel que soit le statut de pauvreté, moins de 10% des ménages y ont accès en plus d'une heure. La situation mérite toutefois un intérêt particulier dans le milieu rural où au moins 15% des ménages y ont accès en plus d'une heure.

Au total, par rapport aux autres services de base examinés, notamment l'accès au marché de produits alimentaires et au moyen de transport en commun, l'on se rend compte que globalement, la situation dans le milieu rural est quelque peu alarmante. L'ensemble des ménages qu'ils soient pauvres ou non s'y rend difficilement. Cette situation vient caractériser une disparité spatiale de l'accès à ces services de base au profit des milieux plus urbanisés.

5.2 Statut d'occupation du logement et cadre de vie des ménages

5.2.1 Accès à la propriété du logement

Les données de l'enquête révèlent en matière d'accès au logement que près de 59% de ménages sont propriétaires de leur logement et que l'écart suivant le sexe du chef de ménage est insignifiant.

Tenant compte du statut de pauvreté, il ressort que la proportion des ménages pauvres propriétaires de leur logement est nettement plus importante (65%) que celle des ménages non pauvres (54%). Ce résultat est assez courant dans les milieux ruraux où le plus souvent le phénomène de la location est assez marginal. En milieu urbain, ce constat n'est pas valable. Dans le cas du Congo la situation se présente comme suit par rapport à la proportion des ménages propriétaires du logement occupé : 75% dans le milieu rural, 59% dans le milieu semi urbain, 54% à Pointe-Noire, 47% dans les autres communes et 43% à Brazzaville.

Tableau 5.2.1 : Accès au logement et cadre de vie suivant le statut de pauvreté et le sexe du chef de ménage

	Pauvres			Non pauvres			Ensemble		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
% de ménages propriétaires du logement occupé	65,7	61,8	64,7	53,8	54,2	53,9	58,7	57,6	58,5
% des ménages ayant accès à de l'eau potable ¹	57,0	65,3	59,0	73,9	81,6	75,5	66,9	74,3	68,5
% des ménages ayant accès à l'électricité par abonnement ²	17,3	14,8	16,7	36,6	32,7	35,8	28,6	24,6	27,7
% des ménages occupant des logements avec des murs en matériaux durables ³	46,1	45,0	45,8	53,6	60,3	55,1	50,5	53,4	51,2
% des ménages occupant des logements dont le sol est en matériaux durables ⁴	47,0	46,9	47	66,1	64,3	65,7	58,2	56,5	57,8
% des ménages occupant des logements dont la toiture est en matériaux durables ⁵	79,4	86,1	81,0	86,0	88,1	86,4	83,3	87,2	84,1
% des ménages utilisant le bois de chauffe pour la cuisson des aliments	69,3	72,1	70,0	43,5	46,5	44,1	54,2	58,0	55,1
% des ménages ne disposant pas de toilette dans leur logement	11,6	11,1	11,5	4,6	7,2	5,2	7,5	8,9	7,8
% des ménages bénéficiant d'un service de ramassage organisé des ordures ⁶	12,0	14,7	12,7	22,5	26,8	23,5	18,2	21,4	18,9

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Nota : (1) : Eau courante SNDE à la maison, ailleurs, fontaine/robinet public, pompe villageoise/forage équipé de pompe manuelle, bache à eau/citerne, puits protégé.

(2) : Accès à l'électricité par abonnement direct à la SNE, Energie solaire/groupe électrogène (communautaire, privé).

(3) : Parpaing en ciment, briques en terre cuite, briques stabilisées.

(4) : Ciment, Carreau

(5) : Dalle en béton, ardoise/tuile, tôle.

(6) : Bacs/voirie publique, Voirie privée/ONG.

5.2.2 Qualité du cadre de vie des ménages

Du point de vue du confort de logement, à peine 28% des ménages congolais disposent de l'électricité (dont 27% par abonnement à la SNE). L'accès à l'électricité présente une nette discrimination entre les ménages pauvres et les non pauvres. Suivant la strate, l'on constate que la proportion des ménages ayant accès à l'électricité baisse de façon sensible quand l'on passe des milieux les plus urbanisés vers les milieux qui le sont moins. En effet, cet indicateur est estimé à 53% à Brazzaville, 37% à Pointe-Noire, 29% dans les autres communes, 9% dans le milieu semi urbain et 5% dans le milieu rural.

Ces résultats confirment que de gros efforts d'électrification des milieux autres que Brazzaville sont nécessaires. L'on peut donc affirmer qu'au Congo, l'accès à l'électricité demeure encore un service de luxe, et donc réservé à une certaine catégorie de ménages.

S'agissant des caractéristiques (qualité des murs, du sol, du toit) du logement occupé, l'on constate également que des milieux les plus urbanisés vers les milieux qui le sont moins, la qualité des principaux matériaux du logement occupé par les ménages baisse. Dans les milieux urbains, tout au plus 5% des ménages n'ont pas de wc dans le logement qu'ils habitent. Au contraire, dans le milieu rural, cette proportion est estimée à 18% contre 9% dans le milieu semi urbain. De même, cette variable permet d'identifier les ménages pauvres des ménages non pauvres. En effet, l'on constate que 89% des ménages pauvres en disposent, contre 95% chez les ménages non pauvres.

L'on note également que les ménages des milieux ruraux utilisent principalement le bois de chauffe (au moins 87%) comme principal combustible pour la cuisson des aliments. Dans les milieux les plus urbanisés, cette proportion n'excède pas le seuil des 26%.

La variable qui discrimine le plus les milieux c'est le ramassage des ordures ménagères. L'opposition est très nette entre les milieux les plus urbanisés et les autres milieux, attestant que ce service est principalement urbain.

Tableau 5.2.3 : Accès au logement et cadre de vie des ménages par strate suivant le statut de pauvreté

	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Ensemble
1. % de ménages propriétaires du logement occupé						
Pauvres	48,4	68,6	55,0	63,8	77,2	64,7
Non pauvres	39,4	49,4	41,1	53,9	73,0	53,9
Ensemble	43,4	53,9	46,9	59,4	75,1	58,5
2. % des ménages ayant accès à une source d'eau potable¹						
Pauvres	93,8	98,6	90,3	41,7	21,5	59,0
Non pauvres	97,8	98,2	89,7	65,7	34,6	75,5
Ensemble	96,0	98,3	89,9	52,5	28,1	68,5
3. % des ménages ayant accès à l'électricité par abonnement²						
Pauvres	38,9	15,4	16,3	4,6	3,4	16,7
Non pauvres	64,2	44,1	38,1	13,3	6,6	35,8
Ensemble	52,9	37,3	29,1	8,5	5,0	27,7
4. % des ménages occupant des logements avec des murs en matériaux durables³						
Pauvres	89,6	38,6	70,8	35,8	14,5	45,8
Non pauvres	94,2	50,4	73,8	53,5	21,7	55,1
Ensemble	92,1	47,6	72,6	43,8	18,2	51,2
5. % des ménages occupant des logements dont le sol est en matériaux durables⁴						
Pauvres	89,2	86,1	48,3	24,1	9,3	47,0
Non pauvres	94,2	94,3	71,7	39,6	18,2	65,7
Ensemble	92,0	92,4	62,0	31,1	13,8	57,8
6. % des ménages occupant des logements dont la toiture est en matériaux durables⁵						
Pauvres	99,6	100,0	98,8	88,7	57,8	81,0
Non pauvres	99,7	100,0	99,0	85,7	60,4	86,4
Ensemble	99,6	100,0	98,9	87,4	59,1	84,1
7. % des ménages utilisant le bois de chauffe pour la cuisson des aliments						
Pauvres	36,3	39,1	79,2	92,7	97,6	70,0
Non pauvres	17,4	14,1	50,2	80,8	87,6	44,1
Ensemble	25,9	20,0	62,2	87,3	92,5	55,1
8. % des ménages ne disposant pas de toilette dans leur logement						
Pauvres	1,2	0,9	5,9	11,4	22,9	11,5
Non pauvres	0,9	0,8	4,7	4,9	13,0	5,2
Ensemble	1,0	0,8	5,2	8,5	17,9	7,8
9. % des ménages bénéficiant d'un service de ramassage organisé des ordures⁶						
Pauvres	32,4	19,9	3,4	0,0	0,0	12,7
Non pauvres	47,9	33,3	7,1	0,2	0,0	23,5
Ensemble	40,9	30,1	5,6	0,1	0,0	18,9

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Nota : (1) : Eau courante SNDE à la maison, ailleurs, fontaine/robinet public, pompe villageoise/forage équipé de pompe manuelle, bêche à eau/citerne, puits protégé.

(2) : Accès à l'électricité par abonnement direct à la SNE, Energie solaire/groupe électrogène (communautaire, privé).

(3) : Parpaing en ciment, briques en terre cuite, briques stabilisées.

(4) : Ciment, Carreau.

(5) : Dalle en béton, ardoise/tuile, tôle.

(6) : Bacs/voirie publique, Voirie privée/ONG.

Finalement, la description statistique de l'accès aux autres services sociaux de base et du cadre de vie des ménages congolais montre une nette différence entre les milieux de résidence, au profit des milieux urbanisés. Il serait nécessaire que les autorités prennent des dispositions nécessaires afin de réduire les écarts entre ces milieux.

CHAPITRE VI : AVOIRS ET PATRIMOINE DES MENAGES

Ce chapitre a pour objectif d'examiner si dans leur vécu quotidien il est possible de constater que certaines acquisitions des ménages pourraient leur donner plus de chances de tirer profit des efforts initiés par des partenaires au développement et/ou l'Etat. C'est le cas notamment des avoirs qui servent de relais aux actions des politiques publiques en faveur des groupes les plus vulnérables. Il s'agit par exemple de l'accès : à l'information, à des moyens de communication et de façon générale à une série d'actifs nécessaires pour le confort du ménage (réfrigérateur, lit, matelas, fauteuil, etc.).

6.1 Biens durables possédés par les ménages

L'analyse par rapport aux biens durables possédés par les ménages permet d'identifier trois types de biens essentiels : les biens utiles pour relayer les informations transmises dans le cadre des campagnes nationales de sensibilisation ou des actions de développement, les biens indispensables pour le confort du ménage (appareils électroménagers et équipements meubles) et les moyens de déplacement. Dans cette section, il ne sera examiné en particulier que la possession des biens durables de communication et les moyens de déplacement.

Concernant les moyens de communication, on constate que 57% des ménages disposent d'un poste récepteur ou radio (63% dans le groupe des ménages non pauvres, contre 48% dans celui des ménages pauvres). On note toutefois que par rapport au sexe, les ménages gérés par des femmes possèdent moins souvent ce type de bien (poste de radio) que ceux dirigés par des hommes. Le taux de possession de ce bien est plus important dans les milieux urbains.

Tableau 6.1.1 : Biens durables possédés suivant le statut de pauvreté et le sexe du chef de ménage

	Pauvre			Non pauvre			Ensemble		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
1. Matériels de communication									
Poste téléviseur	15,2	7,7	13,4	33,5	19,1	30,4	25,9	13,9	23,2
Radio	54,8	25,9	47,8	69,5	38,7	62,9	63,4	33,0	56,5
Micro-ordinateur	0,2	0,2	0,2	1,5	0,9	1,3	0,9	0,6	0,9
Téléphone (fixe ou portable)	20,3	14,4	18,9	43,5	34,7	41,6	33,9	25,5	32,0
2. Appareils électroménagers									
Réfrigérateur	3,5	3,3	3,4	12,0	10,0	11,6	8,5	7,0	8,1
Fer à repasser	8,8	5,2	7,9	25,2	16,3	23,3	18,4	11,3	16,8
Machine à coudre	7,5	6,9	7,3	10,6	8,3	10,1	9,3	7,7	8,9
3. Equipements meubles									
Lit ou matelas	93,2	86,3	91,5	97,1	95,1	96,7	95,5	91,1	94,5
Fauteuil moderne	11,2	5,6	9,8	24,8	15,4	22,8	19,2	11,0	17,3
4. Moyens de déplacement									
Voiture ou camion	0,9		0,6	3,4	0,4	2,8	2,3	0,2	1,9
Motocyclette	1,5	0,1	1,1	2,5	0,3	2,0	2,1	0,2	1,7
Bicyclette	7,5	2,1	6,2	7,5	1,1	6,1	7,5	1,5	6,2
Pirogue	4,6	1,0	3,7	5,3	0,7	4,3	5,0	0,9	4,1

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Au niveau national, on constate que 32% des ménages disposent d'un téléphone (fixe ou portable). Les services de la téléphonie paraissent relativement plus développés à Pointe-Noire que dans les autres strates. En effet, on constate que 67% des ménages de cette strate disposent d'un téléphone, contre 58% pour ceux résidant à Brazzaville, 56% pour ceux des autres communes, 51% pour les ménages du milieu rural et 47% pour les ménages du milieu semi urbain. L'accès au téléphone permet aussi une nette discrimination entre les ménages pauvres et les ménages non pauvres.

De même, la possession d'un poste téléviseur permet de faire une discrimination entre pauvres et non pauvres. Si au niveau national seulement 23% des ménages possèdent ce bien, cette proportion est estimée à 30% dans le groupe des non pauvres contre 13% dans celui des pauvres. L'analyse suivant la strate permet de se rendre compte que le faible niveau de possession de ce bien dans les zones

rurales s'explique par la faiblesse de leur électrification. En effet, seulement 3% des ménages en milieu rural disposent d'un poste téléviseur, contre 7% dans le milieu semi urbain, 22% dans les autres communes, 39% à Brazzaville et 40% à Pointe-Noire.

Tableau 6.1.2 : Biens durables possédés par les ménages par strate et suivant le statut de pauvreté (en %)

	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres Communes	Semi Urbain	Milieu Rural	Ensemble
1. Matériels de communication						
Poste téléviseur	39,3	40,3	21,8	6,8	3,3	23,2
Pauvres	25,4	27,7	12,4	2,8	2,9	13,4
Non pauvres	50,7	44,1	28,4	11,7	3,7	30,4
Radio	58,4	66,8	56,1	46,8	50,8	56,5
Pauvres	50,1	55,7	46,6	38,2	46,1	47,8
Non pauvres	65,1	70,3	62,8	57,3	55,3	62,9
Micro-ordinateur	1,9	1,2	0,6	0,1	0,0	0,9
Pauvres	0,4	0,5	0,0	0,0	0,0	0,2
Non pauvres	3,1	1,4	1,0	0,2	0,0	1,3
Téléphone (fixe)	47,5	54,7	33,3	16,5	8,5	32,0
Pauvres	50,1	38,9	20,4	7,0	4,2	18,9
Non pauvres	58,4	59,6	42,4	28,1	12,7	41,6
2. Appareils électroménagers						
Réfrigérateur	14,4	13,3	7,5	1,7	1,3	8,1
Pauvres	7,8	4,6	4,1	0,0	0,5	3,4
Non pauvres	19,7	15,7	9,9	3,8	2,1	11,6
Fer à repasser	29,2	28,2	17,5	6,6	1,7	16,8
Pauvres	18,1	10,5	8,0	3,2	0,7	7,9
Non pauvres	38,3	33,6	24,1	10,7	2,7	23,3
Machine à coudre	7,7	14,0	8,7	7,0	7,3	8,9
Pauvres	6,1	18,2	9,8	5,7	5,2	7,3
Non pauvres	9,0	12,7	8,0	8,5	9,2	10,1
3. Equipements meubles						
Lit ou matelas	95,9	99,2	97,1	93,0	90,5	94,5
Pauvres	94,0	99,1	95,1	89,1	87,7	91,5
Non pauvres	97,6	99,2	98,5	97,7	93,2	96,7
Fauteuil moderne	25,6	33,4	15,4	5,8	3,4	17,3
Pauvres	15,1	24,0	14,6	5,8	2,1	9,8
Non pauvres	34,1	36,3	16,0	5,9	4,7	22,8
4. Moyens de déplacement						
Voiture ou camion	3,5	3,4	1,2	0,3	0,1	1,9
Pauvres	1,5	1,3	0,2	0,2	0,0	0,6
Non pauvres	5,1	4,0	1,9	0,3	0,1	2,8
Motocyclette	1,2	1,9	3,0	2,1	1,6	1,7
Pauvres	0,8	1,4	3,1	1,3	1,0	1,1
Non pauvres	1,4	2,0	2,9	3,1	2,3	2,0
Bicyclette	1,4	2,8	5,2	12,3	10,9	6,2
Pauvres	1,0	1,9	4,3	12,9	10,0	6,2
Non pauvres	1,8	3,0	5,9	4,7	11,8	6,1
Pirogue	0,5	0,8	1,7	7,5	8,7	4,1
Pauvres	0,0	0,5	1,7	8,5	6,6	3,7
Non pauvres	0,9	0,9	1,7	6,2	10,6	4,3

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Les données de l'enquête indiquent qu'en ce qui concerne les moyens de déplacement, très peu de ménages, qu'ils soient pauvres ou non en possèdent. En effet, dans l'ensemble, la bicyclette avec (6,2%), est le moyen de déplacement que les ménages possèdent le plus, surtout dans les milieux ruraux (12% en milieu semi urbain et 11% en milieu rural).

6.2 Eléments de patrimoine des ménages

Cette section vise à prouver l'existence d'une forte corrélation entre le statut de pauvreté des ménages et leur patrimoine. Elle s'attache à examiner quelques éléments du patrimoine, notamment la possession de terres, les perspectives d'utilisation des terres mêmes si le ménage n'en dispose pas et la possession du gros bétail. Dans les milieux ruraux en général, ces éléments sont très importants dans l'appréciation du niveau de vie des ménages.

Les résultats du tableau 6.2.1 montrent que seulement 27% des ménages congolais possèdent des terres. Selon le statut de pauvreté, les données du tableau montrent que même si cet indicateur demeure relativement faible, il est plus important dans le rang des ménages pauvres (32%) que dans celui des ménages non pauvres (23%). Suivant le sexe, on constate qu'il y a moins de femmes chefs de ménages qui possèdent des terres que d'hommes, et ce quel que soit le statut de pauvreté.

A des nuances près, les mêmes conclusions s'appliquent à la proportion de chefs de ménages exploitant des terres dont ils ne sont pas propriétaires ainsi qu'au pourcentage de chefs de ménage possédant du gros bétail.

De ces résultats on peut déduire que la majorité des ménages congolais n'est pas impliquée dans le travail de la terre et de l'élevage, ou de façon générale dans des activités liées à l'agriculture à moins que ces résultats ne traduisent une sous déclaration de leur patrimoine.

Tableau 6.2.1 : Eléments de patrimoine des ménages suivant le statut de pauvreté et le sexe du chef de ménage

	Pauvre			Non pauvre			Ensemble		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
1. % de ménages possédant des terres	33,7	25,4	31,7	23,2	21,7	22,9	27,6	23,4	26,6
2. % de ménages utilisant des terres dont ils ne sont pas propriétaires	28,2	25,8	27,6	19,0	14,7	18,1	22,9	19,7	22,1
3. % de ménages possédant du gros bétail	1,2	0,2	1,0	0,6	0,3	0,5	0,9	0,3	0,7

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Tableau 6.2.2 : Eléments de patrimoine des ménages par strate suivant le statut de pauvreté

	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres Communes	Semi Urbain	Milieu Rural	Ensemble
1. % de ménages possédant des terres	5,8	7,6	31,0	45,7	50,5	26,6
Pauvres	7,2	8,3	32,7	47,4	52,8	31,7
Non pauvres	4,7	7,3	29,8	43,6	48,3	22,9
2. % de ménages utilisant des terres dont ils ne sont pas propriétaires	2,7	3,8	33,4	32,1	45,3	22,1
Pauvres	2,5	6,6	42,2	39,6	47,8	27,6
Non pauvres	2,8	2,9	27,2	22,9	42,9	18,1
3. % de ménages possédant du gros bétail	0,1	0,5	0,9	1,0	1,3	0,7
Pauvres	0,0	1,3	0,5	1,6	1,6	1,0
Non pauvres	0,2	0,3	1,2	0,1	1,0	0,5

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

CHAPITRE VII : ANALYSE DES DETERMINANTS DE LA PAUVRETE

7.1 Approche méthodologique

Cette section vise à examiner dans le cadre d'une analyse multivariée, les principaux déterminants de la pauvreté monétaire dans les ménages. Elle permettra de confirmer les tendances fortes de la description statistique caractérisée dans les chapitres antérieurs. Elle se fonde sur un modèle de régression semi logarithmique expliquant le logarithme de la dépense annuelle totale par équivalent adulte par un certain nombre de caractéristiques socio-démographiques et économiques des chefs de ménages⁹, notamment : le sexe, le groupe d'âge, le niveau d'instruction, la taille du ménage, la situation dans l'activité et le nombre de personnes rémunérées dans le ménage. Ces modèles ont été estimés suivant le milieu de résidence (urbain, rural, ensemble), prenant ainsi en compte dans l'analyse les disparités en fonction du milieu de résidence.

Certains analystes emploient des régressions catégoriques telles que des *probits* et des *logits* pour analyser les déterminants de la pauvreté. Ces régressions supposent en réalité que l'on n'observe pas la consommation des ménages : l'analyste sait seulement si un ménage est pauvre ou non. Il y a trois problèmes avec ces régressions. Premièrement, l'analyste n'utilise pas toute l'information disponible. Il se focalise sur une information dichotomique (pauvre/non pauvre) qu'il explique par un certain nombre de caractéristiques (démographiques, économiques, etc.). Cette approche ne prend donc pas en compte l'hétérogénéité des niveaux de consommation fournie par les estimations des dépenses des ménages. Deuxièmement, les coefficients de régression sont plus susceptibles d'être biaisés avec des régressions catégoriques qu'avec des régressions linéaires.

Troisièmement, lorsque les régressions catégoriques sont utilisées, il n'est pas possible de prévoir le changement dans la probabilité d'être pauvre à la suite d'un changement dans la ligne de pauvreté. Dans le cas des régressions linéaires, ces problèmes ne sont pas présents. La variable dépendante est alors le logarithme de la consommation par équivalent adulte.

7.2 Les principaux résultats

L'examen du tableau 7.1 permet en effet de confirmer les principales tendances de la description statistique faite dans les chapitres antérieurs. En effet, il ressort par rapport aux caractéristiques socio-démographiques que, le sexe du chef de ménage, son niveau d'instruction et la taille du ménage déterminent de façon significative le niveau de vie du ménage. En effet, on constate que :

- quel que soit le milieu de résidence, les ménages dirigés par des femmes ont en moyenne un niveau de revenu inférieur à ceux gérés par des hommes ;
- le niveau de revenu croît dans tous les milieux considérés avec le niveau d'instruction. Au regard de l'intervalle de confiance de la semi élasticité, on constate que le passage du niveau d'études primaires au niveau d'études secondaires, n'induit pas d'effets majeurs sur le niveau de revenu, les intervalles de confiance se chevauchant légèrement. Ce constat est valable aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Par contre, le passage du niveau d'études secondaires au niveau d'études supérieures permet de constater un effet plus qualitatif sur le niveau de revenu du ménage. Ce constat est validé quel que soit le milieu de résidence des ménages. Au niveau national par contre, l'effet sur le revenu d'un accroissement du niveau d'études est net, les intervalles de confiance relatifs aux semi-élasticités estimées ne coïncidant pas du tout ;

⁹ Les variables retenues dans le modèle se justifient en partie par les tendances de la description statistique faite dans les analyses antérieures, et aussi par l'examen de la corrélation entre les variables susceptibles d'être prises en compte.

- la taille du ménage affecte significativement le niveau de vie du ménage : plus le ménage est de grande taille, moins son revenu moyen est important. Cette conclusion est validée même dans les milieux ruraux.

On se rend compte que le groupe d'âge n'a aucun impact significatif sur le niveau de revenu du ménage. Cette conclusion est confirmée pour tous les modèles estimés. Cette variable n'apparaît donc pas comme un déterminant du niveau de revenu des ménages.

Par rapport aux caractéristiques socioéconomiques, on constate que :

- l'impact sur le niveau du revenu du nombre de personnes rémunérées dans le ménage est statistiquement très important : plus le nombre de personnes rémunérées dans le ménage est élevé, plus le revenu du ménage est grand. Cette conclusion est validée non seulement au niveau national mais quel que soit le milieu ;
- la situation des chefs de ménage dans l'activité a des effets variables sur son niveau de revenu en fonction non seulement de son statut d'activité, mais aussi suivant le milieu considéré. En effet, dans les milieux urbains, les chefs de ménages travaillant dans le secteur de l'agriculture sont les plus défavorisés. En référence aux activités liées à l'agriculture, l'échelle des niveaux de vie va croissant quand on passe du secteur mines/BTP/Industrie à celui des activités commerciales, puis au secteur des services. Les activités dans ces branches d'activité sont les plus rentables dans ces milieux. La situation des chômeurs semble relativement plus enviable que celle des inactifs. Dans les milieux ruraux, en comparaison aux activités liées à l'agriculture, les activités commerciales et de services sont celles qui semblent rapporter aux ménages des niveaux de revenus assez intéressants. La situation des inactifs semble plus précaire dans les milieux urbains. Au niveau national, les ménages dont les chefs opèrent dans le secteur Mines/BTP/Industrie semblent vivre moins bien que ceux du secteur agricole. Les ménages qui semblent le mieux vivre sont ceux dont le chef pratique le commerce ou dans une moindre mesure est impliqué dans des activités de service. Les inactifs de ces milieux s'en sortent mieux que les chômeurs.

Au total, il convient de retenir que le sexe du chef de ménage, son niveau d'instruction, la taille du ménage, le nombre de personnes rémunérées sont des déterminants importants du niveau de vie des ménages sur lesquels il est possible d'intervenir dans le cadre de l'amélioration de leurs conditions de vie. Les perspectives d'amélioration sensible du niveau de vie des ménages semblent être liées au fait que les chefs de ménages, dans les milieux urbains, exercent dans les branches d'activité du BTP/Mines et des industries. Dans les milieux ruraux, les activités à privilégier sont liées à l'agriculture et aux activités commerciales.

De même, le modèle permet de valider la disparité des conditions de vie en fonction du milieu de résidence. En effet, toutes choses étant égales par ailleurs, il transparaît qu'en moyenne, les ménages résidant dans les milieux urbains ont un niveau de revenu relativement plus élevé que ceux vivant dans les milieux ruraux.

Tableau 7.1 : Récapitulatif des résultats des estimations des modèles suivant le milieu de résidence et pour l'ensemble du pays

	Urbain				Rural				Ensemble du pays			
Variable dépendante ►	Logarithme de la dépense annuelle totale par équivalent adulte (y)				Logarithme de la dépense annuelle totale par équivalent adulte (y)				Logarithme de la dépense annuelle totale par équivalent adulte (y)			
Nombre d'observations	3 044				1 958				5 002			
Prob>F	0,0000				0,0000				0,0000			
R-squared	0,2359				0,2090				0,2257			
Adj R-squared	0,2316				0,2021				0,2231			
Variables explicatives (x) ▼	Coef.	dln(y)/dx*	P> t	IC**	Coef.	dln(y)/dx*	P> t	IC**	Coef.	dln(y)/dx*	P> t	IC**
Constante	13,008	-	0,000	-	12,911	-	0,000	-	12,950	-	0,000	-
1. Caractéristiques démographiques												
1.1 Sexe												
<i>Homme (Référence)</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Femme	-0,633	-0,005	0,051	-0,010 -- 0,000	-0,157	-0,012	0,000	-0,019 -- -0,006	-0,104	-0,008	0,000	-0,120 -- -0,004
1.2 Groupe d'âges												
<i>Moins de 25 ans (Référence)</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
25 – 44 ans	-0,105	-0,008	0,152	-0,019 -- 0,003 -0,160	0,075	0,006	0,333	-0,006 -- 0,018 -0,005	-0,012	-0,010	0,817	-0,009 -- 0,007 -0,007
45 – 59 ans	-0,056	-0,004	0,462	-- 0,007 -0,013	0,097	0,008	0,230	-- 0,020 -0,003	0,020	0,002	0,723	-- 0,010 -0,006
60 ans et plus	-0,007	-0,001	0,931	-- 0,012	0,123	0,010	0,144	-- 0,023	0,045	0,004	0,455	-- 0,013
1.3 Niveau d'instruction												
<i>Aucun (Référence)</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Primaire	0,120	0,009	0,010	0,002 -- 0,016 0,014	0,025	0,002	0,581	-0,005 -- 0,009 0,008	0,082	0,006	0,012	0,001 -- 0,011 0,015
Secondaire	0,262	0,020	0,000	-- 0,027 0,036	0,192	0,015	0,000	-- 0,022 0,028	0,257	0,020	0,000	-- 0,025 0,039
Supérieur	0,571	0,044	0,000	-- 0,052	0,499	0,040	0,000	-- 0,051	0,573	0,045	0,000	-- 0,051
1.4 Taille du ménage												
<i>1 à 3 personnes (Référence)</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4 à 6 personnes	-0,460	-0,036	0,000	-0,040 -- -0,031 -0,059	-0,431	-0,034	0,000	-0,040 -- -0,028 -0,056	-0,444	-0,035	0,000	-0,038 -- -0,031 -0,055
7 à 9 personnes	-0,689	-0,053	0,000	-- -0,048 -0,075	-0,602	-0,048	0,000	-- -0,040 -0,069	-0,641	-0,050	0,000	-- -0,046 -0,069
10 personnes et plus	-0,879	-0,068	0,000	-- -0,062	-0,757	-0,060	0,000	-- -0,051	-0,811	-0,063	0,000	-- -0,058
2. Caractéristiques économiques												
2.1 Situation dans l'emploi												
<i>Agriculture (Référence)</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mines, BTP, industrie	0,163	0,013	0,013	0,005 -- 0,021 0,008	-0,350	-0,028	0,000	-0,034 -- -0,022 0,011	-0,110	-0,009	0,000	-0,013 -- -0,004 0,011
Commerce	0,196	0,015	0,015	-- 0,023 0,010	0,261	0,021	0,000	-- 0,030 -0,000	0,204	0,016	0,000	-- 0,021 0,009
Services	0,215	0,017	0,017	-- 0,024 -0,005	0,091	0,007	0,059	-- 0,015 -0,033	0,172	0,134	0,000	-- 0,018 -0,006
Chômeurs	0,053	0,004	0,005	-- 0,013 0,000	-0,178	-0,014	0,144	-- 0,005 -0,020	0,022	0,002	0,645	-- 0,009 -0,002
Inactifs	0,094	0,007	0,004	-- 0,015	-0,138	-0,011	0,017	-- -0,002	0,044	0,003	0,182	-- 0,008
2.2 Nombre de rémunérées												
<i>Une seule personne (Référence)</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Deux personnes	-0,053	-0,004	-0,004	-0,009 -- 0,000 -0,008	-0,104	-0,008	0,009	-0,014 -- -0,002 -0,013	-0,094	-0,007	0,000	-0,011 -- 0,004 -0,008
Trois personnes et plus	-0,036	-0,003	-0,003	-- 0,002	-0,069	-0,005	0,138	-- 0,002	-0,056	-0,004	0,039	-- 0,000

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

(*) : dln(y)/dx = Sémi-élasticité de la variation de y consécutive à une variation de x

(**) : IC = Intervalle de confiance associée à dln(y)/dx

CHAPITRE VIII : PAUVRETE NON MONETAIRE

Cette section a pour objectif d'analyser quelques dimensions non monétaires de la pauvreté. Elle se fonde sur les données d'un module qualitatif qui a été couplé avec l'enquête quantitative réalisée auprès des ménages. Ainsi, les résultats obtenus sont aisément extrapolables et interprétables au niveau du pays et pour les strates retenues dans le plan d'échantillonnage. Ce module a permis non seulement d'évaluer l'ampleur et les principales caractéristiques de la pauvreté subjective, mais aussi du niveau de la corruption telle qu'elle ressort des contacts que les populations ont eus avec un certain nombre de services publics.

La notion de la pauvreté subjective reconnaît que les seuils de pauvreté sont le fruit de jugements fondamentalement subjectifs de ce que constitue un niveau de vie minimum acceptable par les ménages eux mêmes. Cette approche devrait se baser sur la réponse fournie par la question : **« Selon vous, quel est le montant de revenu mensuel nécessaire à votre ménage pour vivre sans difficultés dans votre localité ? »**. En couplant cette information avec le revenu mensuel dans l'activité principale du chef de ménage, il aurait été possible d'estimer un seuil subjectif de pauvreté. Malheureusement, l'enquête n'a pas saisi de façon explicite dans le module « emploi », l'information sur le salaire mensuel dans l'activité principale des actifs occupés. De même, dans la section relative au revenu, seulement 35% des chefs de ménages ont renseigné sur leur salaire mensuel. Il était donc difficile d'exploiter rigoureusement ces données dans le sens théorique préconisé par Ravallion retenu pour l'analyse de la pauvreté subjective. L'alternative a donc consisté à considérer la réponse fournie par la question **« Si l'on vous demande de classer les ménages en "très pauvres", "pauvres", "ni pauvres, ni riches", ou "riches", où placerez vous votre ménages ? »**.

Ainsi, à partir de cette question deux groupes de ménages ont été constitués :

Les ménages pauvres : ils sont représentatifs de ceux ayant déclaré être soit "très pauvres", soit "pauvres" ;

Les ménages non pauvres : ils comprennent tous les ménages ayant admis être soit "ni pauvres, ni riches", soit être "riches".

Cette typologie subjective de la pauvreté a été confrontée à la typologie objective de la pauvreté monétaire afin d'examiner la perception qu'ont les ménages de leurs conditions de vie.

En dépit de son intérêt pour comprendre la satisfaction des populations par rapport à leur niveau de vie réelle, la méthode est difficilement exploitable pour donner un sens normatif à ces comparaisons subjectives dans le temps ou dans des contextes différents.

Les informations disponibles permettent d'orienter les analyses en fonction des axes suivants :

- la perception de la pauvreté ;
- les difficultés liées aux conditions de vie des ménages ;
- les stratégies adaptatives des ménages pour améliorer leur condition de vie ;
- l'ampleur de la corruption ;
- les actions prioritaires attendues de la politique gouvernementale.

8.1 Perception de la pauvreté

Les principales causes de la pauvreté du point de vue des ménages

L'analyse de la perception de la pauvreté permet d'apprécier comment les ménages eux-mêmes envisagent les causes de la pauvreté dans leur vécu quotidien. En effet, les données de l'enquête révèlent que les sept premiers facteurs explicatifs de la pauvreté du point de vue des ménages se résument comme suit :

- l'absence de travail (86%) ;
- la mauvaise gestion des biens publics (49%) ;

- l'insuffisance ou la baisse des revenus notamment les salaires et les prix des produits agricoles (41%) ;
- l'enclavement du milieu de résidence (15%) ;
- la paresse (15%) ;
- la corruption (15%);
- l'absence d'instruction (10%).

Tableau 8.1.1 : Perception (%) des principales causes de la pauvreté suivant le statut de pauvreté monétaire et le sexe du chef de ménage

	Pauvres			Non pauvres			Ensemble		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
Pas de travail	85,6	89,3	86,5	83,9	89,5	85,1	84,6	89,4	85,7
Pas d'instruction	10,6	11,1	10,7	10,4	8,5	10	10,5	9,7	10,3
Pas de terre	8,9	7	8,5	6,8	8,4	7,1	7,7	7,8	7,7
Enclavement	34,4	22,7	31,6	28,5	23,9	27,5	30,9	23,4	29,2
Paresse	13,5	8,4	12,2	17,4	17,4	17,4	15,8	13,3	15,2
Sorcellerie	6,9	3,9	6,1	7,1	6,5	7	7,0	5,3	6,6
Mauvaise gestion	45,7	40,6	44,4	53,9	49,6	53	50,5	45,5	49,4
Corruption	13,7	9,6	12,7	17,8	14,1	17	16,1	12,1	15,2
Insuffisance/Baisse des revenus	38,2	32,7	36,9	44,9	43,6	44,6	42,2	38,7	41,4
Autres	8,8	12,9	9,8	7,3	10	7,9	7,9	11,3	8,7

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

On constate par ailleurs que quel que soit le statut de pauvreté monétaire et la strate considérés, le profil des principales causes de la pauvreté ne change pas fondamentalement.

Ces résultats mettent en évidence que l'accès à un emploi, la bonne gouvernance, la protection des travailleurs, le développement des infrastructures de transport, les actions de désenclavement des milieux, la lutte contre la corruption, la valorisation du travail et l'accès à l'éducation et/ou à l'instruction sont des déterminants très importants de l'amélioration des conditions de vie des ménages.

Tableau 8.1.2 : Structure (%) par strate des principales causes de la pauvreté de la pauvreté

	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Ensemble
Pas de travail	85,7	94,4	84,4	86,4	80,4	85,7
Mauvaise gestion	51,9	65,9	55,2	51,9	35,8	49,4
Insuffisance/Baisse des revenus	38,3	48	41	39,7	40,3	41,4
Enclavement	12,9	29,3	24,2	34,3	42,6	29,2
Paresse	6,6	16,3	14,6	21,4	20,5	15,2
Corruption	10,5	27,8	19	16,2	10,6	15,2
Pas d'instruction	7,7	12,2	7,1	8,3	12,2	10,3
Autres	5,9	4,7	14,3	5,2	13,2	8,7
Pas de terre	2,7	6,5	8,3	10,3	12	7,7
Sorcellerie	1,9	8,1	5,8	4,6	10,1	6,6

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Comment les ménages perçoivent-ils la pauvreté dans le pays et autour d'eux ?

A la question « *Pensez vous que le Congo est un pays pauvre ?* », 21% des ménages congolais répondent par l'affirmative et cette impression est la plus partagée dans les ménages identifiés comme pauvres (23%) au regard de la pauvreté monétaire. C'est dans les zones rurales que ce sentiment est le plus net avec au moins 30% des opinions exprimées.

Par rapport à leurs voisins de quartier, 62% des ménages enquêtés estiment que la plupart de leurs voisins sont pauvres, 18% pensent même que tout leur voisinage est pauvre contre seulement 13% qui soutiennent qu'une minorité du voisinage est pauvre. Cette impression est également partagée par tous les ménages quel que soit leur statut de pauvreté monétaire. Suivant la strate, on constate, en progressant des milieux les plus urbanisés vers ceux qui le sont moins, que la proportion des ménages qui pensent que tout leur voisinage est pauvre augmente très rapidement en passant de 5% à Brazzaville, à 9% à Pointe-Noire, 13% dans les autres communes, 15% dans le milieu semi urbain et 35% dans le milieu rural. Ce résultat traduit que les ménages des milieux urbains semblent avoir une appréciation plus optimiste du niveau de vie de leur voisinage par rapport au leur.

Par rapport à leurs parents, on relève globalement que, 70% des ménages pensent vivre moins bien qu'eux. Si sur cette position tous les ménages (pauvres et non pauvres) ont exprimés les mêmes opinions, dans les milieux ruraux et semi urbains, une proportion plus importante des ménages estime vivre au moins aussi bien que leurs parents.

Lorsqu'il a fallu que les ménages apprécient eux mêmes leur niveau de vie, on a noté que 55% des ménages enquêtés estiment qu'ils sont pauvres contre 13% qui pensent être très pauvres. Ce sentiment est plus marqué dans le groupe des ménages qui sont pauvres du point de vue monétaire (58%) que dans celui des non pauvres (52%). La structure des réponses des ménages à cette préoccupation ne varie pas significativement quelle que soit la strate considérée.

Au total, l'on constate que les ménages ont fortement présent à l'esprit d'être pauvres dans un pays qui dispose pourtant d'importantes ressources pour se développer. Ce constat pourrait s'expliquer par le fait que ces ménages sont bien conscients du fait que le pays dispose d'énormes potentialités économiques et en ressources naturelles dont l'exploitation ne se répercute pas sur leur niveau de vie. Ce sentiment pourrait également s'expliquer par le fait que les ménages s'expliquent assez mal les difficultés que le pays rencontre pour mieux tirer profit de ses nombreuses ressources naturelles. La conséquence semble être que les conditions de vie des ménages congolais se dégradent, et les manifestations de cette situation transparaissent dans les principales causes qui ont été identifiées par ces ménages (le manque d'emploi, la mauvaise gestion de biens publics, la faiblesse de revenu individuel qui limite l'accès des populations aux principaux services sociaux de base, etc.).

Tableau 8.1.3 : Perception générale de la pauvreté suivant le statut de pauvreté monétaire et le sexe du chef de ménage

	Pauvres			Non pauvres			Ensemble		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
1. Pensez vous que le Congo est un pays pauvre ?									
Oui	21,7	27,3	23,1	19,4	21,8	19,9	20,4	24,3	21,2
Non	76,7	67,6	74,5	79,6	77	79,1	78,4	72,7	77,1
Ne sait pas	1,5	5,1	2,4	1,0	1,3	1,0	1,2	3,0	1,6
2. Pensez vous que les gens de votre quartier sont pauvres ?									
Oui, tous	21,3	16,7	20,2	17,1	11	15,8	18,8	13,5	17,6
Oui, la majorité	61,1	64,4	61,9	61,1	67,4	62,4	61,1	66,0	62,2
Oui, la minorité	11,2	9,3	10,8	14,2	14,2	14,2	13,0	12,0	12,7
Non	4,2	3,9	4,1	4,7	5,9	5,0	4,5	5,0	4,6
Ne sait pas	2,1	5,7	3,0	3,0	1,5	2,7	2,6	3,4	2,8
3. Comment vivez vous par rapport à vos parents ?									
Mieux qu'eux	21,7	15	20,1	19,8	15,5	18,9	20,6	15,3	19,4
Comme eux	10,6	10,4	10,6	8,2	9,2	8,4	9,2	9,7	9,3
Moins bien qu'eux	67	72,5	68,3	70,8	73,9	71,4	69,2	73,3	70,1
Ne sait pas	0,7	2,1	1,0	1,2	1,5	1,3	1,0	1,7	1,2
4. % des ménages qui s'estiment ...									
Très pauvres	16	21,3	17,2	9,4	10,7	9,7	12,1	15,5	12,9
Pauvres	55,8	64	57,8	51,5	55,1	52,3	53,3	59,1	54,6
Ni pauvre, ni riche	26,3	13,9	23,3	37,6	33	36,6	32,9	24,4	31
Riche	1,3	0,5	1,1	1,3	1,2	1,3	1,3	0,9	1,2
Ne sait pas	0,7	0,3	0,6	0,2	-	0,2	0,4	0,1	0,3

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Tableau 8.1.4 : Perception générale de la pauvreté par les ménages suivant la strate

	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Ensemble
1. Pensez vous que le Congo est un pays pauvre ?						
Oui	13,5	14,0	25,6	30,2	29,5	21,3
Non	85,2	85,5	73,9	68,9	67,9	77,1
Ne sait pas	1,3	0,5	1,5	0,9	2,6	1,6
2. Pensez vous que les gens de votre quartier sont pauvres ?						
Oui, tous	4,9	8,6	12,6	14,7	34,7	17,7
Oui, la majorité	71,6	68,0	67,0	73,0	48,2	62,2
Oui, la minorité	14,2	17,5	12,7	7,4	9,8	12,7
Non	5,0	3,9	3,2	3,0	5,2	4,6
Ne sait pas	4,3	2,0	4,5	1,9	2,1	2,8
3. Comment vivez vous par rapport à vos parents ?						
Mieux qu'eux	16,1	9,5	14,4	17,3	29,2	19,4
Comme eux	8,0	3,3	9,6	18,0	12,3	9,3
Moins bien qu'eux	74,5	85,4	75,3	62,6	58,0	70,1
Ne sait pas	1,4	1,9	0,7	2,1	0,5	1,2
4. % des ménages qui s'estiment...						
Très pauvres	7,6	11,7	16,3	20,3	16,0	12,9
Pauvres	53,0	54,5	56,0	56,0	55,5	54,6
Ni pauvre, ni riche	37,2	32,8	26,4	23,1	27,1	31,1
Riche	1,6	0,9	0,9	0,5	1,1	1,2
Ne sait pas	0,6	0,1	0,4	0,1	0,3	0,2

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Les ménages ont-ils une bonne appréciation de leur niveau de vie ?

Dans le but de valider la pertinence de la perception qu'ont les ménages de leur niveau de vie, il est apparu nécessaire de croiser les statuts de pauvreté subjective et monétaire. Les principales conclusions de cette évaluation sont résumées dans le tableau 8.1.5 et le graphique 8.1.1 ci-dessous.

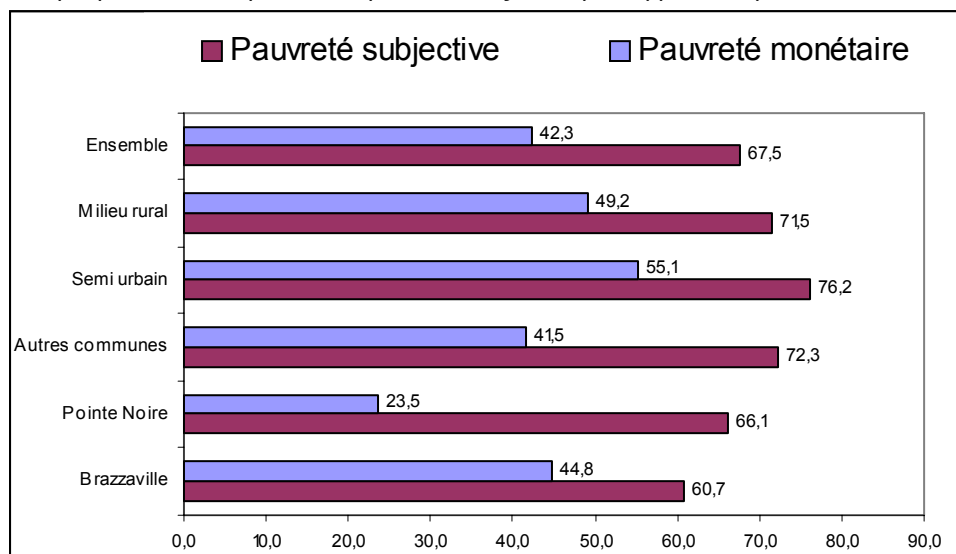
Il ressort du tableau 8.1.5 que les ménages congolais s'estiment plus pauvres qu'ils ne le sont en réalité. En effet, alors que le ratio de pauvreté monétaire se situe à 42,3%, le ratio de pauvreté subjectif a été évalué à 67,5%. Autrement dit, les ménages surévaluent d'environ 60% leur niveau réel de pauvreté. Ce sentiment est le plus flagrant à Pointe-Noire (181%) et dans une moindre mesure dans les autres communes (74%) et dans le milieu rural (45%). Par contre les ménages de Brazzaville et des autres communes semblent avoir une perception beaucoup plus objective de leur niveau de vie réel.

Tableau 8.1.5 : Evaluation de la perception des chefs de ménage par rapport à leur niveau de vie

	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Ensemble
A. Pauvreté monétaire (%)	44,8	23,5	41,5	55,1	49,2	42,3
B. Pauvreté subjective (%)	60,7	66,1	72,3	76,2	71,5	67,5
Variation (B/A)	35%	181%	74%	38%	45%	60%
Pauvre à raison (%)	30,9	18,2	33,3	46,7	37,5	31,8
Non pauvre à raison (%)	25,3	28,6	19,5	15,2	16,8	21,9
% d'appréciation correcte	56,2	46,8	52,8	61,8	54,4	53,7
Pauvre à tort (%)	29,8	5,3	39,0	29,8	33,9	35,8
Non pauvre à tort (%)	14,0	47,9	8,2	8,6	11,7	10,6

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Graphique 8.1.1 : Ampleur de la pauvreté subjective par rapport à la pauvreté monétaire



Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

L'ampleur des écarts observés à Pointe-Noire et dans les autres communes entre taux de pauvreté subjective et le taux de pauvreté monétaire (objective) semble corroborer une conclusion faite plus haut : les populations de ces milieux vivent au quotidien dans un environnement économique apparemment prospère (activités liées à l'exploitation pétrolière à Pointe-Noire, à un important développement des activités agricoles ou agro-industrielles dans les autres communes, etc.) mais dont ils ne semblent pas tirer grand profit. En vivant au quotidien dans cet environnement, ces populations finissent par cultiver ce sentiment qui traduit en réalité, leur volonté d'être plus associé aux activités économiques de leur milieu.

8.2 Difficultés liées aux conditions de vie des ménages

Les ménages cultivent-ils à tort ou à raison les sentiments d'exclusion qui ressortent des analyses précédentes ? L'examen des réponses de cette section permettra de se prononcer sur la question.

De façon subjective, 36% des ménages enquêtés estiment que leur revenu mensuel actuel leur permet de couvrir l'ensemble de leurs charges. Ce point de vue est partagé aussi bien par les ménages pauvres (35%) que par les ménages non pauvres (37%). Suivant la strate, on se rend compte que les ménages des zones rurales sont globalement plus satisfaits de leur revenu actuel que ceux des zones urbaines. En effet, 24% seulement des ménages à Brazzaville estiment que leur revenu actuel leur permet de couvrir leurs charges. Cette proportion est estimée à 35%, 37%, 38% et 46% respectivement à Pointe-Noire, dans les autres communes, dans le milieu semi urbain et en milieu rural. Ces résultats confirment une hypothèse assez répandue d'un moindre coût de la vie dans les zones rurales par rapport aux zones urbaines. L'explication possible de ce résultat serait la faible monétarisation des économies rurales, notamment du fait de l'importance de l'autoconsommation alimentaire.

A la question de savoir si des enfants du ménage ont été exclus de l'école pour cause de non paiement des frais de scolarité, l'on constate que la réponse est affirmative pour 28% des ménages. Mais cette tendance moyenne cache un écart relativement important entre la réponse des ménages pauvres (37%) et celle des ménages non pauvres (22%). Du point de vue des strates, on constate que c'est à Pointe-Noire et dans le milieu semi urbain que ce problème est le plus fortement exprimé (respectivement 31% et 32%).

La situation par rapport à des arriérés de loyer ne se pose pas de façon essentielle au Congo dans la mesure où seulement 12% des ménages soutiennent avoir accumulé des arriérés de loyer au cours des 12 derniers mois. Ce chiffre, moins élevé dans les ménages pauvres (10%) que dans les ménages non pauvres (14%), s'explique par le fait que le phénomène de la location est assez marginal dans les zones rurales où la grande majorité des ménages est propriétaire du logement occupé.

Finalement, si les frais d'éducation sont les plus contraignants pour les ménages des zones rurales, ceux des zones urbaines subissent non seulement ces charges d'éducation, mais supportent en plus d'importantes dépenses d'alimentation du fait d'une inflation des prix plus forte, conséquence d'une monétarisation plus importante des activités économiques.

Au total, interrogés sur leur niveau de vie actuel par rapport à celui de l'année 2000, 49% des ménages soutiennent qu'il a baissé, pour 28%, il n'a pas changé et pour 18%, il aurait augmenté. Globalement, les ménages pauvres sont les plus nombreux (51%) par rapport aux ménages non pauvres (48%) à reconnaître que leur niveau de vie a baissé depuis 2000. Suivant la strate, on constate que les ménages des zones rurales semblent avoir moins subi la dépréciation de leur niveau de vie que les ménages des zones urbaines (Brazzaville, Pointe-Noire, Autres communes).

Interrogés sur la situation économique générale de leur ménage par rapport à l'année dernière (2004), 31% des ménages pensent que la situation actuelle est un peu plus mauvaise, pour 26%, elle est même beaucoup plus mauvaise et pour 26%, elle est identique. Mais ces tendances globales cachent des divergences notables suivant le statut de pauvreté. En effet, 31% des ménages pauvres (23% chez les ménages non pauvres) estiment que la situation est aujourd'hui beaucoup plus mauvaise que celle de l'année dernière. Au contraire, pour 27% des ménages non pauvres (24% chez les ménages pauvres), la situation actuelle n'a pas changé par rapport à celle de l'année dernière. Suivant la strate, on constate une plus faible proportion dans les ménages des zones rurales (milieu rural et semi urbain) qui soutient que leur situation est un peu plus mauvaise qu'elle ne l'était il y a un an.

Tableau 8.2.1 : Perception des conditions de vie suivant le statut de pauvreté monétaire et le sexe du chef de ménage

	Pauvres			Non pauvres			Ensemble		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
1. Le revenu du ménage lui permet-il de couvrir ses charges ?									
Oui	36,2	32,8	35,4	38,5	30,4	36,8	37,6	31,5	36,2
Non	63,8	67,2	64,6	61,5	69,6	63,2	62,4	68,5	63,8
2. Certains de vos enfants ont-ils été renvoyés de l'école pour cause de non paiement des frais de scolarité ?									
Oui	35,8	41	37	21,9	23	22,1	27,7	31,1	28,4
Non	40,1	37,8	39,6	40,1	37,8	39,6	40,8	36,9	39,9
Non précisé	22,5	23,3	22,7	38	39,2	38,2	31,6	32,0	31,7
3. Avez-vous accumulé des arriérés de loyer au cours des 12 derniers mois ?									
Non, le ménage occupe son logement	83,8	85,5	84,2	73,4	78,1	74,5	77,7	81,5	78,6
Aucun	6,6	2,9	5,7	12,2	8,9	11,5	9,9	6,2	9
Oui, au plus 3 fois	6,4	6,8	6,5	10,3	10,3	10,3	8,7	8,7	8,7
Oui, plus de 3 fois	3,1	4,8	3,5	4,1	2,7	3,8	3,7	3,7	3,7
4. Comment a évolué le niveau de vie de votre ménage par rapport à l'année 2000 ?									
A augmenté	18,4	13,1	17,1	20,2	15,7	19,2	19,5	14,5	18,3
N'a pas changé	29	28,2	28,8	27,2	32,1	28,3	28,0	30,3	28,5
A diminué	49,1	58,4	51,3	47,5	48,2	47,7	48,2	52,8	49,2
Le ménage n'existait pas	2,9	0,4	2,3	4,4	3,6	4,2	3,8	2,1	3,4
Ne sait pas	0,5	0	0,4	0,7	0,4	0,6	0,6	0,2	0,5

	Pauvres			Non pauvres			Ensemble		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
5. Comment trouvez vous la situation économique générale du ménage par rapport à celle d'il y a un an ?									
Beaucoup plus mauvaise maintenant	30	30,8	30,2	22,9	24	23	25,8	27,1	26,1
Un peu plus mauvaise maintenant	30,1	32,3	30,6	30,5	31	30,6	30,3	31,6	30,6
Identique	23,7	26,4	24,3	26,3	30,6	27,2	25,2	28,7	26
Un peu meilleure maintenant	15,8	10,1	14,4	19,2	13,7	18	17,8	12,1	16,5
Beaucoup mieux maintenant	0,4		0,3	0,9	0,1	0,7	0,7	0,0	0,5
Ne sait pas	0,1	0,4	0,2	0,2	0,6	0,3	0,2	0,5	0,2

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

En confrontant les opinions exprimées par les ménages par rapport à l'année 2000 et à l'année 2004, l'on se rend compte que davantage de ménages pensent que leur niveau de vie a baissé (49% en 2000, contre 57% en 2004), qu'une proportion moindre des ménages estime que leur niveau de vie n'a pas changé (29% en 2000 contre 26% en 2004) et qu'une proportion plus faible de ménages soutiennent que leur niveau de vie s'est accru (18% en 2000 contre 17% en 2004). Ces tendances par rapport à ces trois points de repère (2000, 2004 et 2005) permettent de se rendre compte que les ménages ont bien conscience que leur niveau de vie s'est considérablement dégradé depuis 2000.

Tableau 8.2.2 : Perception des conditions de vie du ménage suivant la strate

	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi Urbain	Milieu rural	Ensemble
1. Le revenu du ménage lui permet-il de couvrir ses charges ?						
Oui	23,9	35,2	36,6	38,0	46,3	36,2
Non	76,1	64,8	63,4	62,0	53,7	63,8
Non précisé	-	-	-	-	-	-
2. Certains de vos enfants ont-ils été renvoyés de l'école pour cause de non paiement des frais de scolarité ?						
Oui	27,3	31,2	28,1	32,2	27,0	28,4
Non	44,0	39,8	42,3	39,4	36,4	39,9
Non précisé	28,7	29,0	29,6	28,4	36,6	31,7
3. Avez-vous accumulé des arriérés de loyer au cours des 12 derniers mois ?						
Non, le ménage occupe son logement	69,6	71,7	64,1	80,5	91,8	78,6
Aucun	14,8	12,4	15,5	5,6	2,1	9,0
Oui, au plus 3 fois	11,6	11,6	15,3	8,8	3,5	8,7
Oui, plus de 3 fois	4,0	4,3	5,1	5,1	2,6	3,7
4. Comment a évolué le niveau de vie de votre ménage par rapport à l'année 2000 ?						
A augmenté	14,5	14,6	16,8	23,1	23,0	18,3
N'a pas changé	33,0	25,6	27,3	28,9	26,7	28,5
A diminué	49,8	54,4	52,9	45,0	46,0	49,2
Le ménage n'existait pas	2,5	4,6	2,9	2,3	3,8	3,5
Ne sait pas	0,2	1,0	0,1	0,7	0,5	0,5
5. Comment trouvez vous la situation économique générale du ménage par rapport à celle d'il y a un an ?						
Beaucoup plus mauvaise maintenant	21,7	27,0	32,5	30,5	27,2	26,1
Un peu plus mauvaise maintenant	31,1	29,8	26,4	25,9	32,3	30,6
Identique	34,4	26,3	27,0	30,2	18,1	26,0
Un peu meilleure maintenant	11,7	16,0	13,2	13,0	21,8	16,5
Beaucoup mieux maintenant	0,8	0,8	0,7	0,3	0,1	0,6
Ne sait pas	0,1	0,1	0,2	0,1	0,5	0,2

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

8.3 Stratégies adaptatives des ménages pour améliorer leurs conditions de vie

Pour améliorer leur condition de vie, les ménages adoptent en général trois principales stratégies : multiplier le nombre des activités rémunératrices (67%), chercher un travail plus rémunérateur (59%) et moins souvent, changer leurs habitudes alimentaires (12%). L'enquête confirme ainsi que la pratique de la pluriactivité représente la première stratégie adaptative des ménages. Ces tendances sont validées quel que soit le statut de pauvreté du ménage et quelle que soit la strate considérée.

Ces trois principaux résultats résument tout l'intérêt que procure l'accès à un emploi et aux possibilités de mieux vivre qu'offre cette situation. L'accès à un emploi durable et non précaire semble être un point de vue globalement partagé par tous les ménages comme une condition nécessaire pour l'amélioration de leur condition de vie.

Tableau 8.3.1 : Stratégies adaptatives des ménages suivant le statut de pauvreté monétaire et le sexe du chef de ménage

	Pauvres			Non pauvres			Ensemble		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
En cas de difficulté quelles sont les actions qu'entreprend votre ménage pour améliorer ses conditions de vie ?									
Cherche un travail plus rémunérateur	57,7	51,7	56,2	62,4	55,2	60,9	60,5	53,6	58,9
Change ses habitudes de consommation	9,9	9,9	9,9	14,5	12,4	14,1	12,6	11,3	12,3
Pratique la pluriactivité	67,4	63,5	66,4	68,5	66,1	68,0	68,0	64,9	67,3
Confie certains de ses enfants à d'autres ménages	1,9	3,7	2,3	1,1	1,6	1,2	1,4	2,5	1,7
Migre (exode rural ou étranger)	5,2	4,8	5,1	6,6	5,7	6,4	6,0	5,3	5,9
Autres	11,1	15,9	12,2	9,2	11	9,6	10,0	13,2	10,7

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Tableau 8.3.2 : Stratégies adaptatives des ménages suivant la strate

	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Ensemble
En cas de difficulté quelles sont les actions qu'entreprend votre ménage pour joindre les deux bouts ?						
Cherche un travail plus rémunérateur	51,7	72,0	53,9	62,4	57,0	58,9
Change ses habitudes de consommation	7,1	22,2	9,2	10,2	11,5	12,3
Pratique la pluriactivité	66,0	70,2	66,6	64,3	67,4	67,3
Confie certains de ses enfants à d'autres ménages	0,7	2,2	0,7	2,3	2,1	1,7
Migre (exode rural ou étranger)	6,6	6,4	4,7	8,5	4,6	5,9
Autres	8,3	6,1	19,3	7,7	14,7	10,7

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

8.4 Ampleur de la corruption

La corruption a été mentionnée plus haut, selon les ménages, comme l'une des causes qui contribuent à leur paupérisation. Paradoxalement, même si les conclusions de la présente enquête confirment que les ménages pauvres subissent plus les actes de corruption (paiement de frais non réglementaires d'infraction, de scolarisation des enfants, de soins médicaux, etc.), l'ampleur du phénomène ne semble pas alarmante.

Les ménages sont les plus exposés au paiement de frais non réglementaires dans le cadre des soins médicaux (15%). Dans toutes les autres transactions administratives, moins de 10% des ménages ont eu à payer des frais non réglementaires. Mais ces tendances moyennes cachent en réalité des disparités parfois importantes d'une strate à l'autre. En effet, par rapport à la scolarisation, la proportion des ménages ayant eu à payer des frais non réglementaires dépasse le seuil des 10% dans les autres communes (13%), à Pointe-Noire (12%) et dans le milieu rural (11%).

Au niveau des soins médicaux, le pourcentage de ménages qui ont payé des frais non réglementaires a été estimé à 23% dans les autres communes, 18% à Pointe-Noire, 16% dans le milieu rural et à 12% dans le milieu semi urbain. Dans le cadre des autres transactions administratives, plus de 10% des ménages des autres communes ont déclaré avoir payé des frais non réglementaires.

Tableau 8.4.1 : Récapitulatif des actes de corruption suivant la strate

	% de ménages ayant payé des frais non réglementaires pour ...			
	... une infraction quelconque	... la scolarisation d'un enfant	... des soins médicaux	... pour autre service administratif
Brazzaville	5,4	4,6	9,6	6,1
Pointe-Noire	9,7	12,4	18,2	9,8
Autres communes	9,4	12,7	22,7	11,6
Semi urbain	9,8	6,7	11,5	9,9
Milieu rural	7,0	10,5	15,9	7,9
Ensemble	7,4	9,0	14,6	8,2

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Finalement, la corruption serait beaucoup plus présente dans les autres milieux et à Pointe-Noire par rapport aux autres strates.

Ces informations sur la corruption doivent toutefois être interprétées avec beaucoup de nuances. Pour apprécier le phénomène de façon plus rigoureuse, il aurait fallu avoir l'information sur le nombre de fois que le ménage a approché ces différents services publics et pour ceux là, estimer la proportion des ménages qui ont eu à payer des frais non réglementaires. L'enquête n'a pas procédé comme décrit. En rapportant l'effectif des ménages ayant payé des frais non réglementaires sur l'effectif total des ménages, il est clair que notre option, qui donne malgré tout une information sur le niveau minimum de la corruption dans les services publics, sous estime en réalité l'ampleur du phénomène.

Tableau 8.4.2 : Ampleur de la corruption dans les principaux services administratifs publics suivant le statut de pauvreté et le sexe du chef de ménage

	Pauvres			Non pauvres			Ensemble		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
Un membre de votre ménage a-t-il eu à payer des frais non réglementaires pour...									
1... une infraction quelconque ?									
Oui	8,4	7,4	8,2	7,9	3,5	6,9	8,1	5,2	7,5
Non	91	92	91,3	91,2	95,3	92,1	91,2	93,8	91,7
Ne sait pas	0,6	0,6	0,6	0,9	1,3	1,0	0,7	1,0	0,8
2. ...la scolarisation d'un enfant ?									
Oui	10,8	11,4	10,9	8,0	6,2	7,6	9,2	8,5	9,0
Non	68,3	66,9	68,0	58,8	60,9	59,3	62,7	63,6	62,9
Ne sait pas	0,6	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5
Non précisé	20,3	21,4	20,6	32,7	32,5	32,6	27,6	27,5	27,6
3. ... les soins médicaux ?									
Oui	14,1	17,7	15,0	15	12,2	14,4	14,6	14,7	14,6
Non	84,7	81,6	84,0	84,1	86,6	84,6	84,3	84,4	84,3
Ne sait pas	1,2	0,6	1,0	1,0	1,2	1,0	1,1	0,9	1,1
4. ... tout autre service public (justice, police, etc.) ?									
Oui	8,4	6,2	7,8	9,4	4,6	8,4	9,0	5,3	8,1
Non	90,7	92,9	91,2	89,7	93,7	90,6	90,1	93,3	90,8
Ne sait pas	1,0	0,9	1,0	0,9	1,6	1,0	0,1	1,4	1,1

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Tableau 8.4.3 : Ampleur de la corruption dans les principaux services administratifs publics suivant la strate

	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Ensemble
Un membre de votre ménage a-t-il eu à payer des frais non réglementaires pour...						
1... une infraction quelconque ?						
Oui	5,4	9,73	9,4	9,8	7,0	7,4
Non	92,7	89,9	90,1	89,4	92,9	91,8
Ne sait pas	1,9	0,4	0,5	0,8	0,1	0,8
2. ...la scolarisation d'un enfant ?						
Oui	4,6	12,4	12,7	6,7	10,5	9,0
Non	69,3	62,9	60,5	68,8	57,1	62,9
Ne sait pas	0,8	0,6	0,3	0,2	0,3	0,5
Non précisé	25,3	24,1	26,5	24,8	32,1	27,4
3. ... les soins médicaux ?						
Oui	9,6	18,2	22,7	11,5	15,9	14,6
Non	88,5	81,4	76,6	87,7	83,3	84,3
Ne sait pas	1,9	0,5	0,7	0,8	0,7	1,03
4. ... tout autre service public (justice, police, etc.) ?						
Oui	6,1	9,8	11,6	9,9	7,9	8,2
Non	91,6	89,7	87,9	89,04	91,7	90,8
Ne sait pas	2,3	0,5	0,5	0,9	0,4	1,0

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

8.5 Actions prioritaires attendues de la politique gouvernementale

Après avoir caractérisé les principales causes de la pauvreté selon les ménages, évalué leurs perceptions, eu une idée des principales stratégies qu'ils développent pour améliorer leur condition de vie, il importe d'examiner leurs attentes par rapport à l'orientation de la politique gouvernementale. En hiérarchisant les actions citées par ordre de priorité décroissante, la liste suivante des 10 actions modales peut être établie :

- 1 Créer des emplois (91%) ;
- 2 Développer les infrastructures de transport et de déplacement (47%) ;
- 3 Faciliter l'accès aux soins et aux médicaments (41%) ;
- 4 Garantir la bonne gouvernance (33%) ;
- 5 Promouvoir l'agriculture (31%) ;
- 6 Lutter contre la corruption (30%) ;
- 7 Revaloriser les salaires (29%) ;
- 8 Assurer la sécurité des biens et des personnes (28%) ;
- 9 Assurer la bonne répartition de la richesse nationale (26%) ;
- 10 Construire des points d'eau (21%).

Toutes ces actions qui ont été citées par au moins 20% des ménages représentent donc une demande sociale assez forte pour l'orientation de la politique économique et sociale du pays. Dans une moindre mesure, une série de trois facteurs (garantir les prix des produits de première nécessité (19%), faciliter l'accès au crédit (18%) ainsi que l'accès à l'instruction (17%)) sont aussi des priorités dont il faut tenir compte dans l'orientation de la politique économique du pays.

Toutefois, le profil des priorités se modifie légèrement par rapport au statut de pauvreté monétaire des ménages et permet de caractériser trois blocs d'intérêts.

Tableau 8.5.1 : catégorisation des attentes des ménages suivant leur statut de pauvreté

Demandes exprimées un peu plus souvent par les ménages pauvres	Demandes exprimées un peu plus souvent par les ménages non pauvres	Demandes exprimées dans les mêmes proportions par les ménages pauvres et les ménages non pauvres
<ul style="list-style-type: none"> • Développer les infrastructures de transport et de déplacement ; • Faciliter l'accès au crédit. 	<ul style="list-style-type: none"> • Garantir la bonne gouvernance ; • Promouvoir l'agriculture ; • Lutter contre la corruption ; • Revaloriser les salaires • Mieux redistribuer la richesse nationale ; • Garantir les prix des produits de première nécessité ; • Faciliter l'accès à l'instruction. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter l'accès aux soins et médicaments ; • Assurer la sécurité des biens et des personnes ; • Construire des points d'eau • créer des emplois

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Il ressort ainsi que pour les ménages pauvres, les principales priorités dans les actions du Gouvernement, illustrent la nécessité **que ce dernier s'engage dans la mise en œuvre des investissements structurants** (développer des infrastructures, construire des routes, des points d'eau, etc.). Quant aux ménages non pauvres, la nature de leurs attentes les plus fréquentes traduisent leur volonté de **voir les autorités politiques s'engager dans la mise en place d'un cadre plus sain, moins inégalitaire et favorable au développement de la politique économique et sociale du pays.**

Tableau 8.5.2 : Actions prioritaires attendues du Gouvernement pour améliorer les conditions de vie des ménages selon le statut de pauvreté et le sexe du chef de ménage

	Pauvres			Non pauvres			Ensemble		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
Créer des emplois	89,5	91,9	90,1	90,3	93,9	91,1	90	93	90,7
Développer les infrastructures de transport et de déplacement	52,6	44,6	50,7	44,8	40,8	43,9	48	42,6	46,8
Faciliter l'accès aux soins et aux médicaments	42,3	36,7	40,2	41,5	40,9	41,4	41,4	39	40,9
Garantir la bonne gouvernance	29,8	28,5	29,5	36,7	33,2	35,9	33,8	31,1	33,2
Promouvoir l'agriculture	32,5	23,0	30,2	33,4	28,6	32,3	33	26,1	31,4
Lutter contre la corruption et les détournements	24,2	21,6	23,5	35,1	32,7	34,6	30,6	27,7	29,9
Revaloriser les salaires	23,9	22,0	23,4	34,1	29,5	33,1	29,9	26,1	29,0
Assurer la sécurité des biens/personnes	27,7	26,7	27,5	27,2	29,5	27,7	27,4	28,2	27,6
Bonne répartition de la richesse nationale	23,5	20,8	22,9	29,2	28,4	29,1	26,9	25	26,4
Construire des points d'eau	21,6	17,4	20,6	21,6	19,2	21,1	21,6	18,4	20,9
Garantir les prix des produits de base	14,5	12,7	14,1	22,1	20,3	21,7	19	16,8	18,5
Faciliter l'accès au crédit	18,6	19,7	18,9	18,4	16,7	18,1	18,5	18,1	18,4
Faciliter l'accès à l'instruction	17,4	15,8	17,0	18,2	15,3	17,6	17,9	15,5	17,4
Construire des logements	6,7	8,3	7,1	10,1	9,1	9,9	8,7	8,7	8,7
Autres	6	6,9	6,2	3,3	3,7	3,3	4,4	5,1	4,5

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Tableau 8.5.3 : Actions prioritaires attendues du Gouvernement pour améliorer les conditions de vie des ménages suivant la strate

	Brazzaville	Pointe-Noire	Autres communes	Semi urbain	Milieu rural	Ensemble
Créer des emplois	92,7	95,9	93,7	93,9	84,7	90,7
Faciliter l'accès à l'instruction	11,0	17,5	11,1	10,6	24,7	17,4
Développer les infrastructures de transport et de déplacement	29,9	49,7	44,04	50,3	58,6	46,8
Faciliter l'accès aux soins et aux médicaments	24,9	51,0	32,1	32,3	50,7	40,8
Construire des logements	5,0	12,2	9,4	5,1	10,2	8,7
Construire des points d'eau	11,9	23,3	16,9	17,2	27,9	20,8
Lutter contre la corruption et les détournements	27,1	47,2	30,7	33,6	21,1	29,9
Assurer la sécurité des biens/personnes	22,8	32,4	24,6	35,9	27,5	27,6
Promouvoir l'agriculture	17,5	32,5	38,7	38,8	39,5	31,4
Garantir les prix des produits de base	15,6	31,6	18,4	6,9	15,5	31,4
Bien gérer la richesse nationale	25,8	39,4	29,7	21,5	19,7	18,48
Revaloriser les salaires	37,9	46,5	24,4	19,7	12,3	26,5
Faciliter l'accès au crédit	17,7	17,1	20,3	13,3	20,4	29,0
Garantir la bonne gouvernance	29,3	49,8	34,8	32,7	26,2	18,4
Autres	2,6	2,4	9,6	2,1	7,1	33,2

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

CHAPITRE IX : CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

9.1 Principales caractéristiques et enseignements tirés de la pauvreté au Congo

Au vu des différents résultats caractérisés précédemment, il ressort que les principaux traits de la pauvreté se déclinent comme suit : la pauvreté monétaire touche 42,3% des ménages congolais, représentant une population totale de 1 779 300 personnes, soit 50,1% de la population totale du pays. Ces ménages pauvres se retrouvent le plus souvent dans les milieux semi urbain, rural et à Brazzaville. L'âge moyen des chefs de ménages pauvres est de 48 ans (47 ans chez les hommes et 50 ans chez les femmes).

Les ménages gérés par des femmes comportent relativement plus de pauvres que ceux dirigés par des hommes. Les ménages de grande taille (monoparental élargi, famille élargie, monoparental nucléaire et couples avec enfants) se distinguent avec des niveaux de pauvreté les plus élevés. Le niveau d'instruction permet de faire la distinction entre les pauvres et les non pauvres et le ratio de pauvreté baisse avec l'augmentation du niveau d'instruction.

L'examen du niveau d'instruction permet de constater que les pauvres sortent en général assez tôt du système éducatif et ne dépassent que rarement le niveau d'études primaires. La principale raison de cette situation est financière. En conséquence, on dénombre parmi les pauvres une part plus importante d'individus de 15 ans et plus qui ne sont pas alphabétisés.

La situation dans l'activité montre que les inactifs sont la catégorie de la population la plus exposée à la pauvreté. Dans le groupe des actifs occupés, les chefs de ménages travaillant dans les secteurs de l'agriculture, du BTP, des mines et des industries de transformation sont le plus confrontés à des conditions de vie difficiles. Cette situation est aggravée lorsqu'ils opèrent dans des activités non formelles. Les pauvres sont en particulier identifiés comme travailleurs pour compte propre opérant principalement dans des activités agricoles ou exerçant des petits métiers dans le secteur informel.

La situation par rapport au travail des enfants (population de 10-14 ans) est préoccupante surtout dans le milieu rural puisque 85% de l'effectif total des enfants qui travaillent sont identifiés dans ce milieu. 53% de ces enfants en activité sur le marché du travail sont des filles. Toutefois, cette information doit être utilisée avec précaution dans la mesure où l'enquête s'est déroulée pendant les vacances, période pendant laquelle de nombreux enfants qui sont présents sur le marché du travail ont déclaré être encore dans le cursus scolaire.

Contrairement à la plupart des économies africaines d'Afrique au sud du Sahara, l'économie congolaise ne présente pas une dualité très marquée entre les activités agricoles et les activités non agricoles. On constate que le tissu économique des actifs occupés de 15 ans et plus est plus ou moins homogène, ventilé entre des activités agricoles majoritaires (35%), des activités de transformation/BTP/mines (21%), des activités commerciales (21%) et des activités de services (23%).

Le chômage est particulièrement préoccupant au Congo puisqu'il touche 19,4% des individus de 15 ans et plus, mais se situe à plus de 31% à Brazzaville et à Pointe-Noire. Le chômage touche plus souvent les femmes (20,6%) que les hommes (18,1%) et affecte surtout les jeunes de moins de 30 ans.

Globalement, l'accès aux principaux services sociaux de base n'est pas problématique, il est même assez satisfaisant, mais la situation dans le milieu rural mérite tout de même une attention particulière.

Les budgets des ménages congolais sont lourdement grevés par les quatre postes de dépenses suivants : l'alimentation, les charges de gestion du logement occupé, le transport et l'habillement, quel que soit le statut de pauvreté.

L'examen de la politique gouvernementale, en cohérence avec les causes de la pauvreté identifiées par les ménages eux mêmes, montre que pour les ménages pauvres, les principales priorités dans les actions du Gouvernement, se résument dans la nécessité **que ce dernier s'engage dans la mise en œuvre des investissements structurants** (développer des infrastructures, construire des routes, des points d'eau, etc.). Quant aux ménages non pauvres, la nature de leurs attentes les plus fréquentes traduisent leur volonté de **voir les autorités politiques s'engager dans la mise en place d'un cadre plus sain, moins inégalitaire et favorable au développement économique et social du pays.**

9.2 Axes de recommandations de la politique de lutte contre la pauvreté

En tirant les leçons des principaux résultats mis en évidence dans les chapitres précédents, l'on peut dégager quelques recommandations relatives aux cinq domaines d'intervention suivants :

1. Dans le domaine de l'éducation

- Accroître le nombre de classes et/ou d'établissements scolaires primaires dans le milieu urbain afin de remédier au phénomène des effectifs pléthoriques ;
- Encourager les parents d'élèves, surtout les plus pauvres à laisser plus longtemps leurs enfants dans le cursus scolaire en améliorant la qualité de l'offre d'éducation (disponibilité et facilité d'acquisition des livres et des fournitures scolaires, meilleure gestion des effectifs scolaires, meilleur entretien des établissements scolaires, mobilisation des enseignants du milieu rural à leur poste, etc.) et en réexaminant à la baisse les coûts des services d'éducation ;
- Améliorer les conditions de travail des enseignants et augmenter leurs effectifs ;
- Investir dans le renforcement des capacités des enseignants par le biais des formations qualifiantes et autres formations assimilées ;
- Contribuer à rapprocher et/ou à accroître l'effectif des structures publiques d'éducation du lieu de résidence des ménages dans les milieux ruraux où une bonne frange de ces derniers a accès à ces structures en plus d'une heure ;
- Développer des programmes alternatifs d'éducation pour les enfants exclus très tôt du système éducatif mais aussi pour les adultes en activité n'ayant jamais été à l'école ;

2. Dans le domaine de la santé

- Renforcer les aspects préventifs au niveau des principales maladies endémiques, surtout dans les milieux pauvres ;
- Sensibiliser les populations sur les risques de l'automédication qui est très répandue dans les ménages non pauvres et non négligeable dans les ménages pauvres ;
- Promouvoir des programmes de santé publique favorables à l'amélioration et au suivi médical des personnes âgées (le taux de morbidité des individus de 60 ans et plus frise les 70%) ;
- Renforcer les campagnes de sensibilisation en matière de planning familial, notamment dans les zones rurales. En effet, si aucune mesure n'est prise rapidement, la croissance démographique risque sérieusement de compromettre le développement du pays ;

- Accroître et/ou rapprocher les infrastructures de santé publique des zones d'habitation des ménages, surtout dans le milieu rural ;
- Améliorer notablement la qualité des prestations des services de santé (réduction du temps d'attente, disponibilité des médicaments sur place, personnel médical qualifié et compétent, etc.) ;
- Réexaminer et/ou harmoniser à la baisse, les coûts des prestations fournies par les différentes structures sanitaires du pays ;

3. Dans le domaine de l'emploi

- Contribuer à une meilleure identification des activités informelles ainsi que leurs caractéristiques ;
- Promouvoir le développement des activités agricoles qui sont encore très faiblement valorisées dans le pays. En effet, à peine 35% des actifs occupés de 15 ans et plus exercent dans le secteur agricole, seulement 22% exploitent des terres qui ne leurs appartiennent pas, 1,5% pratiquent la pisciculture, 4,2% la pêche et 5,5% l'exploitation forestière. L'élevage du gros bétail est quasiment absent et seulement 26% des ménages élèvent de la volaille ;
- Tirer un meilleur profit des opportunités dont bénéficie le pays. En effet, le pays dispose d'importantes ressources naturelles (agricoles, halieutiques, hydrauliques ou minières) mais qui sont très faiblement exploitées. En jouant sur la diversification « naturelle » des activités économiques par branche constatée dans le pays, il est possible, moyennant des mesures appropriées d'accompagnement, de promouvoir un entrepreneuriat privé dynamique dans des secteurs autres que pétroliers et de l'exploitation forestière ;
- Accroître le développement des activités agricoles en adoptant des mesures réglementaires favorables au développement de la production nationale ;
- Contribuer à la maîtrise des prix des produits de première nécessité afin d'encourager la consommation et réduire l'autoconsommation qui freine la croissance économique ;
- Promouvoir le développement des petites entreprises individuelles non agricoles qui sont le plus souvent des activités à haute intensité de main d'œuvre (HIMO), surtout dans le milieu rural où plus de 50% des ménages s'y investissent.
- Un intérêt particulier devra également être accordé à la situation des femmes, qu'elles proviennent des milieux urbains ou des milieux ruraux pour leur garantir des moyens d'existence durables ;

4. Dans le domaine de l'accès au logement et aux autres services sociaux

- Créer des conditions favorables à l'accès des ménages à des logements sociaux décentes ;
- Contribuer à réduire les facteurs contraignants de l'accès aux principaux services sociaux de base dans les milieux ruraux. En principe, le développement des investissements structurants (routes, moyens de déplacement, etc.) et des services spécialisés spécifiques à ces services sociaux devraient contribuer à l'amélioration de la situation ;
- Réduire l'ampleur des disparités régionales dans le domaine de l'électrification principalement entre milieux urbains et milieux ruraux ;

- Contribuer au développement des investissements structurants (routes, points d'eau, pistes, moyens de déplacement, etc.) afin de créer un cadre vraiment propice à l'éclosion d'une économie émergente, diversifiée et dynamique ;
- Contribuer à la réduction des frais de déplacement afin d'encourager le désenclavement de certains milieux, plus particulièrement le milieu rural ;

5. La perception de la population pour la réduction de la pauvreté

- Intégrer dans l'identification des principales causes de la pauvreté, le point de vue des ménages (pauvres et non pauvres) afin de mieux caractériser les déterminants de la pauvreté. Les facteurs essentiels favorisant la pauvreté et identifiés par les pauvres eux-mêmes sont :

1. L'absence de travail (86%) ;
2. La mauvaise gestion des biens publics (49%) ;
3. L'insuffisance ou la baisse des revenus notamment les salaires et les prix des produits agricoles (41%) ;
4. L'enclavement du milieu de résidence (15%) ;
5. La paresse (15%) ;
6. La corruption (15%);
7. L'absence d'instruction (10%).

- Tenir compte dans la définition des priorités de la politique gouvernementale, des principales préoccupations des actions prioritaires retenues par les ménages eux-mêmes. Ces priorités sont définies comme suit :

- Créer des emplois (91%) ;
- Développer les infrastructures de transport et de déplacement (47%) ;
- Faciliter l'accès aux soins et aux médicaments (41%) ;
- Garantir la bonne gouvernance (33%) ;
- Promouvoir l'agriculture (31%) ;
- Lutter contre la corruption (30%) ;
- Revaloriser les salaires (29%) ;
- Assurer la sécurité des biens et des personnes (28%) ;
- Assurer la bonne répartition de la richesse nationale (26%) ;
- Construire des points d'eau (21%) ;
- Garantir les prix des produits de première nécessité (19%) ;
- Faciliter l'accès au crédit (18%) ;
- Faciliter l'accès à l'instruction (17%).

ANNEXES

Annexe 1 : Justification du choix du seuil calorique normatif

Besoins énergétiques moyens de la population et incréments énergétiques recommandés (Kcal par jour) compte tenu des niveaux d'activité et de la température ambiante

Pays en développement

	Valeurs (Kcal)
1. Besoins énergétiques moyens	2070
2. Ajustement des besoins en fonction du niveau d'activité physique d'un adulte (18 ans et plus)	
Activité modérée	
Hommes	+ 360
Femmes	+ 100
Population entière (adultes et enfants)	+ 140
Activité intense	
Hommes	+ 850
Femmes	+ 330
Population entière (adultes et enfants)	+ 350
3. Ajustement des besoins en fonction de la température journalière moyenne (°C)	
20°	-
15°	+ 100
10°	+ 200
5°	+ 300
0°	+ 400

Source : PAM

Besoin Énergétique utilisé par quelques pays pour le calcul du seuil de pauvreté

Pays	Besoin énergétique	Observations
TOGO	1 990 Kcal	Selon les provinces
	2 000 Kcal	
	2 080 Kcal	
BENIN	2 400 Kcal	
BURKINAFASO	2 283 Kcal	
BURUNDI	2400 Kcal	
CAMEROUN	2 900 Kcal	
COMORES	2 160 Kcal	
CONGO	2 450 Kcal	
GABON	2 100 Kcal	
GUINEE	2 100 Kcal	
SENEGAL	2 400 Kcal	
MALI	2 450 Kcal	

Annexe 2: Dépenses totales et structure du panier – Ecom 2005

Rang	Codes produits	Produits	Dépenses alimentaires Annuelles totales (Milliards de F CFA)	% dans les dépenses totales des ménages	Effectif Population (équivalent Adulte)	Quantité Journalière Par jour (équivalent Adulte)	Valeur Calorique de la Consommation journalière (équivalent adulte)
1	011125	Farine de manioc	42,4	8,0	1 968 004	0,19	203,9
2	011737	Manioc cuit	37,0	15,0	1 958 991	0,28	124,6
3	011115	Riz	27,6	20,1	1 754 931	0,10	110,5
4	011522	Huile d'arachide	20,6	24,0	2 222 091	0,04	95,2
5	011326	Autres poissons salés et séchés (Congre)	20,3	27,8	1 370 397	0,02	15,9
6	011320	Hareng fumé	18,4	31,3	1 170 768	0,04	41,4
7	011325	Autres poissons d'eau douce fumé (Silure)	18,0	34,7	853 158	0,02	19,2
8	011310	Chinchard frais	17,1	37,9	986 824	0,04	18,0
9	011212	Viande de bœuf fraîche	17,0	41,1	813 464	0,02	16,7
10	011313	Autres poissons de mer frais (Massoundji)	16,9	44,3	754 047	0,08	24,3
11	011314	Autres poissons d'eau douce frais (Carpe)	14,8	47,1	722 343	0,04	11,3
12	011242	Poulet congelé	14,7	49,8	705 628	0,04	25,1
13	011143	Pain de blé industriel en baguette (boma ngai)	12,9	52,3	1 214 351	0,04	37,6
14	011715	Mfumbu/coco (gnetum ≈ Feuille de manioc)	12,1	54,5	1 949 988	0,01	0,9
15	011311	Hareng frais	11,6	56,7	702 126	0,06	17,5
16	011245	Morceaux de poulets (cuisses)	9,2	58,5	574 294	0,03	21,0
17	011712	Oignons/Ciboule (oignons)	9,1	60,2	2 145 775	0,01	1,4
18	011521	Huile de palme	9,1	61,9	1 235 258	0,04	109,7
19	011719	Autres légumes frais (Bari ≈ Amarante de couleur verte)	8,3	63,4	1 447 220	0,05	5,4
20	011412	Lait en poudre	8,1	65,0	1 246 848	0,19	278,4
21	011711	Feuille de manioc	7,9	66,5	1 121 957	0,11	28,8
22	011721	Haricot sec (blanc)	7,2	67,8	884 009	0,02	20,9
23	011531	Pâte d'arachide locale	7,1	69,2	1 604 237	0,01	23,2
24	011726	Noix de palme	7,0	70,5	1 196 701	0,12	198,0
25	011812	Sucre en poudre	6,6	71,7	1 131 305	0,03	32,3
26	011142	Pain de blé industriel en baguette (petit pain)	6,3	72,9	595 801	0,04	34,7
27	011714	Tomate fraîche	5,9	74,0	1 441 903	0,02	1,0
28	011252	Gibier frais (Sanglier)	5,9	75,1	352 487	0,01	5,2
29	011718	Concentré de tomate	5,8	76,2	1 500 918	0,01	1,9
30	011214	Abats et tripes de bœuf (estomac)	5,7	77,3	456 132	0,29	73,4
31	011154	Beignet à base de farine de blé	5,5	78,3	938 399	0,03	27,6
32	011732	Manioc (tubercule)	5,4	79,3	310 811	0,25	109,5
33	011324	Autres poissons de mer fumés (Chinchard)	5,1	80,3	381 479	0,04	21,8
34	011141	Pain de blé local artisanal	4,8	81,2	451 862	0,05	43,2
35	011903	Cube (maggi)	4,3	82,0	1 640 003	0,00	0,8
36	011902	Sel	4,0	82,8	1 393 118	0,02	0,0
37	011731	Banane plantain	3,8	83,5	300 406	0,12	47,2
38	011717	Endive	3,6	84,2	665 463	0,08	7,5
39	011811	Sucre en morceaux	3,5	84,8	752 260	0,02	18,5
40	011312	Silure frais	2,6	85,3	156 251	0,02	5,2
41	011321	Nzombo fumé (Lotte fumée)	2,5	85,8	195 323	0,01	2,4
42	011730	Cossettes de manioc	2,3	86,2	119 456	0,41	425,2
43	011254	Gibier fumé (Gazelle)	2,3	86,7	171 302	0,01	5,1
44	011713	Epinard	2,3	87,1	586 735	0,03	3,3
45	011234	Abats et tripes de porc (pieds)	2,2	87,5	179 039	0,03	37,7
46	011710	Oseille	2,1	87,9	780 601	0,02	2,4
47	011323	Thon salé et séché	2,1	88,3	220 692	0,01	8,9
48	011724	Arachide décortiquée	2,1	88,7	468 171	0,02	32,4
49	011327	Conserves de poissons (sardines)	2,0	89,1	272 949	0,06	37,7
50	011431	Œufs frais de poule	2,0	89,4	303 439	0,01	3,7
51	012101	Café (Nescafé)	1,9	89,8	501 375	0,11	12,5
Total			477,3	-	-	-	2450,0

Annexe 3 : Tableau des indicateurs prioritaires de suivi de la pauvreté par domaine – Congo

	P0 : Ratio de pauvreté (%)		P1 : Gap de pauvreté (%)		P2 : Sévérité de la pauvreté (%)		Indice de Gini (%)
	Indices	Contributions	Indices	Contributions	Indices	Contributions	
1. PAUVRETE ET INEGALITES							
Mesurer l'ampleur de la pauvreté dans les ménages							
1.1 Strates							
Brazzaville	44,9	31,1	17,3	33,2	8,8	33,7	45,2
Pointe-Noire	23,5	12,1	6,6	9,4	2,7	7,7	38,6
Autres communes	41,5	5,5	14,6	5,4	7,2	5,3	39,1
Milieu semi urbain	55,1	9,1	25,7	11,8	15,2	14,0	48,6
Milieu rural	49,2	42,1	17,0	40,3	8,3	39,2	34,8
Ensemble	42,3	100,0	15,3	100,0	7,6	100,0	41,6
1.2 Par Groupes socio-économiques							
Agriculture	47,8	30,5	15,4	29,2	8,0	28,8	34,7
BTP, transformation, Mines	52,5	19,0	20,4	21,8	11,2	22,9	45,6
Commerce	36,6	11,1	12,2	10,9	6,4	10,9	44,3
Service	30,8	18,2	10,0	17,5	4,9	16,5	40,7
Chômeurs	42,3	5,7	12,5	5,0	6,5	4,9	38,5
Inactifs	46,4	15,5	15,8	15,6	8,5	16,1	41,9

	Brazzaville	Pointe Noire	Autres communes	semi urbain	Milieu rural	Ensemble
2. SANTE						
2.1 Prévalence des maladies endémiques						
Paludisme	19,9	18,1	17,5	22,3	26,5	21,8
Diarrhée	2,2	2,3	1,8	2,9	4,3	3,0
Aucun problème de santé	64,7	66,7	63,2	59,8	52,9	60,7
2.2 Assainissement et eau potable						
% des ménages ayant accès à l'eau potable ¹	96,0	98,3	89,9	52,5	28,1	68,5
% de ménages ayant accès à une pompe publique ²	4,7	0,9	3,5	15,8	8,5	5,9
% de ménages ayant accès à l'assainissement ³	40,9	30,1	5,6	0,1	0,0	18,9
% de ménages disposant de latrines modernes ⁴	9,8	13,5	3,3	0,6	0,4	6,2
Degré de pollution de l'environnement	-	-	-	-	-	-
3. EDUCATION						
3.1. Favoriser l'accès des jeunes à l'école						
Taux d'accès en 30 mn aux services d'éducation (%)	95,9	97,2	96,8	93,8	83,9	91,9
Taux net de scolarisation (primaire)	92,6	90,3	87,3	85,3	80,9	86,8
3.2 Garantir l'éducation pour tous (Ecole primaire)						
Distance moyenne parcourue pour atteindre l'école la plus proche (Km)	0,7	0,4	0,5	0,7	2,1	1,1
Taux d'inscription précoce (%)	30,4	32,0	39,2	43,9	44,1	37,8
Taux d'inscription normale (%)	32,0	27,7	22,0	18,4	15,6	22,7
Taux de retard de scolarisation (%)	37,6	40,3	38,8	37,7	40,3	39,5
Taux d'éloignement par rapport à la norme âge/niveau	68,0	72,3	78,0	81,6	84,4	77,3
3.3 Frais de scolarité supportés par les ménages⁵						
Frais moyens par élève (F CFA)						
A l'école primaire	18 795	22 730	9 340	4 195	3520	11 880
A l'école secondaire	24 135	31 110	13 900	6 260	7 190	21 825
4. EMPLOI ET REVENU						
4.1 Mesurer l'ampleur du chômage						
Taux de chômage (%)	32,6	31,5	13,0	9,0	5,8	19,4
4.2 Mesurer le niveau de l'emploi						
4.2.1 Taux d'occupation par CSP						
Cadres	19,6	9,8	11,8	6,6	1,5	8,1
Employés	17,4	20,5	7,9	3,5	2,9	9,9
Manœuvres	4,4	6,1	5,0	2,7	2,4	3,8
Autres travailleurs dépendants	4,7	8,5	8,1	5,2	7,1	6,8
Patrons, Employeurs	2,1	1,3	0,8	0,4	0,6	1,1
Travailleurs pour propre compte	51,9	53,8	66,5	81,6	85,5	70,4

	Brazzaville	Pointe Noire	Autres communes	semi urbain	Milieu rural	Ensemble
4.2.2 Taux d'occupation par secteur institutionnel						
Secteur public	23,9	9,7	15,8	7,4	2,0	9,5
Secteur privé formel	18,4	30,4	10,5	6,2	4,9	13,4
Secteur informel	57,7	59,9	73,7	86,4	93,1	77,1
4.2.3 Taux d'occupation par branche d'activité						
Agriculture	6,9	5,6	40,9	53,0	59,8	35,8
BTP, transformation, Mines	9,9	18,3	14,4	20,2	27,2	20,4
Commerce	37,2	36,6	19,6	12,7	6,9	20,7
Services	46,0	39,5	25,1	14,1	6,1	23,3
4.2.4 Taux d'activité (%)	56,9	68,2	65,5	70,6	82,9	69,5
5. LOGEMENT						
5.1 Mesurer le statut d'occupation						
% de ménages propriétaires	43,4	53,9	46,9	59,4	75,1	58,5
% de ménages suivant le type de logement						
Maison individuelle	44,2	54,9	61,3	77,6	85,0	64,2
Maison à plusieurs appartements	47,5	40,7	34,2	18,7	13,4	31,2
Appartement dans un immeuble	0,0	0,1	0,4	0,0	0,1	0,1
Duplex	1,8	0,7	0,5	0,2	0,1	3,7
Chambre simple	6,3	3,1	4,0	3,4	1,4	3,7
Autres	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Coût moyen du loyer (locataires)	188 088	202 740	103 593	51 582	78 351	161 562
Coût moyen du loyer imputé (non locataires)	196 539	229 888	158 083	113 741	102 550	155 234
5.2 Mesurer la satisfaction par rapport au logement						
Ratio de pauvreté suivant le type de logement						
Maison individuelle	46,0	28,6	43,9	56,1	49,2	45,0
Maison à plusieurs appartements	42,9	17,6	37,0	37,0	48,4	35,9
Duplex	39,6	14,4	21,4	47,1	-	32,2
Chambre simple	52,6	13,7	38,1	63,6	63,6	51,0
Nombre moyen de personnes par pièce	2,6	3,0	3,1	3,2	3,1	2,9
% de ménages ayant accès à l'électricité SNE	52,6	36,5	28,5	8,0	3,2	26,7
6. GENRE						
6.1 Mesurer la participation à la pauvreté						
6.1.1 Ratio de pauvreté suivant le sexe du chef de ménage						
Homme	43,9	22,9	41,3	51,4	49,1	41,5
Femme	47,1	25,9	41,9	63,5	49,7	45,2
Femme/Homme	1,073	1,131	1,015	1,235	1,012	1,089
6.1.2 Taux d'alphabétisation des adultes de 15 ans et +						
Homme	95,7	96,1	90,3	82,8	78,0	89,1
Femme	87,1	84,9	71,9	62,9	52,2	72,5
Femme/Homme	0,910	0,883	0,796	0,760	0,669	0,814

Source : Enquête congolaise auprès des ménages (ECOM), 2005

Nota : (1) : Eau courante SNDE à la maison, ailleurs, fontaine/robinet public, pompe villageoise/forage équipé de pompe manuelle, bêche à eau/citerne, puits protégé (2) : Fontaine/Robinet public, Pompe villageoise/forage à pompe manuelle (3) : Bacs/voirie publique, Voirie privée/ONG
(4) : WC avec chasse d'eau, latrines ventilées améliorées (5) : Compte tenu du fait que l'enquête n'a pas permis de capter de façon exhaustive et rigoureuse les informations permettant d'estimer le coût moyen d'éducation par enfant, nous n'avons présenter ici que le coût moyen des frais de scolarité par enfant scolarisé dans le ménage.

Annexe 4 : Les indices élémentaires de pauvreté monétaire : les mesures de Foster-Greer-Thorbecke (FGT)

Les indicateurs de pauvreté les plus utilisés dans la littérature sont ceux de la famille P_α proposés par Foster, Greer et Thorbecke (1984). On les appelle aussi les indicateurs FGT. Leur expression générale est la suivante :

$$P_\alpha = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left(\frac{z - y_i}{z} \right)^\alpha \quad (1),$$

Dans cette formule, n désigne le nombre d'individus dans la population totale, z le seuil de pauvreté et y_i le revenu ou la consommation (la mesure du bien être) du i ème individu (ou ménage) pauvre, α le degré d'aversion pour la pauvreté (est un nombre entier supérieur ou égal à 0) et q le nombre de pauvres dans la population totale. Le terme

$$\sum_{i=1}^q \left(\frac{z - y_i}{z} \right) \quad (2),$$

est la somme des différences individuelles entre le seuil de pauvreté et le revenu de ceux qui sont en dessous de ce dernier, cette somme étant exprimée comme une fraction du seuil de pauvreté lui-même.

- **le ratio de pauvreté**: cet indicateur permet d'appréhender l'étendue de la pauvreté. Il donne le pourcentage de pauvres dans la population totale. En effet, pour $\alpha = 0$, on a

$$P_0 = H = q/n \quad (3)$$

où q est le le nombre de pauvres dans la population totale. H désigne ainsi le ratio de pauvreté.

Mais, pour cette valeur de α les différences individuelles sont ignorées, c'est à dire le terme (2). On remarque aussi que H ne respecte pas l'un des axiomes intéressants requis pour les indicateurs de pauvreté, "*l'axiome de monotonie*". Selon cet axiome, l'indicateur de pauvreté devrait augmenter si la dotation d'un pauvre diminue, cela n'est pas le cas pour H ou P_0 . C'est à dire qu'il ne donne aucune information sur la détérioration éventuelle des conditions de vie des q individus en dessous du seuil de pauvreté. Il informe seulement que les unités étudiées ont un niveau de bien être inférieur au seuil critique retenu. Sa valeur est également très sensible au seuil de pauvreté fixé, ce qui en limite d'autant la robustesse.

L'indicateur appelé gap de la pauvreté ou déficit de revenu est alors introduit pour approfondir la connaissance de la situation des pauvres.

- **le gap de la pauvreté**: il est calculé de la manière suivante:

$$P_1 = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left(\frac{z - y_i}{z} \right) \quad (4),$$

Si $\alpha = 1$, les différences individuelles sont prises en compte. En outre, on peut vérifier que pour $\alpha = 1$,

$$P_1 = H * I \quad (5)$$

vérifie l'axiome de monotonie, avec I étant **l'intensité de la pauvreté**. En fait, cet indicateur mesure l'écart de revenu par rapport au seuil de pauvreté. Cet aspect est d'autant plus important qu'on peut avoir une grande proportion de pauvres avec des revenus proches du seuil de pauvreté tout comme on peut avoir une proportion moins importante de pauvres, mais avec des niveaux de vie très éloignés du minimum vital. Pour cette raison, l'indicateur P_1 est intéressant. Il mesure la profondeur de la pauvreté, c'est dire la part de revenu moyen qu'il faut affecter aux pauvres pour les ramener au niveau du seuil de pauvreté. Il peut ainsi être considéré comme un indicateur des possibilités d'éliminer la pauvreté en ciblant les transferts aux pauvres. Le coût minimum de l'élimination de la pauvreté par des transferts ciblés est tout simplement égal à la somme de tous les écarts de

pauvreté enregistrés dans la population, chaque écart de pauvreté étant comblé de manière à porter le niveau de vie des différents individus au seuil de pauvreté. Ce coût vaut $(Z - Y_p)q$. Quant au coût maximum en l'absence de tout ciblage pour résorber la pauvreté, il est estimé à nZ . En se référant à l'équation (4), on constate que le rapport entre le coût minimum pour l'élimination de la pauvreté en cas de ciblage parfait et le coût maximum en l'absence de tout ciblage est simplement P_1 . Cet indicateur peut ainsi être interprété comme un indicateur des *économies potentielles* que le ciblage permet de réaliser au niveau du budget de la lutte contre la pauvreté. Quant au coût total effectivement nécessaire pour éliminer la pauvreté, il est égal à nZP_1 .

Cependant, on peut examiner la distribution de revenus parmi les pauvres avec l'utilisation de P_2 qui mesure la sévérité de la pauvreté.

- **la sévérité de la pauvreté**: si on mesure la pauvreté à l'aide de P_2 , un poids plus important est accordé aux plus pauvres :

$$P_2 = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left(\frac{z - y_i}{z} \right)^2 \quad (6),$$

Aussi appelé **Écart de pauvreté au carré**, cette mesure est souvent décrite comme indicative de la sévérité de la pauvreté. Alors que le gap de pauvreté prend en compte la distance qui sépare les pauvres de la ligne de pauvreté, l'écart de pauvreté au carré considère le carré de cette distance. Comme P_1 , P_2 augmente si le revenu moyen des pauvres diminue; mais il augmente aussi si la distribution des revenus entre les pauvres devient plus inégale. L'utilisation de l'écart de pauvreté au carré revient à pondérer l'écart de pauvreté en fonction de lui-même, de manière à privilégier les personnes en situation d'extrême pauvreté. En d'autres termes, l'écart de pauvreté au carré prend en compte l'inégalité parmi les pauvres. P_2 peut être décomposé comme suit, avec CV^2 correspondant au carré du coefficient de variation de la consommation entre les pauvres :

$$P_2 = IP_1 + (1-I)(P_0 - P_1)CV^2$$

Les indicateurs FGT présente une propriété intéressante qui est la "**décomposabilité**". En effet, considérons une partition de la population en m catégories $j=1, \dots, m$. Chacune de ces catégories ayant un poids k_j (avec la somme des k_j égale à l'unité), la mesure P_α de l'ensemble de la population est simplement pondérée des mesures $P_{j\alpha}$ de l'ensemble des sous groupes, c'est à dire:

$$P_\alpha = \sum_j k_j P_{j,\alpha} \quad (7)$$

On peut donc calculer la contribution de chacun des sous groupes à la pauvreté; elle est égal à:

$$C_j = \frac{k_j * P_{j,\alpha}}{P_\alpha} \quad (8)$$

Ces contributions donnent une idée des groupes où se concentre la pauvreté et peuvent donc être utilisées pour le ciblage des politiques. On peut réaliser cet exercice pour les groupes socio-économiques, les régions, etc.

Annexe 5 : Note technique relative aux classes d'indicateurs d'entropie généralisée

Les classes des indicateurs d'entropie généralisées (GE) ont généralement pour objectif d'évaluer l'inégalité totale le long d'une distribution, en ses différents points. Ils se distinguent donc de l'indice de Gini qui est plus sensible aux variations intervenant dans les tranches intermédiaires d'une distribution donnée. Leur expression générale est donnée par la formule suivante :

$$GE(\theta) = \frac{1}{n\theta(\theta-1)} \sum_{i=1}^n \left[\left(\frac{y_i}{\mu} \right)^\theta - 1 \right], \text{ pour } \theta \neq 0, 1$$

Cette famille d'indices d'inégalité est facilement décomposable suivant deux dimensions : i). suivant les composantes de l'indicateur de bien-être retenu ; ii.) suivant un profil donné de la population en question.

Leur sensibilité par rapport à une variable donnée varie le long de la distribution de cette dernière. Plus la valeur du coefficient θ est grande, plus $GE(\theta)$ est sensible aux variations de la variable d'intérêt dans les tranches supérieures de sa distribution. Inversement, plus θ est faible ($\theta=0$), plus $GE(\theta=0)$ qui correspond à la déviation logarithmique moyenne de la distribution de la variable considérée, prend en compte les variations de l'inégalité dans le bas de la distribution.

Pour $\theta = 0$, la valeur $GE(0)$ donne la déviation logarithmique moyenne suivante :

$$GE(0) = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n \ln \left(\frac{\mu}{y_i} \right)$$

Pour $\theta = 1$, la valeur $GE(1)$ correspond à l'indice d'inégalité de Theil, estimé comme suit :

$$GE(1) = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^n \frac{y_i}{\mu} \ln \left(\frac{y_i}{\mu} \right)$$

Avec Y_i correspondant au niveau de vie de l'individu i , n est le nombre total d'individus et μ est le niveau de vie moyen de la population.

Pour $\theta = 2$, la valeur $GE(2)$ qui correspond au carré du coefficient de variation divisée par 2 est estimée comme suit :

$$GE(2) = \frac{1}{2n} \sum_{i=1}^n \left[\left(\frac{y_i}{\mu} \right)^2 - 1 \right]$$

L'équation de décomposition de ces indices en m sous-groupes mutuellement exclusifs est la suivante:

$$GE(\theta) = \sum_{k=1}^m d_k \left(\frac{\mu_k}{\mu} \right)^\theta I_{\theta k} + I_{\theta \text{int}}$$

où d_k est la part de la population se trouvant dans le sous-groupe k ; μ_k est le niveau de vie moyen dans le sous-groupe k ; $I_{\theta k}$ est l'inégalité à l'intérieur du groupe k ; $I_{\theta \text{int}}$ est l'inégalité inter-groupe dans la population totale en supposant la répartition du niveau de vie égalitaire dans chacun des sous-groupes.

Annexe 6 : Aperçu de quelques approches conceptuelles

1.1 Ménage et chef de ménage (CM)

L'ECOM définit le ménage comme étant un ensemble de personnes apparentées ou non, qui mettent en commun leurs ressources et satisfont ensemble à l'essentiel de leurs besoins alimentaires et autres besoins vitaux et qui reconnaissent l'autorité d'un même individu appelé chef de ménage. Elles habitent généralement sous le même toit.

1.2 Groupes socio-économiques du chef de ménage

Le groupe socio-économique du chef de ménage se définit essentiellement par rapport à l'activité principale du chef de ménage. Dans la présente étude, les groupes suivants ont été retenus :

- Salariés du public

Groupe socio-économique dont le chef de ménage est salarié du service public ou para - public.

- Salariés du privé

Groupe socio-économique dont le chef de ménage est salarié du secteur privé structuré ou non.

- Employeurs

Groupe socio-économique dont le chef de ménage est employeur dans un secteur d'activité non agricole.

- Travailleurs pour Compte Propre non agricoles (TCP-non agricoles)

Groupe socio-économique dont le chef de ménage travaille pour son propre compte dans un secteur d'activité non agricole.

- Travailleurs pour Compte Propre agricoles (TCP-agricoles)

Groupe socio-économique dont le chef de ménage travaille pour son propre compte dans un secteur agricole.

- Autres employés

Groupe socio-économique dont le chef de ménage occupe un emploi autre que les cinq emplois cités auparavant.

- Sans emploi

Groupe socio-économique dont le chef de ménage est soit chômeur, soit inactif.

1.3 Principaux indicateurs de bien être

L'accès à la source d'eau pour boire est défini pour les ménages vivant à moins de 30 minutes de marche d'une source d'eau utilisée pour boire.

L'accès à l'eau potable : Ce concept est défini pour les ménages utilisant le robinet (abonnement SNDE) dans le logement ou ailleurs chez le voisin, dans une concession, la pompe publique/borne fontaine, la pompe villageoise/forage équipé d'une pompe manuelle, la bêche à eau/citerne ou le puits protégé/amélioré.

Les toilettes saines sont définies pour les ménages utilisant les WC avec chasse d'eau ou les latrines améliorées.

L'accès à un service organisé de ramassage des ordures ménagères est défini pour les ménages utilisant les bacs ou la voirie (publique ou privée) pour évacuer leurs ordures.

Le combustible autre que le bois/charbon de cuisine est défini pour les ménages utilisant l'électricité, le gaz ou le pétrole/huile pour faire la cuisine.

L'accès à un logement dont les murs sont en matériaux durables : les murs en matériaux durables désignent tout mur dont les murs sont dans l'un ou l'autre des matériaux suivants : parpaing en ciment, briques en terre cuite, brique stabilisée.

L'accès à un logement dont le sol est en matériau durable : le sol en matériau durable se réfère à tout sol constitué de l'un ou de l'autre des matériaux suivants : ciment, carrelage/marbre.

L'accès à l'électricité : fait référence à l'accès à l'électricité par l'une ou l'autre des sources suivantes : abonnement direct à la SNE, énergie solaire/groupe électrogène (communautaire ou privé).

L'accès à un logement dont la toiture est en matériau durable : fait référence à tout logement dont la toiture est dans l'un des éléments suivants : dalle en béton, ardoise/tuile, tôle.

1.4 Indicateurs sur l'emploi

La population active : regroupe la population ayant un emploi (actif occupé) et les chômeurs.

Le taux d'activité Rapport de l'effectif de la population active à l'effectif de la population en âge de travailler (population de 15 ans et plus dans le cadre de la présente édition de l'ECOM).

Les chômeurs : personnes (en âge de travailler) n'ayant pas travaillé (ne serait-ce qu'une heure) pendant la semaine de référence (7 derniers jours précédant l'enquête), ayant recherché un emploi au cours du mois précédant l'enquête et disponibles immédiatement pour travailler. La population inactive, les élèves/étudiants (principalement) et les retraités ne sont pas considérés comme des chômeurs.

Le taux de chômage : Rapport du nombre des chômeurs à l'effectif de la population active.

Taux de dépendance : Rapport de l'effectif total des inactifs et des chômeurs à l'effectif de la population active occupée. Il mesure le nombre moyen d'inoccupés à la charge d'un actif occupé.

Le taux de sous-emploi visible : Rapport du nombre d'actifs occupés ayant travaillé moins de 35 heures au cours de la semaine de référence à l'effectif de la population active occupée.

Taux de sous-emploi invisible : Rapport du nombre d'actifs occupés gagnant moins que le salaire minimum horaire à l'effectif de la population active occupée.

Taux de sous-emploi global : Rapport de l'effectif total des actifs occupés en situation de sous emploi (visible ou invisible) et des chômeurs à l'effectif de la population active occupée.

1.5 Principaux indicateurs d'éducation

Le taux d'alphabétisation des adultes Rapport de l'effectif des individus de 15 ans et plus sachant lire et écrire à la population totale des individus de 15 ans et plus.

Le taux d'alphabétisation juvénile taux d'alphabétisation estimé dans le groupe des individus âgés de 15 à 24.

Ecole primaire

Les estimations concernant l'école primaire se rapportent aux enfants âgés de 6 à 11 ans.

- **L'accès** est défini pour les enfants vivant dans des ménages situés à moins de 30 minutes de marche d'une école primaire (CP1 à CM2),

- **Le taux net de scolarisation** est défini par le rapport de l'effectif des enfants de 6-11 ans inscrits au primaire sur l'effectif total des enfants de 6-11 ans.
- **Le taux brut de scolarisation** est défini par le rapport de l'effectif des enfants inscrits à un niveau d'études primaires (indépendamment de leurs âge) sur l'effectif total des enfants de 6-11 ans.
- **La satisfaction** concerne les enfants actuellement à l'école primaire et qui n'ont cité aucune cause d'insatisfaction par rapport à l'école où ils sont inscrits.

Ecole secondaire

Les estimations concernant la scolarisation au secondaire se rapportent aux enfants âgés de 12 à 18 ans.

- **L'accès** est défini pour les enfants vivant dans des ménages situés à moins de 30 minutes de marche d'une école secondaire (6^{ème} à la Terminale),
- **Le taux net de scolarisation** est défini par le rapport de l'effectif des enfants de 12-18 ans inscrits au secondaire sur l'effectif total des enfants de 12-18 ans.
- **Le taux brut de scolarisation** est défini par le rapport de l'effectif des enfants inscrits à un niveau d'études secondaires (indépendamment de leurs âge) sur l'effectif total des enfants de 12-18 ans.
- **La satisfaction** concerne les enfants actuellement à l'école secondaire et qui n'ont cité aucun problème.

1.6 Principaux indicateurs de santé

L'accès à un service de santé est défini pour les personnes vivant dans des ménages situés à moins de 30 minutes de marche d'un service de santé.

L'utilisation d'un service de santé est définie pour les personnes (malades/blessées ou non) qui ont été consultées par un personnel de santé ou un guérisseur traditionnel pour une raison quelconque de santé au cours de la semaine de référence (4 dernières semaines).

La satisfaction par rapport au service de santé est définie pour les personnes qui ont été consultées par un personnel de santé ou un guérisseur traditionnel au cours de la semaine de référence (4 dernières semaines) et qui ont eu ou non un (des) problème(s) au moment de leur visite ou au terme du traitement administré.

Annexe 7 : Liste des tableaux

Libellé	Page
Tableau 1 : La répartition de l'échantillon selon les strates	8
Tableau 2 : Echelle des équivalents adultes	19
Tableau 2.1 : Part budgétaire des produits alimentaires retenus pour la détermination du seuil dans les dépenses alimentaires totales des ménages	20
Tableau 2.2.1 : Indices de pauvreté suivant certaines caractéristiques des ménages et de la population	22
Tableau 2.2.2 : Indices de pauvreté par strate suivant le sexe du chef de ménage	22
Tableau 2.2.3 : Indices de pauvreté suivant certaines caractéristiques des ménages	23
Tableau 2.2.4 : Effectif des chefs de ménages et des dépenses moyennes par équivalent adulte selon le statut de pauvreté des ménages	24
Tableau 2.3.1 : Indices de pauvreté monétaire et niveau des dépenses des ménages	26
Tableau 2.3.2 : Indicateurs d'inégalité du revenu des ménages	27
Tableau 3.1.1 : Caractéristiques de la population suivant la strate	33
Tableau 3.1.2 : typologie des ménages selon la composition du ménage	34
Tableau 3.1.3 : Typologie et caractéristiques des ménages suivant le statut de pauvreté	34
Tableau 3.1.4 : Typologie des ménages selon la Catégorie socio-professionnelle du chef de ménage	35
Tableau 3.2.1 : Destination des migrants (% des ménages) selon le statut de pauvreté du ménage	36
Tableau 3.2.2 : Principaux motifs de migration des ménages au cours des 12 derniers mois selon le statut de pauvreté et le sexe du chef de ménage (% de ménages répondants)	37
Tableau 3.2.3 : Répartition (% de ménages) de migrants selon la strate et la CSP du Chef de ménage	37
Tableau 3.2.4 : Facteurs précurseurs de la mobilité spatiale des ménages (% de ménages)	38
Tableau 3.3.1 : Niveau scolaire achevé selon le statut de pauvreté du ménage et le sexe des individus (%)	39
Tableau 3.3.2 : Taux (brut/net) de scolarisation au niveau primaire par strate, suivant le statut de pauvreté des ménages et le sexe des individus (%)	39
Tableau 3.3.3 : Résumé synoptique des principaux résultats de l'analyse de la matrice âge/niveau d'études au primaire	41
Tableau 3.3.4 : Taux (brut/net) de scolarisation au niveau secondaire par strate suivant le statut de pauvreté des ménages et le sexe des individus (%)	42
Tableau 3.3.5 : Taux (brut/net) de scolarisation au niveau supérieur par strate suivant le statut de pauvreté des ménages et le sexe des individus (%)	42
Tableau 3.3.6 : Taux d'abandon scolaire selon le statut de pauvreté du ménage, le sexe et le niveau d'études des individus (%)	43
Tableau 3.3.7 : Principales raisons de non scolarisation selon le statut de pauvreté du ménage, le sexe et le niveau d'études des individus (%)	44
Tableau 3.3.8 : Accessibilité physique et taux de satisfaction des services selon la strate et le statut de pauvreté des ménages (%)	45
Tableau 3.3.9 : Type d'établissement scolaire fréquenté selon le statut de pauvreté du ménage et le sexe des individus (%)	46
Tableau 3.3.10 : Type d'établissement scolaire fréquenté selon la strate et le statut de pauvreté des ménages (%)	46
Tableau 3.3.11 : Taux d'alphabétisation (%) des 15 ans et plus par strate suivant le statut de pauvreté et le sexe des individus	47
Tableau 3.3.12 : Disparités spatiales par rapport à l'éducation	47
Tableau 3.4.1 : Taux de morbidité selon la strate, le statut de pauvreté des ménages et le sexe des individus (%)	49
Tableau 3.4.2 : Taux de consultation en cas de maladie selon la strate, le statut de pauvreté des ménages et le sexe des individus (%)	51
Tableau 3.4.3 : Service ou personnel médical consulté en cas de maladie selon la strate, le statut de pauvreté des ménages (%)	52
Tableau 3.4.4 : Raison de non utilisation de service de santé en cas de maladie selon la strate, le statut de pauvreté des ménages (%)	53
Tableau 3.4.5 : Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans et plus ayant eu des naissances vivantes au cours des 12 derniers mois selon la strate et la classe d'âge des mères (%)	54
Tableau 3.4.6 : Accessibilité physique et taux de satisfaction des services de santé selon la strate et le statut de pauvreté des ménages	56
Tableau 4.1.1 : Structure par secteur institutionnel des actifs occupés de 15 ans et plus selon la strate et le statut de pauvreté	63
Tableau 4.1.2 : Structure par branche d'activité de la population occupée suivant la classe d'âge et le statut de pauvreté	63
Tableau 4.1.3 : Structure par CSP de la population occupée suivant la classe d'âges et le statut de pauvreté	64
Tableau 4.1.4 : Rapport de dépendance selon la strate, le statut de pauvreté des ménages et le sexe des individus actifs	66
Tableau 4.2.1 : Dépenses moyennes annuelles par équivalent adulte en parité de pouvoir d'achat de Pointe-Noire par strate selon la fonction de consommation et le statut de pauvreté du chef de ménage (en milliers de FCFA)	67
Tableau 4.2.2 : Structure (%) des dépenses totales de consommation par équivalent adulte par strate suivant le statut de pauvreté du chef de ménage	68
Tableau 4.3.1 : Pourcentage des ménages d'exploitants agricoles et revenus mensuels agricoles moyens selon le statut de	

pauvreté et la strate	70
Tableau 4.3.2 : Pourcentage des ménages éleveurs et taille moyenne des élevages selon le milieu et le statut de pauvreté des ménages (%)	71
Tableau 4.3.3 : Profil de la répartition des ménages selon le nombre d'entreprises non-agricoles possédées, le statut de pauvreté et la strate	72
Tableau 4.3.4 : Structure par branche d'activités non agricoles des ménages selon le statut de pauvreté et la strate (%)	73
Tableau 4.3.5 : Revenus mensuels moyen et médian par branche d'activité procurés par les entreprises individuelles des ménages selon le statut de pauvreté et la strate	74
Tableau 4.4.1 : Revenus annuels moyens des ménages tirés des activités agricoles et non agricoles selon la strate et le statut de pauvreté des ménages (milliers de FCFA)	74
Tableau 5.1.1 : Accessibilité aux autres services sociaux de base par strate suivant le statut de pauvreté	78
Tableau 5.2.1 : Accès au logement et cadre de vie suivant le statut de pauvreté et le sexe du chef de ménage	79
Tableau 5.2.3 : Accès au logement et cadre de vie des ménages par strate suivant le statut de pauvreté	80
Tableau 6.1.1 : Biens durables possédés suivant le statut de pauvreté et le sexe du chef de ménage	83
Tableau 6.1.2 : Biens durables possédés par les ménages par strate et suivant le statut de pauvreté (en %)	84
Tableau 6.2.1 : Biens durables possédés par la strate suivant le statut de pauvreté	85
Tableau 6.2.2 : Eléments de patrimoine des ménages suivant le statut de pauvreté et le sexe du chef de ménage	85
Tableau 7.1 : Récapitulatif des modèles estimés suivant le milieu de résidence et pour l'ensemble du pays	89
Tableau 8.1.1 : Perception (%) des principales causes de la pauvreté suivant le statut de pauvreté monétaire et le sexe du chef de ménage	92
Tableau 8.1.2 : Structure (%) par strate des principales causes de la pauvreté de la pauvreté	92
Tableau 8.1.3 : Perception générale de la pauvreté suivant le statut de pauvreté monétaire et le sexe du chef de ménage	93
Tableau 8.1.4 : Perception générale de la pauvreté par les ménages suivant la strate	94
Tableau 8.1.5 : Evaluation de la perception des chefs de ménage par rapport à leur niveau de vie	94
Tableau 8.2.1 : Perception des conditions de vie suivant le statut de pauvreté monétaire et le sexe du chef de ménage	96
Tableau 8.2.2 : Perception des conditions de vie du ménage suivant la strate	97
Tableau 8.3.1 : Stratégies adaptatives des ménages suivant le statut de pauvreté monétaire et le sexe du chef de ménage	98
Tableau 8.3.2 : Stratégies adaptatives des ménages suivant la strate	98
Tableau 8.4.1 : Récapitulatif des actes de corruption suivant la strate	99
Tableau 8.4.2 : Ampleur de la corruption dans les principaux services administratifs publics suivant le statut de pauvreté et le sexe du chef de ménage	99
Tableau 8.4.3 : Ampleur de la corruption dans les principaux services administratifs publics suivant la strate	100
Tableau 8.5.1 : Catégorisation des attentes des ménages suivant leur statut de pauvreté	101
Tableau 8.5.2 : Actions prioritaires attendues du Gouvernement pour améliorer les conditions de vie des ménages selon le statut de pauvreté et le sexe du chef de ménage	101
Tableau 8.5.3 : Actions prioritaires attendues du Gouvernement pour améliorer les conditions de vie des ménages suivant la strate	102

Annexe 8 : Liste des membres de l'ETP (ECOM-2005)

N°	Noms et Prénoms	
1	AMBAPOUR Samuel	Directeur National
2	OBAMBI GUECKO	Directeur Technique
3	OTSESSA Antomy Ludovic	Gestionnaire administratif et financier
4	KIMPOUNI Dominique	Chef de section méthodologie et collecte
5	BATSANGA Gabriel	Chef de section analyse
6	NGOMA Dominique	Chef de section exploitation
7	M'VILA Gilbert	Statisticien, membre de l'Equipe Technique Permanente
8	YILA Jean	Statisticien, membre de l'Equipe Technique Permanente
9	MOUKETOU Jean	Informaticien, membre de l'Equipe Technique Permanente
10	NABASSEMBA Léonard	Informaticien, membre de l'Equipe Technique Permanente
11	BAÏKAYABE Mathurin	Statisticien, membre de l'Equipe Technique Permanente
12	BANTSIMBA Aaron	Statisticien, membre de l'Equipe Technique Permanente

Annexe 9 : Rédacteurs du rapport final d'analyse sur le profil de la pauvreté - Congo 2005

N°	Noms et Prénoms	
1	OBAMBI GUECKO	Directeur Technique
2	BATSANGA Gabriel	Chef de section analyse
3	NGOMA Dominique	Chef de section exploitation
4	M'VILA Gilbert	Membre de l'Equipe Technique Permanente
5	YILA Jean	Membre de l'Equipe Technique Permanente
6	MOUKETOU Jean	Membre de l'Equipe Technique Permanente
7	BAÏKAYABE Mathurin	Membre de l'Equipe Technique Permanente
8	BANTSIMBA Aaron	Membre de l'Equipe Technique Permanente
9	MAMPOUYA Franck Corneille	Membre du STPCNLP - PNUD
10	NKOUKA SAFOULANITOU	Membre du STPCNLP
11	GNIMI Christophe	Sachant (Nutritionniste)
12	MBOUNGOU MBILA Joseph	Membre du STPCNLP
13	OUSMAN KORIKO	Expert en enquêtes auprès des ménages, AFRISTAT
14	SIRIKI ZANGA Coulibaly Tingana	Expert en analyse de la pauvreté, AFRISTAT

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	II
SIGLES ET ABREVIATIONS	III
PREFACE	IV
AVANT PROPOS	VI
RESUME ANALYTIQUE	VII
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : APERÇU METHODOLOGIQUE DE L'ENQUETE	5
1.1 Présentation de l'enquête	6
1.2 Organisation de l'enquête	6
1.3 Préparation technique	7
1.4 Plan de sondage	7
1.4.1 Mise à jour de la base de sondage	7
1.4.2 Taille de l'échantillon	7
1.4.3 Tirage de l'échantillon	8
1.5 Collecte des données	9
1.5.1 Méthodologie de la collecte des données sur la consommation et les prix	9
1.5.2 Organisation de la collecte	9
1.5.3 Supports de collecte	9
1.5.4 Déroulement des opérations	11
1.6 Organisation du traitement informatique des données	12
1.7 Analyse des résultats	12
1.8 Difficultés rencontrées	13
1.8.1 Difficultés d'ordre logistique	13
1.8.2 Difficultés d'ordre organisationnel	13
1.8.3 Difficultés d'ordre technique	14
CHAPITRE II : AMPLEUR ET PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE LA PAUVRETE	15
2.1 Approche méthodologique de la mesure de la pauvreté	16
2.2 La pauvreté monétaire	21
2.2.1 Les indices de la pauvreté monétaire	22
2.2.2 Effectif des Chefs de ménages et dépenses moyennes par équivalent adulte	24
2.3. Examen de l'inégalité de niveau de vie	25
2.3.1. La distribution des revenus	25
2.3.2. Les indices d'inégalité de la distribution des revenus	27
2.3.3. Les courbes de dominance stochastique de premier ordre	28
CHAPITRE III : CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DE LA POPULATION ET DES MENAGES	32
3.1. Caractéristiques socio-démographiques de la population et des ménages	33
3.1.1 Répartition de la population et des ménages	33
3.1.2 Structure et composition des ménages	33
3.1.3 Typologie et caractéristiques des ménages	34
3.2. Migration et mobilité spatiale des individus	35
3.2.1 Caractéristiques et degré de stabilité des ménages	35
3.2.2 Principaux motifs de migration des ménages	36
3.2.3 Migrations et conséquences des troubles socio politiques depuis 1993	37
3.3. Education et alphabétisation	39
3.3.1 Instruction et scolarisation	39
3.3.2 Scolarisation des enfants	40

3.3.3 La déperdition scolaire.....	43
3.3.4 Principales raisons de la déperdition scolaire	44
3.3.5 Accessibilité aux services d'éducation et niveaux de satisfaction des élèves.....	44
3.3.6 Type d'établissements scolaires fréquentés	46
3.3.7 Alphabétisation des personnes âgées de 15 ans et plus	46
3.3.8 Disparités spatiales par rapport à l'éducation	47
3.4. Santé.....	49
3.4.1 La morbidité.....	49
3.4.2 La consultation médicale	50
3.4.3 Service médical ou personnel médical consulté en cas de maladie	52
3.4.4 Raisons de non utilisation des services de santé en cas de maladie.....	53
3.4.5 Naissances vivantes des femmes de 15-49 ans	54
3.4.6 Accessibilité physique et taux de satisfaction par rapport aux services de santé	55
3.4.7 Principaux motifs de non satisfaction par rapport aux services de santé.....	56
CHAPITRE IV : CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DE LA POPULATION ET DES MENAGES	60
4.1 Emploi.....	61
4.1.1 Situation du marché de l'emploi	61
4.1.2 Le taux d'activité	61
4.1.3 Caractéristiques des emplois.....	62
4.1.4 Le sous-emploi.....	64
4.1.5 Le travail des enfants	64
4.1.6 Le chômage.....	65
4.1.7 Le rapport de dépendance	66
4.2. Niveau et structure des dépenses de consommation des ménages.....	66
4.2.1 Niveau des dépenses de consommation par équivalent adulte	66
4.2.2. Structure des dépenses totales de consommation	68
4.3. Caractéristiques des activités agricoles et non agricoles des ménages	69
4.3.1. Les activités agricoles des ménages.....	69
4.3.2. Les activités des entreprises individuelles non agricoles des ménages	71
4.4. Les revenus des ménages	74
CHAPITRE V : ACCES AUX AUTRES SERVICES SOCIAUX DE BASE ET CADRE DE VIE DES MENAGES	76
5.1 Accessibilité aux autres services sociaux de base.....	77
5.2 Accès au logement et cadre de vie des ménages.....	79
5.2.1 L'accès à la propriété au logement	79
5.2.2 La qualité du cadre de vie des ménages	80
CHAPITRE VI : AVOIRS ET PATRIMOINE DES MENAGES	82
6.1 Biens durables possédés par les ménages	83
6.2 Eléments de patrimoine des ménages	85
CHAPITRE VII : ANALYSE DES DETERMINANTS DE LA PAUVRETE	86
7.1 Approche méthodologique.....	87
7.2 Les principaux résultats	87
CHAPITRE VIII : LA PAUVRETE NON MONETAIRE	90
8.1 La perception de la pauvreté	91
8.2 Difficultés liées aux conditions de vie des ménages.....	95
8.3 Stratégies adaptatives des ménages pour améliorer leurs conditions de vie.....	98
8.4 Ampleur de la corruption	98
8.5 Actions prioritaires attendues de la politique gouvernementale	100
CHAPITRE IX : CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	103

9.1 Principales caractéristiques et enseignements tirés de la pauvreté au Congo.....	104
9.2 Axes de recommandations de la politique de lutte contre la pauvreté.....	105
ANNEXES.....	108
Annexe 1 : Justification du choix du seuil calorique normatif	109
Annexe 2: Dépenses totales et structure du panier – Ecom 2005	110
Annexe 3 : Tableau des indicateurs prioritaires de suivi de la pauvreté par domaine – Congo	111
Annexe 4 : Note technique relative aux classes d’indicateurs d’entropie généralisée.....	113

